

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 DÉCEMBRE 1919.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6TH DECEMBER, 1919.

Avis divers

AVIS IMPORTANT AUX ANNONCEURS.

Les règlements de la "Gazette Officielle" de Québec exigent que l'HONORAIRE des annonces soit PAYE D'AVANCE. Ce règlement ne peut donner lieu à aucune exception. Nous invitons donc les annonceurs de nous faire parvenir les balances dues pour annonces et de ne jamais transmettre de matière pour la "Gazette Officielle", à moins de faire accompagner le document d'un chèque accepté couvrant approximativement le coût de l'insertion.

Tout annonceur qui néglige de se conformer à ce règlement ou dont le nom apparait sur nos listes de débiteurs se verra refuser la publication d'annonces nouvelles, et ce sans avis spécial. 4101—44-5

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

Miscellaneous Notices

IMPORTANT NOTICE TO ADVERTISERS.

The rules of the "Quebec Official Gazette" require advertisers to remit the FEES for advertisements IN ADVANCE. No exception will be made to this rule. Advertisers are requested to remit all arrears due and hereafter when sending matter for insertion in the "Official Gazette", to enclose with their copy an accepted cheque covering approximately the cost of publication.

Notices sent by advertisers failing to comply with the above rule or being in arrears with the King's Printer, will not be published, and that without further special notice. 4102—44-5

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 4057

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line agate measure)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 4058

Proclamations

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-deux décembre mil neuf cent dix-neuf, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la convoquer pour une date plus rapprochée, savoir : le dix décembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-deux décembre prochain : vous convoquons par les présentes pour le DIX DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y *expédier les affaires de la Province* et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil

Proclamations

Canada.
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and nineteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to convoke it for a nearer date, namely : the tenth of December next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty-second day of December next ; and hereby convene you for the TENTH day of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the *despatch of the business of the Province*, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member

privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent dix-neuf et de Notre règne le dixième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie, à Québec,
4303 L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Portneuf, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait selon les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Neuville.

of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen and in the tenth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
4304

Canada,
Province of Québec, C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Pointe-aux-Trembles, in the county of Portneuf, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality.

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Neuville.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans le comté de Portneuf—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité du village de Neuville", est pris dans la première concession de la seigneurie de Neuville et sera détaché de la municipalité de la Pointe-aux-Trembles ; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sont les suivantes, à savoir :

En front, au sud-est, le fleuve Saint-Laurent, en en remontant son cours depuis la ligne des lots Nos 70 et 73 jusqu'à celle des lots Nos 208 et 209 ;

En arrière, au nord-ouest ; l'arrière-ligne de la première concession de la seigneurie, à la profondeur des lots Nos 205, 206, 207, 208, le chemin de la deuxième concession, depuis le lot No 204 jusqu'au lot 341 et cette concession intermédiaire dénommée "village Saint-Nicolas" ;

Au nord-est, les lots Nos 70 et 71 et la susdite concession du village de Saint-Nicolas ;

Au sud-ouest, les lots Nos 209 et 337 sera détaché de la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Neuville, à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce VINGTIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-neuf de l'ère chrétienne et de Note règne la dixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

4635 C.-J. SIMARD.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory, in the county of Portneuf, to be erected into a distinct municipality, under the name of "The municipality of the village of Neuville", is taken in the first concession of the seigniory of Neuville and shall be detached from the municipality of Pointe-aux-Trembles ; its boundaries, with reference to the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, are as follows, to wit :

In front, to the southeast, the river Saint-Lawrence, up-stream, from the line between the Nos. 70 to 73 to that between the lots Nos. 208 and 209 ;

In rear, to the northwest, the rear line of the first concession of the seigniory, at the depth of the lots Nos. 205, 206, 207, 208, the road of the second concession, from lot No. 204 to lot No. 341, and the intermediate concession named "village of Saint-Nicolas" ;

On the northeast, the lots Nos. 70 and 71 of the aforesaid concession of the village of Saint-Nicolas ;

On the southwest, the lots Nos. 209 and 337 shall be detached from the municipality of the parish of Pointe-aux-Trembles, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Neuville".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTIETH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

4636 Assistant Provincial Secretary.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 novembre 1919, et présentés avant le 31 décembre 1919 ; les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 20 décembre 1919 et reçues avant le 25 décembre 1919 ; et les rapports de comités élus chargés de l'examen des

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY.

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 26th November, 1919, and introduced before the 31st December, 1919 ; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 20th December, 1919, and received before the 25th December, 1919 ; and reports from select com-

bills privés devront être reçus avant le 14 janvier 1920.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

Québec, 13 novembre 1919. 4309—46-4

mittees charged with the examining of private bills must be received before the 14th January, 1920.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Quebec, 13th November, 1919. 4310—46-4

Lettres patentes

"The Sanborn Manufacturing Company of Canada, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1919 constituant en corporation : McClennan Sanborn, manufacturier, de la cité de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, George F. Wilson, manufacturier, de la ville de Palisade Park, dans l'état de New-Jersey, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Albert E. Hurd, négociant, Cecil L. Brown, médecin, et Frank A. Johnston, banquier, tous trois du village de Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, et la province de Québec, pour les fins suivantes :

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers et marchands de hardes et vêtements de toute nature et description ;

Exercer aucune autre industrie semblable, manufacturière ou autre, qui est connexe à la précédente et semblera propre à être convenablement exercé en rapport avec l'industrie précitée ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie, acquérir aussi l'achalandage d'aucun commerce organisé ou à être organisé, et payer ledit achalandage en actions de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins corporatives, ou dont l'acquisition serait propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux objets de son industrie, et spécialement du terrain, des bâtisses, commodités, machines, l'outillage et l'assortiment ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, nonobstant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, aliéner, faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Letters patent

"The Sanborn Manufacturing Company of Canada, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1919, incorporating : McClennan Sanborn, manufacturer, of the city of New-York, in the state of New-York, one of the United States of America, George F. Wilson, manufacturer, of the town of Palisade Park, in the State of New Jersey, one of the United States of America, Albert E. Hurd, trader, Cecil L. Brown, physician and Frank A. Johnston, banker, all three of the village of Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis and Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in clothing and garments of every kind and description ;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any porson or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed property suitable for the purposes of the company and to acquire the goodwill of any business corporated or unincorporated and pay for the said goodwill by shares of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right of use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, building, easements, machinery, plant and stock in trade ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit this company, notwithstanding the provisions of the Quebec Companies Act ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with, all or any part of the property and rights of the company ;

Garantir, donner gage pour, et se rendre responsables du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes, ou autres obligations d'aucune nature quelconque, d'aucune corporation, société ou personne avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, sous le nom de "The Sanborn Manufacturing Company of Canada, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Ayer's Cliff, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4515—48-2 C.-J. SIMARD.

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills or exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm, or individual, with which the company has business dealings, under the name of "The Sanborn Manufacturing Company of Canada, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00), each.

The principal place of business of the corporation, will be at Ayer's Cliff, in the district of Saint Francis, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4515—48-2 Assistant Provincial Secretary.

"Jay E-Z-E Up Top Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de novembre 1919, constituant en corporation John MacNaughton, avocat ; Robert Dodd, James Alured Ross, courtiers ; James Geary Cartwright, et James Burnett Taylor, gérants, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme agents, manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et au détail, "jobbers", producteurs, acheteurs, vendeurs, et d'aucune autre manière négociants et trafiquants d'effets, denrées et marchandises de toute nature et description ;

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, locataires, réparateurs, nettoyeurs, gardes-magasins et entreposeurs d'automobiles, de véhicules-moteurs, motocyclettes, canots-autos, tricycles, vélocipèdes, outillage électrique et autre s'y rattachant, de voitures et véhicules de toutes sortes, mûs ou non par une force mécanique, d'aéroplanes, ballons à air, dirigeables et autres machines propres à l'aviation ainsi qu'à l'aérostation, et de tous accessoires, machines, engins, instruments, outils, appareils, attirail, lubréfiants, solutions de ciment, émaux ainsi que de toutes les autres choses propres à servir en rapport avec les précédentes ou dans leur fabrication, entretien ou exploitation ; exercer aussi un commerce général de remise et louage de taxi-autos, y compris le commerce que consiste à transporter de place en place les effets, denrées, marchandises et personnes au moyen de véhicules de toute espèce mûs ou actionnés par aucune espèce de force ou par aucuns procédés quelconques ; manufacturer des accumulateurs, l'outillage d'éclairage automatique rural, poser et installer des systèmes déclairage urbain, et agir comme ingénieurs-électriciens-conseils ;

Nommer des agents à l'étranger, aussi développer son commerce et ses exportations ; exercer un commerce général d'importations et d'exportations par terre, par mer, ou par les airs, y compris le commerce de courtiers maritimes, de frêt et d'assurances, celui d'agents-expéditeurs généraux, d'emmagasinage, quaiage et entreposage, celui aussi qui consiste à faire tous actes ou choses qui se rattachent audit commerce ou en découlent, y compris la possession, la location, la détention, la construction et l'entretien de docks, séparations, jetées, bassins et entrepôts, l'emmagasinage de toutes les espèces d'effets, denrées et marchandises ; la mise en chantier des navires, vaisseaux et vapeurs de toute catégorie et description ; le chargement et déchargement d'iceux ; l'émission de récé-

"Jay E-Z-E Up Top Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1919, incorporating John MacNaughton, advocate ; Robert Dodd, James Alured Ross, brokers ; James Geary Cartwright, and James Burnett Taylor, managers, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of agents, manufacturers, importers, exporters, wholesalers, retailers jobbers, producers, buyers and sellers and in any other manner dealers and traders in and of goods, wares and marchandise of every kind and description ;

To carry on the business of manufacturers, dealers in, letters ; to hire, repairers, cleaners, storers and warehousers of automobiles, motor cars, motor cycles, motor boats, tricycles, velocipedes and electrical and other equipement for the same, and carriages and vehicles of all kinds, whether moved by mechanical power or not, aeroplanes, air baloons, dirigible baloons and other machines suitable to aviation and aerostation, and all accessories, machinery, engines, implements, ustensiles, apliances, apparatus, lubricants, cements solutions, enamels and all things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance, or working thereof respectively, and to carry on a general garage, livery and taxicab business, including the business of transferring from place to place goods wares and marchandise and persons by means of vehicles of any kind drawn or propelled by any kind of power or by any means wahtsoever; to manufacture and distribute storage batteries, automatic farm lighting equipment, erect and install town light systems and to act as consulting electrical engineers ;

To appoint foreign agents and develop and export trade ; to carry on a general import and export business whether by land, water or air including the business of steamship, freight and insurance brokers and general forwarding agents and of storage, wharfage and warehousing and the doing of each and every act or acts, thing or things incidental to or growing out of, or connected with the said business, including the owing, leasing, holding, erecting and maintaining of docks, bulkheads, piers, basins and warehouses, the storage of all kinds of goods, wares and merchandise ; the storage and docking of ships, steam vessels and boats of every kind and description ; the loading and unloading thereof ; the issue of storage, docks ,and warehouse receipts, negotiable and non-negotiable covering all kinds

pissés de magasins, docks et entrepôts, négociables et non-négociables pour toutes les sortes d'effets, denrées et marchandises ; l'achat et la vente d'effets, denrées et marchandises, les navires, vapeurs, vaisseaux et bateaux de toutes espèces ; la perception et l'encaissement des droits d'entrepôt, de quaiage et de magasins et d'autres redevances ;

of goods, wares and merchandise ; the purchase and sale of goods, wares and merchandise ; ship, steamers, vessels and boats of all kinds ; the collection and receipt of dockage, wharfage and storage dues and other compensation ;

Construire pour son propre usage, outiller, meubler, aménager, acheter, affrêter, faire naviguer ou posséder des bateaux, navires, vaisseaux, à vapeur, à voile ou autres ou d'autres propriétés à servir à aucun commerce, négoce, trafic légitime ou à la navigation, pour véhiculer, transporter, emmagasiner ou charger les malles, la marchandise ou les passagers, en autant que cela se rattache et est approprié à la réalisation des objets précités ;

To build for its own use, equip, furnish, fit, purchase, charter, navigate or own steam, sail or other boats, ships, vessels or other property to be use in any lawful business, trade, commerce or navigation and for the carriage, transportation or storing or lading freight mails, property or passengers and so far as incidental and conducive to the attainment of the above objects ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir toutes espèces de biens, effets, denrées et marchandises, propriétés personnelles de toute catégorie et description, aussi les détenir, posséder, vendre, ou autrement les aliéner, en faire commerce, trafiquer et disposer ; et spécialement acheter, détenir, acquérir, vendre, louer et transférer aucune propriété foncière et personnelle nécessaire à la bonne administration des affaires corporatives ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire all kinds of properties, goods, wares, merchandise and personal property of every class and description, and hold, own, sell or otherwise dispose of, trade, deal in and deal with the same ; and especially to purchase, hold, acquire, sell, lease and convey real estate and personal property necessary for the convenient conduct of the business of the company ;

Souscrire, acheter, prendre en échange, en paiement comme considération et garantie, ou autrement acquérir, détenir, posséder, et durant possession et détention exercer tous droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires et détenteurs, aussi en recevoir et repartir les bénéfices, dividendes et intérêts, garantir, vendre avec ou sans garantie, ou autrement disposer et aliéner des actions, obligations, débentures, actions-obligations, biens ou autres valeurs d'aucune personne, société, association communauté, firme, compagnie ou corporation ;

To subscribe for, purchase, take in exchange, in payment as consideration or security, or otherwise acquire, hold, own and whilst owning or holding same to exercise all the rights, powers and privileges of owners and holders thereof, and to receive and distribute profits, dividends and interest thereon, and to guarantee, sell with or without guarantee, and otherwise dispose of and deal with the shares, bonds, debentures, debenture stock, liens or other securities of any individual, partnership, society, association, firm, company or corporation ;

Acquérir par achat, bail ou autrement le commerce, la propriété, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges, contrats, entreprises, association, société, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer totalement ou pour partie ou aucun commerce semblable à icelui, ou en possession de biens convenant ou appropriés aux objects de la compagnie, à titre de firme exploitée ou autrement ;

To acquire by purchase, lease or otherwise the business, property, assets, goodwill, rights, privileges, contracts, undertakings, obligations, and liabilities of any individual, partnership, society, association, firm, company, or corporation, carrying on any business which this company is authorized to carry on either wholly or in part, or any business similar thereto, or possessed of property suitable or desirable for the purposes of the company, either as a going concern or otherwise ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, aussi détenir, utiliser, occuper, exploiter, améliorer, faire valoir, céder à bail, louer, vendre, aliéner ou autrement trafiquer de terrains, bâtisses, établissements, dépôts, magasins, entrepôts, salles d'échantillons, fabriques, résidences ou d'une autre propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière pouvant être nécéssaire, utile ou bonne aux fins de la compagnie ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold, use, occupy, operate, improve, turn to account, lease, hire, sell, dispose of or otherwise deal in any lands, buildings, establishments, depots, stores, warehouses, showrooms, factories, dwellings or other real or personal, moveable or immoveable property, which may be necessary, useful or desirable for the purposes of the company ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son négoce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, qui est connexe ou subsidiaire au sien ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, or germane or auxiliary thereto ;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et des entreprises de la corporation, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation, et repartir entre les actionnaires aucunes parts, obligations ou valeurs ainsi reçues ;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property and undertakings of the company, or any part thereof, and for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar to those of this company, and to divide among the shareholders any stock, bonds or securities so received.

Faire aucune convention ou conclure aucun

To enter into any agreement or arrangement

arrangement pour l'union, la fusion, l'association, le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, la gestion des affaires, l'exercice du commerce, ou autre convention de même nature, avec aucune personne, communauté, société, association, firme, compagnie ou corporation exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou semblable à icelui, ou avec qui il peut être estimé avantageux de transiger ainsi, faire aussi des avances, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, communauté, société, association, firme, compagnie ou corporation, et souscrire ou autrement acquérir leurs actions du capital, leurs obligations et autres valeurs, aussi les vendre, les détenir ou autrement en disposer ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, en prêter, aider au moyen de boni, avances de deniers, promesse, endossement, ou autrement, aucune personne, firme, société, association, compagnie, communauté ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, agir aussi comme employé, agent ou gérant d'aucune telle, garantir l'exécution de son ou de ses contrats, obligations et entreprises, y compris le paiement, le dividende des intérêts sur bons, débentures, autres valeurs ou obligations ;

Solliciter, se procurer, acquérir par achat, bail, découverte, invention, concession, licence, échange, transport, donation ou par aucun autre titre légal, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, louer, mettre sous licence, vendre, aliéner et autrement disposer de droits brevetés, brevets d'invention, marques de commerce, droits de reproduction, dessins, formules, recettes, procédés, engins, machines, appareils chimiques, mécaniques ou autres canadiens ou étrangers, ou d'aucun intérêt en iceux, soit en tout soit en partie, absolument ou conditionnellement, seuls ou conjointement avec d'autres, en qualité de principaux, d'agents, entrepreneurs ou autres, sur droit régalien ou en échange d'argent, ou pour aucune autre considération acceptable à la compagnie ;

Prêter et emprunter des deniers sur la garantie d'effets, denrées, marchandises et autres biens que la compagnie aura emmagasinés, sur nantissement de récépissés de magasins, docks ou entrepôts relatifs à iceux, avancer aussi le fret, les droits, primes d'assurance-incendie et maritime, et liens d'aucune espèce et nature sur effets, denrées et marchandises reçus en magasins, ou pour être mis en entrepôt ou expédiés, sur la garantie desdits effets, denrées et marchandises, sur nantissement des récépissés de magasins, docks ou entrepôts y relatifs ;

Agir comme agents, représentants ou courtiers, à salaire ou à commission, par convention ou arrangement, pour aucune considération jugée suffisante, dans l'achat, la vente ou autre trafic de toutes les sortes de matériaux, produits, objets manufacturés, commodités, denrées ou marchandises ;

Payer à même les deniers de la compagnie les dépenses relatives à la constitution, formation et organisation de la corporation, sous le nom de "Jay E-Z-E Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Lachine, dans le district de Montréal.

for amalgamation, consolidation, partnership sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of, carrying on the business of, or other arrangement of a similar nature with any individual, partnership, society, association, firm, company or corporation carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on or similar thereto, or with which it may be deemed to the advantage of the company to so deal, and to make advances, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, society, association, firm, company or corporation and to take or otherwise acquire their shares of stock, bonds and other securities, and to sell, hold or otherwise deal with the same ;

To raise and assist in raising money for, to lend money to, and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement or otherwise any individual, firm, society, association, company, partnership or corporation with whom the company have dealings and to act as employee, agent or manager of any such, and to guarantee the performance of his or their contracts, obligations and undertakings, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures or other securities or liabilities ;

To apply for, secure, acquire by purchase, lease, discovery, invention, concession, license, exchange, assignment, gift or other legal title, and to hold, own, use, exploit, lease, place under license, sell, dispose of and otherwise deal with any patent rights, letters patent of invention, trade marks, copyrights, designs, formulæ, recipes, processes, chemical, mechanical or other contrivances, machinery or apparatus, canadian or foreign, or of any interest therein, either wholly or in part, absolutely or conditionally, solely or jointly with others, as principals, agents, contractors or otherwise, on royalty or in exchange for cash, or for any other consideration acceptable to the company ;

To lend and borrow money on the pledge of goods, wares, merchandise and other property stored with the company or on the pledge of storage, dock or warehouse receipts therefor, and to advance freights, duties, fire and marine insurance and liens of every kind and nature upon goods, wares and merchandise received on storage or for the purpose of being warehoused or forwarded upon the pledge of said goods, wares and merchandise, or upon the pledge of storage, dock or warehouse receipts therefor ;

To act as agents, representatives or brokers on salary or commission, or under any arrangement or agreement, or for any consideration that may be deemed expedient, in purchasing, selling or otherwise dealing in all kinds of meterials, products, manufactured articles, commodities, wares or merchandise ;

To pay out of the funds of the company the cost of and incidental to the incorporation, promotion and organization of the company, under the name of "Jay E-Z-E Up Top Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at Lachine, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dixième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4517—48-2 C.-J. SIMARD.

"Kauffman, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1919, constituant en corporation : Isaac Kauffman, Benjamin Marcovitch, marchands, Noé Joseph, dessinateur, A. Joseph, tailleur et Jules-Ernest Larivière, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder des immeubles ;

Construire des maisons ou autres bâtiments sur lesdits immeubles ou partie d'iceux, améliorer, changer, rebâtir les constructions déjà existantes et généralement faire toutes choses de nature à donner de la plus value aux dits immeubles ;

Vendre, transporter, louer, transiger ou autrement disposer desdits immeubles à tels prix, termes et conditions que ladite compagnie jugera bon, recevoir le prix de vente ou de louage, donner quittance, et prendre et détenir des hypothèques, obligations, privilèges ou autres garanties pour assurer le paiement de tout prix de vente ou de loyer de toute propriété vendue par ladite compagnie ou pour garantir tout montant d'argent dû à la compagnie par lesdits acheteurs ou locataires, accepter des actions, débentures ou autres sécurités d'une autre compagnie ainsi que les bons des gouvernements et corporations en paiement total ou partiel desdits prix de vente ou de louage ;

Acquérir par achat, échange, ou autrement des actions dans toute autre compagnie, vendre, transporter et délivrer lesdites actions à telles personnes, pour tel prix et à tels termes et conditions que la compagnie le jugera convenable ;

Emprunter des argents sur les immeubles de la compagnie et en garantie du paiement de tels prêts d'affecter et d'hypothéquer lesdites propriétés de la compagnie pour tel montant, et suivant tels termes, clauses et conditions que la compagnie jugera nécessaires ;

Donner en paiement partiel ou total du prix de toute propriété meuble ou immeuble, concession, privilège, réclamation ou toute autre avantage que la compagnie pourrait légalement posséder ou pour services rendus, des actions totalement ou partiellement acquittées de ladite compagnie;

Manufacturer, vendre ou réparer tous genres d'automobiles, motocyclettes, autobus ou toute autre voiture automobile ainsi que les accessoires, tenir un comptoir de gazoline et d'huile, tenir un garage d'automobile, vendre des automobiles à commission ;

Acquérir et posséder tous commerces, franchises, entreprises, droits, privilèges stocks, actifs, baux, contrats et tous autres droits que la compagnie peut légalement acquérir et détenir et poursuivre les commerces suivants, savoir :

Manufacturier et marchand en gros ou détail de toutes les lignes de confection, manufacturier et marchand de matériaux de constructions, contracteur général, hôtelier, manufacturier et marchand en gros et en détail de produits d'épiceties, agent d'assurance, agent général et généralement toute branche de commerce similaire que la compagnie jugerait convenable de faire ;

Et généralement faire toutes choses incidentes pour atteindre le but de la présente compagnie sous le nom de "Kauffman, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00),

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4518—48-2 Assistant Provincial Secretary

"Kauffman, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1919, incorporating : Isaac Kauffman, Benjamin Marcovitch, merchants, Noe Joseph, draughtman, A. Joseph, tailor, and Jules Ernest Larivière, notary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to own immoveables ;

To construct houses or other buildings upon the said immoveables or any part thereof, improve, alter, rebuild the constructions presently existing thereon and generally do all things capable of enhancing the value of said immoveables;

To sell, transfer, lease, transact or otherwise dispose of said immoveables for such price and upon such terms and conditions as the company may think fit and to receive the purchase price or rent, give receipt, and to take and hold hypothees, mortgages, privileges or other guarantees to secure the payment of the sale price or rent of any property sold by said company or to secure any sums of money due the company by the said purchasers or lessees, accept shares, debentures or other securities of any other company as well as government and corporation bonds in full or part payment of said sale price or rent ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise shares in any other company, sell, transfer and deliver such shares to any persns for such price and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To borrow monies on the company's immoveables and to guarantee the payment of such loans to mortgage and hypothecate the said company's property for such amounts and upon such terms, clauses and conditions as the company may think necessary ;

To give in full or part payment of the purchase price of any property, moveable or immoveable, concession, privilege, claims or any other advantage which the company may legally own or for services rendered, fully or partly paid up shares of said company ;

To manufacture, sell or repair all kinds of automobiles, motor cycles, autobus or any other auto-vehicles and the accessories thereof keep a gasolene and oil station, keep an automobile garage and sell automobiles on commission ;

To acquire and own any business, franchise, undertaking, rights, privileges, stocks, assets, leases, contracts and all other rights which the company may legally acquire and hold and to pursue the following businesses, namely :

The business of manufacturer of and wholesale and retail dealer in ready made clothing, manufacturer and merchant of building supplies, general contractor, hotelkeeper, manufacturer and merchant of groceries, insurance agent, general agent and generally engage in any similar business which the company may think convenient to engage in ;

And generally to do all things incidental to the attainment of the objects of the present company, under the name of "Kauffman, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars

divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

4533—48-2 ALEX. DESMEULES.

"Sir William Stavert, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Sir William Ewen Stavert, K. B. E., bourgeois Lady Alma Kate Stavert, épouse de Sir William Stavert, Miss Jean Stavert, fille majeure, Montréal ; M. Ruben Ewart Stavert, ingénieur-électricien, Peterborough, Ont., Miss Annie Gertrude Thompson, fille majeure, Boston, Mass., E. U. A., pour les fins suivantes :

Détenir et transiger sur valeurs mobilières, à savoir : le capital et les obligations d'autres compagnies, de corporations municipales et autres, l'achat et la vente de ces valeurs ainsi que d'autres semblables, pour son propre compte ou pour ses clients, l'emprunt et le prêt de deniers ainsi que l'accomplissement de toutes les choses qui se rattachent aux objets de la compagnie, sous le nom de "Sir William Stavert, Incorporated", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20.000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Moatréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4535—48-2 C.-J. SIMARD.

"Elias Ilieff & Co., Incorporated".

Avs st donné au publc que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 919 constituant en corporation : Bernard Goldenberg, Abraham Wilfrid Muklstock, Isidore Ballon, avocats; Laurence Tannenbaum, notaire public, et Isidore Goldenberg, voyageur de commerce, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir et assumer, à titre de firme exploitée, le commerce actuellement exercé, dans la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Elias Ilieff & Co.," et le payer en numéraire ou en actions libérées de la présente compagnie ;

Exercer généralement et sous toutes ses formes le commerce de courtiers et agents généraux ;

Prendre, souscrire, acheter, assumer ou autrement acquérir, aussi détenir, comme principaux, ou agents, en qualité de propriétaires absolus ou à titre de garantie collatérale, et jouir, vendre, échanger, nantir, voter sur icelle, ou autrement négocier des actions, obligatioas, débentures, et d'autres valeurs de personnes, corporations industrielles, municipales, financières, ou de compagnies ;

Promouvoir, organiser, administrer, développer ou aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation, aucun syndicat, aucune entreprise, compagnie ou affaire, et faire tous les actes qui s'y rattachent ;

Faire et exercer le commerce de courtage privé, sous toutes ses formes, acheter, vendre ou émettre

($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1919.

ALEX. DESMEULES,

4534—48-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sir William Stavert, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1919, incorporating : Sir William Ewen Stavert, K. B. E., gentleman, Lady Alma Kate Stavert, wife of Sir William Stavert, Miss Jean Stavert, spinster, Montreal ; Mr. Ruben Ewart Stavert, electrical engineer, Peterborough, Ont. ; Miss Annie Gertrude Thompson, spintser, Boston, Mass., U. S. A., for the following purposes :

The holding of and dealing in the securities, viz : the stock and bonds of other companies and of municipal and other corporations, the buying and selling of such and similar securities both on its own account and on account of its customers, the borrowing and lending of money and the doing of such things us are incidental to the purposes of the company, under the name of "Sir William Stavert, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4536—48-2 Assistant Provincial Secretary.

"Elias Ilieff & Co., Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1919, incorporating : Bernard Goldenberg, Abraham Wilfrid Muhlstock, Isidore Pallon, advocates, Laurence Tannenbaum, notary public, and Isidore Goldenberg, commercial traveller, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at the city of Montreal under the firm name of Elias Ilieff & Co., and to pay for the same in cash or in paid up shares of this company ;

To carry on general and in all its branches the business of general brokers and general agents ;

To subscribe for underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and enjoy, sell, exchange, pledge, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures, and other securities of individuals, or industrial, municipal or financial corporations or companies ;

Promote, organize, manage, develop or assist in the promotion, organization, development, or management of any corporation, syndicate, enterprise, company or undertaking and to exercise all acts incidental thereto ;

To conduct and carry on the business of private brokers in all its branches, buy, sell, or issue

de la monnaie étrangère, des mandats d'argent, lettres de crédit, agir aussi comme représentants de banquiers ;

Acquérir par bail, achat ou autrement, posséder, détenir et exploiter aucune propriété, foncière ou personnelle, mobilière et immovilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux objets de son commerce, et particulièrement transiger sur immeubles par achat, bail, ou autrement détenir, subdiviser, vendre grever ou autrement en disposer, agir comme agents foncier, bâtir des résidences sur des terrains acquis, d'autres bâtisses ou autres structures quelconques que l'on jugera avantageux d'avoir, détenir ou aliéner, en rapport avec son commerce, agir aussi comme agents de vente des billets sur chemins de fer et navires, courtiers de douane, entreposeurs, expéditeurs, agents d'assurances, de placement, importateurs, exportateurs, gardes-magasins, et faire le commerce des boissons, tabacs ou marchandises générales, soit en gros soit au détail, être manufacturiers, agents de manufacturiers ou agents en aucune autre qualité ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts ou à la corporation avec aucunes personnes ou compagnies ;

Payer aucuns droits, privilèges ou biens acquis, les services rendus à la compagnie par émission d'actions libérées ou d'obligations de la présente corporation ;

Etablir, tenir et gérer une agence générale pour la perception des comptes, billets, traites ou autres documents de dettes ; exercer un commerce d'agence générale financière, commerciale, de collection, rapport, règlement et audition, agir aussi comme agents généraux de personnes, sociétés et corporations, aux fins précitées ;

Exercer un commerce général d'imprimeurs, éditeurs, agents de périodiques, d'annonces et publicistes ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie a été constituée en corporation, sous le nom de "Elias Ilieff & Co, Incorporated", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Date du boreau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de novembre 1991.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

4537—48-2 ALEX. DESMEULES.

foreign exchange, money orders, letters of credit, and act as bankers agents ;

To acquire by lease, purchase or otherwise and to have, hold and exploit any property, real or personal, moveable and immoveable, and any rights, or privileges that the company may think necessary and convenient for the purposes of its business, and in particular to deal in real estate either by purchase, lease or otherwise hold, subdivide, sell, mortgage or otherwise dispose of, act as real estate agents, construct dwellings upon the lands acquired or other buildings or whatever other works it may consider convenient to have, hold or dispose of in connection with its business, to act as steamship and railway ticket agents, customs brokers warehousemen, forwarders, insurance agents, labor agents, importers, exporters, storekeepers, and to deal in liquors, tobaccos, or general merchandise, either in wholesale or retail way, to be manufacturers, manufacturers agents or any agents ;

To enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits or union of interests or co-operation with any persons or companies ;

To pay for any rights, privileges, or property, acquired or for services rendered to the company by the issue of fully paid up shares or bonds of this company ;

To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts, or other evidences of indebtedness, and carry on business of a general financial, commercial, collectng, reporting, adjusting and auditing agency and to act as agent generally for persons, firms and corporations for the purposes above set out ;

To carry on business generally as printers, publisherss, news agents, advertising agents and advertising contractors ;

To do all acts and exercise all powers, and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company has been incorporated, under the name of "Elias Ilieff & Co. Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400)shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of November, 1919.

ALEX. DESMEULES,

4538—48-2 Assistant Provincial Secretary.

"Merchants Printing Company, Limited—L'Imprimerie des Marchands, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Philippe Morel, Hector Dorion, agents, Jean Charbonneau, Edouard Masson, avocats, et J. Siméon Filon, sténographe tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires généralement comme imprimeurs, éditeurs, graveurs sur métal et sur plaque, cartographes, fabricants ce papier à tenture et de jeux de cartes, lithogravuers, photographes, graveurs, stéréotypes, électrograveurs, graveurs à relief, graveurs à creux, éditeurs, relieurs, fabricants de papier, d'enveloppes, sac à papier, papetiers, manufacturiers, agents de publicités, tra-

"Merchants Printing Company, Limited—L'Imprimerie des Marchands, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1919, incorporating : Philippe Morel, Hector Dorion, agents, Jean Charbonneau, Edouard Masson, advocates, and J. Siméon Filon, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To carry business generally as printers, publishers, metal and tin plate printers, map-makers manufacturers of wall paper and playing cards, lithographers, photographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book publishers, book-binders, paper makers, envelope and paper bag and box makers, stationers, manufacturers, advertising agents, deal-

fiquants et marchands de nouveautés, fournitures de bureaux et autres ;

Acheter, posséder, détenir, obtenir, développer, vendre, céder et louer des lopins de terre, carrières, forces hydrauliques, aqueducs, structures ou installations de toutes espèces, des machines, patentes, marques de commerce, périodiques journaux, revues, droits de repréducteur de toutes les sortes ; trafiquer de matériaux et marchandises de toutes catégories, de propriétés mobilières et immobilières, aussi les échanger, bâtir et améliorer ;

Exercer aucun commerce que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le susdit, et propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou qui possède des biens convenant aux fins de la compagnie, les payer aussi en actions libérées du capital corporatif ;

Souscrire ou autrement acquérir, détenir, vendre ou aliéner des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce aucun commerce susceptible directement ou indirectement exercé de manière à profiter à la présente compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation jugera avantageux, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

S'unir ou se joindre à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, et faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être directement ou indirectement exercé au bénéfice de la présente compagnie, souscrire aussi ou autrement acquérir des actions ou valeurs d'aucune telle corporation, et les nantir, vendre, émettre ou reémettre avec ou sans garantie quant au capital et aux intérêts, ou autrement en disposer ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir ou posséder la totalité ou aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblables à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, et les payer, totalement ou partiellement en numéraire, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, et payer des billets payables ou recevables, des chèques, lettres de change, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Consentir des avances aux clients ainsi qu'à d'autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Rémunérer en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en actions, obligations ou d'au-

ers in and vendors of novelties, office and other supplies ;

To purchase, own, hold, obtain, develop, sell, convey, and lease lots of lands, quarries, water powers, water works, works or plants of all kinds, machinery, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights of all kinds ; to deal in materials and goods of all kinds, movable and immovable properties, and to exchange, build upon and improve the same ;

To carry on any business, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable the company's property or rights ;

To acquire or take over the whole or part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the company's purposes, and to pay for the same in paid up shares of the capital stock of the company ;

To take or otherwise acquire and to hold and sell or dispose of shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, issue or re-issue, with or without guarantee as to principal and interests or otherwise deal with the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any of the property, franchises, goodwill, rights and privileges held or owned by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying on of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise, and to take over the liabilities of any such person, firm or company ;

To draw, make, accept, endorse and execute bills payable or receivable, checks, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To make advance of money to the customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To remunerate in cash, or with the approval of the shareholders in stock, bonds or in any other

cune autre manière, une ou plusieurs corporations, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucunes actions du capital corporatif, d'aucunes débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de sa formation ou de son organisation, ou de la gestion de ses affaires ;

Faire tous les actes ci-haut ou aucun d'iceux comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Merchants Printing Company, Limited"-"L'Imprimerie des Marchands, limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-mille piastres ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

4569—48-2 ALEX. DESMEULES.

manner, any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assinsting to place or guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its bsiness ;

To do all or any of the foregoing acts as principals, agents or attorneys, under the name of "Merchants Printing Company, Limited—"L'Imprimerie des Marchands, limitée", with a capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1919.

ALEX. DESMEULES,

4570—48-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Pierre-Alfred Benoit, commis voyageur, Paul Lalonde, Anatole Lachapelle, avocats, Antonio Giroux, courtier de douane, Lionel Poirier, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, fabriquer, manufacturer et vendre des tapis de liège, du papier huilé et verni et toute autre substance, soit de pulpe, de bois, de verre, de métal ou autre composition quelconque huilée, cirée, teinte, coloriée, peinturée, vernie ou naturelle, des prélarts et toute autre matière destinée à couvrir les planchers, des peintures, huiles et vernis et toutes autres choses pouvant servir à la fabrication des articles sus-mentionnés ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins ci-dessus ;

Acquérir par voie d'achat ou autrement le commerce, l'industrie, la clientèle, l'actif de tout indvidu ou corporation exerçant une industrie ou un commerce similaire et les payer en argent, en actions ou obligations de la compagnie ;

Emettre des obligations, les vendre ou les donner en garantie ;

Donner des actions ou obligations de la compagnie en paiement des services rendus à la compagnie ;

Faire toute chose et exercer tout pouvoir nécessaire aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleun Co.," avec un capital social de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4637—49-2 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteen day of November, 1919, incorporating : Pierre Alfred Benoit, commercial traveler, Paul Lalonde, Anatole Lachapelle, advocates, Antonio Giroux, custom broker, Lionel Poirier, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To buy, fabricate, manufacture and sell cork carpets, oiled and varnished paper and any other substance, either pulp, wood, glass, metal or other compound whatever oiled, polished, dyed, colored, painted, varnished or natural, oil cloths and any other floor coverings, paints, oils and varnishes and any other things capable of being used in the manufacture of any of the above mentioned articles ;

To acquire, receive, own, lease, exchange, alienate any moveable and immoveable property necessary for the above purposes ;

To acquire by way of purchase or otherwise the business, industry, goodwill, assets of any person or corporation carrying on similar trade or business and to pay for the same in cash, shares or bonds of the company ;

To issue bonds, sell or pledge same ;

To give shares or bonds of the company in payment for services rendered to the company ;

To do all things and exercise all powers suitable for the company's purposes, under the name of "La Compagnie Canadienne Rugoleum—Canadian Rugoleum Co.," with a capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4638—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-

" Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-fifth

cinquième jour de novembre 1919, constituant en corporation : Ernest Clément, gérant ; Arthur Forest, Rodolphe Handfield, agents ; Alice Ayotte, fille majeure, et Antonio Lamothe, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, comme une clientèle active, la propriété, clientèle, entreprise, actif, l'industrie actuellement exercée, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Maulorgue, Faustin et compagnie", continuer la même industrie, en assumer le passif et payer pour l'actif le passif ainsi acquis, y compris l'achalandage, en actions de cette compagnie complètement acquittées et non cotisables ;

Faire le commerce d'automobile, en général, achat, vente, et reparage, construction, échange; servir d'agent pour l'achat et la vente de ces automobiles ; agir comme représentants, agents ou mandataires de compagnies de fabrication d'automobiles canadiennes ou étrangères ; faire le commerce de fer, d'acier, et de broches; fabriquer et réparer tout ce qui concerne cedit commerce, mais surtout ce qui concerne la construction de clôture et de bâtiments ;

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer ou disposer de tout ce qui concerne, généralement, les deux susdites industries ;

Acheter, louer, fabriquer tout pouvoir moteur de quelque nature que ce soit, soit pour les besoins manufacturiers de la compagnie, soit pour la vente, soit pour la location ;

Acheter, louer, construire ou autrement acquérir toute propriété ou propriétés qui seront jugées nécessaires pour les fins du présent commerce y compris garage, ateliers, fabriques, magasins, entrepôts et bureaux ;

Faire le commerce de location des automobiles ou du transport des voyageurs par automobile-taxi ;

Acquérir et généralement assumer la totalité ou une partie de l'industrie, achalandage, entreprise, droits et actifs de toute personne, maison, société ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des propriétés convenant aux fins de cette compagnie, et payer ainsi pour telles acquisitions, en actions de cette compagnie complètement acquittées et non cotisables, sous le nom de "Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd.", avec un capital social de vingt mile piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4639—49-2 C.-J. SIMARD.

day of November, 1919, incorporating Ernest Clément, manager ; Arthur Forest, Rodolphe Handfield, agents ; Alice Ayotte, spinster, and Antonio Lamothe, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To buy or otherwise acquire as a going concern the property, goodwill, undertaking, assets of the business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Maulorgue, Faustin et Compagnie", to continue carrying on the same business, take over the liabilities thereof, and to pay for the assets and liabilities thus acquired, together with the goodwill thereof with fully paid up and non-assessable shares of the company ;

To generally deal in automobiles ; buy, sell, repair, construct, exchange same ; to act as agents for the purchase and sell of automobiles ; to act as representatives, agents or mandatories for canadian or foreign automobile manufacturing companies ;

To deal in iron, steel and wire ; to manufacture and repair all things incidental to the above business and especially all things relating to construction and fences ;

To buy, sell, import, export, manufacture or dispose of any thing generally incidental to the two aforementioned businesses ;

To buy, lease, manufacture any motive power of any nature whatever, either for the requirements of the company or for sale or lease ;

To buy, lease, construct or otherwise acquire any property or properties which may be deemed necessary for the purposes of the above business, including garages, shops, factories, stores, warehouses and offices ;

To carry on the leasing of automobiles or the transportation of passengers by auto-taxis ;

To acquire and generally take over the whole or any part of the business, goodwill, undertaking, rights and assets of any person, firm, society or company carrying on a business having objects altogether or partly similar to those which this company is empowered to carry or possessed or property suitable for the purposes of this company and to pay for such acquisitions in fully paid up and non-assessable shares of this company, under the name of "Mentana Garage and Iron Works Co., Ltd.", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4640—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1919, constituant en corporation J.-P.-B. Daigneau, comptable, Outremont ; Flavien Basilières, comptable ; Augustin Comte, marchand ; E. Lebon, fabricant et J.-O. Provost, gérant, ces quatre derniers de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, faire, fabriquer ou produire

" Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1919, incorporating J.-P.-B. Daigneau, accountant, Outremont ; Flavien Basilières, accountant ; Augustin Comte, merchant ; E. Lebon, manufacturer, and J.-O. Provost, manager, the last four of Montreal, for the following purposes :

To buy, sell, make, fabricate or produce in

en aucune manière, des articles de consommation ou autres qui pourront faire l'objet de son commerce ;

Acheter, vendre, louer, construire, acquérir ou hypothéquer de quelque façon meubles, immeubles, terres, terrains et autres pour ses fins commerciales ;

S'associer, s'unir avec, acheter, vendre, acquérir, exploiter tout commerce, fabrique, production, procédé et autres au cours de ses opérations;

Employer des parts de son capital actions pour faire ou facilier les opérations ci-haut décrites et pour promouvoir les intérêts de ladite compagnie ;

Agir comme entremetteurs ou agents entre les producteurs et les consommateurs ;

Enfin se livrer à toute transaction commerciale et autre pouvant rapporter profit, émettre des traites, billets promissoires, chèques et faire toutes opérations se rapportant généralement au commerce, sous le nom de "Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cent (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4641—49-2 C.-J. SIMARD.

any manner, articles of consumption or any other articles of trade ;

To buy, sell, lease, construct, acquire or hypothecate in any way, moveables, immoveables, farms, lands and other property for commercial purposes ;

To associate, amalgamate with, buy, sell, acquire, exploit any business, factory, production, process and the like in the course of its operations ;

To employ shares of its capital stock to carry on or facilitate the operations above mentioned and to promote the interests of said company ;

To act as go-betweens or agents between producers and consumers ;

Finally, to engage in any commercial or other transaction capable or benefiting the company, issue drafts, promissory notes, cheques and carry on any operations generally incidental to business, under the name of "Rougemont Industrial Co., Limited—La Compagnie Industrielle de Rougemont, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4642—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Chocolats, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Louis Crevier, rentier, Joséphine Paradis, ménagère, Remi Seguin, marchand, Joseph St. Laurent, pâtissier, et J.-H. Paré, voyageur, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de confiserie, d'essences, d'huile, de chocolats, de sirops, de limonades, d'extraits et de produits similaires soit comme principal, soit comme agent et manufacturier et faire tous autres actes pouvant se rapporter à ce commerce ;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, échanger tant comme principal que comme agent, des biens, meubles, effets mobiliers et marchandises de toutes sortes et en faire généralement le commerce ;

Agir en qualité d'agents pour toutes compagnies, sociétés ou personnes possédant de semblables pouvoirs ;

Vendre, louer, transporter et échanger toutes propriétés que la compagnie pourrait développer et améliorer en les divisant en lots à bâtir et en y construisant elle-même des maisons d'habitation, fabriques et autres bâtisses ;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires, d'aucune partie des immeubles de la compagnie, pour les fins de construction, d'amélioration, avec l'approbation des actionnaires, aider, aux moyens d'avances ou autrement à la construction ou à l'amélioration et l'entretien des chemins, rues., ruelles, égoûts et autres travaux d'amélioration des propriétés de la compagnie, prendre et maintenir des hypothèques, garanties et autres privilèges pour assurer le paiement de toutes propriétés vendues par la compagnie ou pour travaux exécutés par elle et pour toutes créances quelconques ;

" Chocolats, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1919 incorporating : Louis Crevier, annuitant, Joséphine Paradis, ménagère, Remi Seguin, merchant, Joseph St. Laurent, pastry cook, and J. H. Paré traveller, all of Montreal, for the following purposes :

To deal in confectionery, essences, oil, chocolates, syrups, lemonades, extracts and similar products either as principal or as agent and manufacture and do any other acts that may relate to such business ;

To manufacture, import and export, purchase, sell, exchange both as principal and agent property, chattels, moveable effects and merchandise of any kind and generally deal in same ;

To act as agents for any companies, firms or persons holding similar power ;

To sell, lease, transfer, and exchange any property that the company may develop and improve by dividing it into building lots and erecting thereon dwelling houses, factories and other buildings ;

To make advances by means of loans to purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company for the purposes of construction or improvement, with the approval of the shareholders, assist by means of advances or other wise in the construction or improvement and maintenance of the roads, streets, sewers and other works of improvement of the property of the company, take and hold mortgages, securities and other privileges to secure the payment of any property sold by the company or for work done by it and for any claims whatever ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement de tous meubles, immeubles, droits, patentes, et autres biens acquis par la compagnie, ou avec l'approbation des actionnaires en paiement de services rendus dans la formation ou l'organisation de la présente compagnie et généralement de tous services quelconques ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie, ses affaires totalement ou partiellement, pour telles conditions que la compagnie jugera convenables, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toutes personnes, sociétés ou corporations, faisant des affaires du même genre en tout ou en partie, en paiement recevoir de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres garanties de compagnies, corporations et distribuer parmi ses actionnaires de temps à autres, tout argent, obligations, débentures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Le but de la compagnie est de faire de temps à autres l'un ou plusieurs des actes, transactions et choses énoncées dans la présente charte, soit seul ou conjointement avec d'autres, en qualité de principal ou d'agent, et tous pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte, ne sera limité ni restreint par induction ni déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Chocolats, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4643—49-2

To issue fully paid up non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment for any moveables, immoveables, rights, patents and other assets acquired by the company, or with the approval of the shareholders in payment for services rendered in the formation or organization of the present company and generally for any services whatever ;

To sell, lease the undertaking of the company, its business wholly or partially, for such considerations as the company may deem fit, or otherwise dispose of same, or amalgamate with any persons, firms or corporations carrying on any business of a similar kind in whole or in part, and in payment accept cash, paid up non assessable shares, bonds, débentures or other securities of companies, corporations, and distribute among its shareholders from time to time any money, bonds, debentures, securities or other assets belonging to the company ;

The purpose of the company is to carry out from time to time one or more of the acts, transactions and things set forth in the present charter either singly or jointly with others, as principal or agent, and any powers granted in any paragraph whatever of the present charter shall neither be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph, under the name of "Chocolats, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4644—49-2

" Eastern Hat Manufacturing Company, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Paul Greenberg, Maurice Rosen, Isidore Greenberg, manufacturiers, Richard Milne, pharmacien, Israel Routtenberg, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer, en gros et au détail, le négoce et le commerce de manufacturiers et marchands de chapeaux et de nouveautés généralement, être drapiers tailleurs et habilleurs en général ;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, manufacturer, et confectionner toutes les catégories et espèces d'effets, denrées et marchandises dont on trafique dans la totalité ou aucune partie du dit commerce, qui s'y rattache en s'y rapporte ;

Acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, et prendre, acquérir, détenir, vendre et aliéner de la propriété foncière et personnelle de toute espèce et nature en garantie ou extinction de la totalité ou d'aucune partie des dettes, engagements, obligations assumés ou à être assumés relativement à ou en rapport avec le commerce précité, ou aucun des objets ou buts de la compagnie ;

Acquérir aucun commerce de la nature ou du caractère de celui que la compagnie est autorisée à exercer, ainsi que l'achalandage d'icelui, particulièrement le commerce actuellement exercé

" Eastern Hat Manufacturing Company, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1919, incorporating : Paul Greenberg, Maurice Rosen, Isidore Greenberg, manufacturers, Richard Milne, druggist, Israel Routtenberg, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business, both wholesale and retail, of manufacturers of and dealers of hats and generally of dry goods, drapers, clothiers and general outfitters ;

To acquire, purchase hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business aforesaid ;

To acquire any property moveable or immoveable and to take, acquire, hold, sell and dispose of real and personal property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of or in connection with the business aforesaid or any of the perposes or objects of the company ;

To acquire any business of the nature or character which the company is authorized to carry on and the goodwill thereof, particularly the business now carried on in the city of Montreal,

dans la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Eastern Hat Frame Co.," ainsi que tout ce qui se rattache accessoirement audit commerce ;

Emprunter de l'argent sur hypothèque ou gage d'aucune propriété foncière ou personnelle de la compagnie ;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie pourra posséder ou possèdera, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Eastern Hat Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4653—49-2 C.-J. SIMARD.

under the firm name of "Eastern Hat Frame Co ; and all accessories connected with said business"

To borrow money upon the mortgage or pledge, of any property, real or personal of the company ;

To issue paid up shares of the company, in payment of any property moveable or immoveable.services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Eastern Hat Manufacturing Company, Limited with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4654—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Merchants Association of Canada, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de novembre 1919, constituant en corporation George Kalfakis, entrepreneur ; John-D. Mitchell, Skirakis Matthews, marchands ; George Sevis, restaurateur, et James Clark, agent tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Se livrer à l'étude de toutes les question politiques et sociales importantes d'actualité ; acquérir et maintenir une maison de club, dans la cité de Montréal. pour fins récréatives, instructives, d'amusement, donner aussi le logement dans ladite maison de club, avoir le droit de tenir un buffet, une salle à manger, une salle de billard à l'usage des membres du club, et à ces fins avoir une licence pour la vente des boissons alcooliques dans les locaux du club, sujet aux règlements locaux et provinciaux ainsi qu'à la loi des Licences ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, grever, engager, échanger, aliéner et transférer la propriété mobilière et immobilière qui sera de temps à autre nécessaire aux fins du club ;

Souscrire, tirer, accepter, endosser, négocier et émettre des bons, billets, chèques, d'autres instruments négociables ou transférables ainsi que des obligations ;

Faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets pour lesquels le club est fondé ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Merchants Association of Canada, Limited", avec un fonds social de huit mille piastres ($8,000.00), divisé en quatre-vingts (80) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire e la province,
4655—49-2 C.-J. SIMARD.

" Merchants Association of Canada, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1919, incorporating George Kalfakis, contractor ; John-D. Mitchell, Sklirakis Matthews, merchants ; George Sevis, restaurant-keeper and James Clark, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the promotion of the study of all important political and social questions of the day ; to acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of recreation, instruction, amusement, and the provision of lodging in the said club house and to have the right to have a buffet, dining room, and billiard room for the members of the club, and for such purposes to be licensed to sell alcoholic beverages on the premises of the club, subject to local and provincial regulations and the license act ;

To acquire, receive, hold, lease, mortgage, pledge, exchange, alienate, and convey such moveable and immoveable property as shall be from time to time necessary for the purposes of the club ;

To make, draw, accept, endorse, negotiate and issue bills, notes, cheques and other negotiable or transferable instruments and securities;

To do all such things as are incidental to the attainment of the objects for which the club is established or any of them, under the name of "Merchants Association of Canada, Limited", with a capital stock of eight thousand dollars ($8,000.00), divided into eighty (80) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1919.

C.-J SIMARD.
4656—49-2 Assistant Provincial Secretary

" Club Garneau-Taschereau, Incorporé ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919, constituant

" Club Garneau-Taschereau, Incorporé ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1919, incorporating

en corporation Albini Lamarre, marchand ; Alexandre Lemay, comptable ; Calixte Goulet, manufacturier ; Joseph Langevin, cordonnier ; Louis Jobin, charretier, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Fonder et tenir un club de récréation et d'amusement, d'accommodation des membres et de leurs amis, se procurer une maison de club ainsi que d'autres commodités, avec pouvoir de vendre de la bière et du vin à l'avantage des membres et de leurs amis, le tout selon la loi des licences, avec pouvoir ne déterminer les conditions d'admissibilité comme membre, de charger un droit spécial d'entrée aux sociétaires et aux autres habitués, sous le nom de "Club Garneau, Taschereau Incorporé", avec un capital social de deux mille cinq cents piastres ($2,500 00), divisé en deux cents cinquante (250) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4657—49-2 C.-J. SIMARD.

Albini Lamarre, merchant ; Alexandre Lemay, accountant ; Calixte Goulet, manufacturer ; Joseph Langevin, shoemaker ; Louis Jobin, carter, all of Montreal, for the following purposes:

To organize and keep a club for recreation and amusement purposes, the accomodation of its members and their friends, to procure a club house and other comodities, with power to sell beer and wine for the advantage of the club members and their friends the whole according to the License Law, with power to fix the conditions of membership, to charge a special entrance fee to the members and customary guests under the name of "Club Garneau-Taschereau, Incorporé", with a capital stock of two thousand five hundred dollars ($2,500.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.
4658—49-2 Assistant Provincial Secretary.

"Le Crédit Beauceron".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenantgouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1919 constituant en corporation: Rosaire Beaudoin, avocat, Alfred Roy, Joseph Lambert, fils de Louis, Augustin Roy, cultivateurs, Thomas Grondin, rentier. Saint-Joseph de Beauce, Evangeline Beaudoin Cliche, épouse du Dr E Cliche, J.-A. Grondin, notaire, Denis Grondin cultvateur, East Broughton, dans les buts suivants :

Faire le commerce de toutes les valeurs négociables ;

Prêter sur hypothèques ;

Acheter des hypothèques ;

Acquérir, vendre et autrement négocier des immeubles ;

Faire le commerce de bois en général ;

Emprunter sur hypothèque ou sur billets promissoires, au nom de la compagnie, sous le nom de "Le Crédit Beauceron", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Joseph, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4659—49-2 C.-J. SIMARD.

"Le Crédit Beaureron".

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies'Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1919 incorporating: Rosaire Beaudoin, advocate, Alfred Roy, Joseph Lambert, son of Louis, Augustin Roy, farmers, Thomas Grondin, annuitant, Saint Joseph de Beauce Evangeline Beaudoin Cliche, wife of Dr. E. Cliche, J. A. Grondin, notary, Denis Grondin, farmer, East Broughton, for the following purposes :

To deal in all negotiable securities ;

To loan on hypothecs ;

To buy hypothecs ;

To acquire, sell and otherwise deal in immoveables ;

To carry on a general lumber business ;

To borrow on hypothec, promissory notes in the name of the company, under the name of "Le Credit Beauceron", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred(200) shares of one hundred dollars ($100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Joseph, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4660—49-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Tourville Worsted Milling Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été cacordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1919, constituant en corporation Charles-Joseph Couturier, Léonidas Dussault, Prudent Pelerin et François-Xavier Couturier, marchands, Hygin Cassette, boulanger, tous de Tourville, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fabricants, importateurs et exportateurs et marchands de laine, coton, soie et autres marchandises de même espèces ainsi que de leurs composés et dérivés

"The Tourville Worsted Milling Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenatn-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1919, incorporating : Charles Joseph Couturier, Léonidas Dussault, Prudent Pelerin and Francois Xavier Couturier, merchants, Hygin Cassette, baker, all of Tourville, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and dealers in wool, cotton, silk and other merchandise of the same kind as well as their composites and derivatives

et généralement de toutes marchandises ayant une relation quelconque avec l'exploitation, la fabrication ou la vente des produits sus-nommés ;

Exercer l'industrie de fabricants, importateurs et exportateurs et marchands d'aniline, teintures, matériaux pour tanner et autres matières premières ; couleurs, produits chimiques, minéraux, substances chimiques et minérales de toutes descriptions et de toutes espèces, fabriquer, vendre et céder des effets, articles et marchandises pouvant être fabriqués, vendus et cédés avantageusement en rapport avec ces marchandises ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre l'usage moyennant un droit régalien ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire et vendre, céder ou autrement disposer de toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, perfectionnements et procédés, enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et employer, exercer, développer, permettre l'emploi ou autrement faire valoir des marques de commerce et inventions, noms de commerce et inventions, licences, procédés et toute telle autre propriété ou droits ;

Exercer toute industrie reliée aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée, manufacturière ou non, qui peut être avantageusement utilisée aux objets de la compagnie ;

Acquérir de toute personne, société, compagnie ou corporation toute industrie similaire à celle que la compagnie est autorisée à exercer et à cette fin acquérir la clientèle, les droits, propriétés et actif de toute telle personne, société, compagnie ou corporation et les payer en tout ou en partie en argent comptant, actions, bons ou autres valeurs de cette compagnie, ou d'autre manière, et acquérir de cette façon toutes dettes ou obligations de toute personne, société, compagnie ou corporation dont elle peut acquérir l'industrie tel que mentionné plus haut ;

Acheter, détenir, posséder, louer ou autrement acquérir, les terrains, édifices, ateliers, appareils, et biens meubles et immeubles, que la compagnie croira nécessaires et utiles à ses opérations ;

Construire, entretenir, acquérir par vente, exploiter et mettre en opération des fossés, quais, dalles, rivières et autres droits hydrauliques nécessaires aux fins de la compagnie ;

Appliquer les obligations, débentures, les fonds et les actions de cette compagnie, et émettre des actions complètement payées de la compagnie ou en paiement partiel du prix d'achat de tous biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie ou nécessaires à son commerce ou en paiement de services rendus et de travaux accomplis pour la compagnie ou pour l'achat d'obligations, actions, propriétés ou actif de toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et exerçant leur industrie au Canada ou ailleurs ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, porter à compte, ou disposer autrement de tous ou chacun des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes choses pertinentes à aider à l'accomplissement des objets ci-dessus ;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The Townsville Worsted Milling Company, Limited", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Tourville, dans le district de Montmagny.

and generally any merchandise relating in any way to the exploitation, manufacture or sale of the above mentioned products ;

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and dealers in aniline, dyes, materials for tanning and other raw materials, colors, chemical products, minerals, chemical substances and minerals of every description and kind, manufacture, sell and convey goods, articles and merchandise capable of being manufactured, sold and conveyed advantageously in connection with such merchandise ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or permit the use of by way of royalty or otherwise acquire, hold, utilize, own, exploit, introduce and sell, convey or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes, registered or otherwise, useful for the business of the company, and employ, exercise, develop, permit the use of or otherwise turn to account trade marks and inventions, trade names and inventions, licenses, processes or any such other property or rights ;

To exercise any industry relating to the purposes for which the company is formed, manufacturing or otherwise, that may be advantageously made use of for the objects of the company ;

To acquire from any person, firm, company or corporation any similar business to that which the company is authorized to carry on and for such purpose acquire the goodwill, rights, property and assets of any such person, firm, company or corporation and pay for same in whole or in part with cash, shares, bonds or other securities of the company, or in any other manner, and acquire in such manner any debts and liabilities of any person, firm, company or corporation whose business it may acquire as above mentioned ;

To purchase, own, hold, lease or otherwise acquire the land, buildings, workshops, apparatus and moveable and immoveable property that the company may deem necessary and useful for its operations ;

To construct, maintain, acquire by sale, exploi and operate ditches, wharves, drains, rivers and other hydraulic rights necessary for the purposes of the company ;

To apply the bonds, debentures, funds and stock of the company and issue fully paid up shares of its capital either in partial payment for the purchase price of any moveable or immoveable property acquired by the company or necessary for its business or in payment for services rendered and work performed for the company or for the purchase of bonds, shares, property or assets of any other company or companies having similar objects to those of this company and carrying on their business in Canada and elsewhere ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, carry to account, or otherwise dispose of all or any of the property and rights of the company ;

To do all and everything pertinent for the accomplishment of the hereabove objects ;

To unite with any other company having objects similar to those of this company, under the name of "The Townville Worsted Milling Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Tourville, in the district of Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4673—49-2 C. J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4674—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Compagnie de Tabac Canadien, Itéé— Canadian Tobacco Company, Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919 constituant en corporation . Deus Courchesne, Louis Laurence, Raoul Routhier, William Gagnon, marchands, tous de la cité et du district de Montréal, et Moïse Larivière, marchand de la paroisse de Sainte-Marie-Salomé, dans les buts suivants :

Faire la culture, l'importation, la fabrication et le commerce en gros et en détail de tabac, sous toutes ses formes ;

Agir comme agents à commission, courtiers et encanteurs pour l'achat et la vente de tabacs ;

Prendre charge d'aucun autre commerce semblable en tout ou en partie, et le payer en actions libérées du capital de la corporation ;

Etre agents ou représentants d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable, en tout ou en partie ;

Conclure aucune convention ou aucun arrangement pour le partage des profits, réunion des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou aucun genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à la réalisation des objets de la présente ;

Poursuivre la réalisation d'aucun des objets ci-haut comme principaux ou en qualité d'agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie ;

Etablir et opérer des entrepôts ;

Exercer ou entreprendre aucun autre commerce ou industrie que la corporation jugera de temps à autre susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec les susdits objets et pouvoirs et propre à accroître directement ou indirectement la valeur des privilèges, droits ou biens de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que de tous droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires à son industrie, et spécialement des biens-fonds, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce ;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, en tout ou en partie ;

Avec le consentement des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance au placement ou la garantie du placement d'aucun nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et autres instruments négociables et transportables ;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et aucun commerce tendant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Compagnie de Tabac Canadien, Itée—Canadian Tobacco Company, Ltd", avec un capital social de soixante mille piastres

" Compagnie de Tabac Canadien, Itée— Canadian Tobacco Company, Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1919, incorporating : Deus Courchesne, Louis Laurence, Raoul Routhier, William Gagnon, merchants, all of the city and district of Montreal, and Moïse Larivière, merchant, of the parish of Sainte Marie Solomé, for the following purposes :

To cultivate, import, manufacture and deal, wholesale and retail, in tobacco under all forms ;

To act as commission agents, brokers and auctioneers for the purchase and sale of tobacco ;

To take over any other business in whole or in part similar and to pay for the same in paid up shares of the capital of the corporation ;

To act as agents or representatives of any corporation, firm or person crrying on a business in whole or in part similar ;

To enter into any agreement or any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or co-operation with any person, company or association incorporated or to be incorporated carrying on or about to carry on any business which the present corporation is authorized to carry on or any business necessary or conducive to the attainment of the objects of the present company ;

To pursue the attainment of any of the above objects as principals or agents, in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company ;

To establish and operate warehouses ;

To carry on or undertake any other business or trade which the corporation may, from time to time, deem capable of being conveniently carried on in connection with the aforesaid objects and powers or calculated to directly or indirectly enhance the value of the privileges, rights or property of the company or render them profitable ;

Generally, to buy, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property together with any rights and privileges which the company may think necessary for its undertaking and especially real estate, buildings, bonds, machinery, equipment, and stock in trade ;

To acquire and hold shares in any other corporation having objects altogether or partly similar to those of the present company ;

With the approval of the shareholders to remunerate any person or company for services rendrred or to be rendered in the placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any number of shares or other securities of the company, in the formation or organization of the company or in the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the object for which the company is incorporated, under the name of "Compagnie de Tabac Canadien, Itée—Canadian Tobacco Company, Ltd", with a capital stock of sixty thousand dolla-s

($60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4675—49-2 C.-J. SIMARD.

"Motors, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919, constituant en corporation Paul Henri Dubar, agent d'assurance ; Malcolm Joseph Mooney, courtier d'immeubles ; Joseph Etienne L'Heureux, marchand ; George Alidor Boulet et Herbert Cecil Thorn, comptables, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes :

Fabriquer, acheter, vendre, échanger, réparer, remiser, outiller ou entretenir des automobiles, auto-camions, tracteurs, traînes de toutes espèces et descriptions, des pneus, engins d'automobiles, accumulateurs, accessoires, l'outillage ou des sections d'aucune nature quelconque ;

Etre agents ou distributeurs et marchands de toutes les sortes de véhicules-moteurs, camions, tracteurs, traînes, ou d'aucun des accessoires et sections nécessaires à leur outillage, tel que mentionné dans les précédents ;

Acquérir, détenir, hypothéquer, louer, vendre, aliéner et autrement disposer de propriété immobilière, construire les bâtisses, etc., indispensables à l'exécution des entreprises de la corporation ;

Posséder, exploiter et maintenir des ateliers de construction des machines, des ateliers de peinture, des postes d'approvisionnement, des salles d'exposition et remises destinés à la manutention, à l'emmagasinage où à la réparation des véhicules-moteurs et à leur outillage, l'approvisionnement de gazoline, des huiles, etc., et généralement se livrer au commerce des automobiles, sous toutes ses formes ;

Avec pouvoir de faire des contrats, conventions, arrangements ou transactions, tirer, souscrire, accepter et endosser des lettres de change, chèques, traites ainsi que toute espèce d'instruments négociables et cessibles nécessaires à la parfaite réalisation des objets de la compagnie ;

Avec pouvoir d'acquérir, par achat ou autrement, les droits, patentes, privilèges relatifs à la fabrication, à la vente ou à la distribution des automobiles, de leurs sections ou accessoires ;

Avec pouvoir d'acquérir, par achat ou autrement, le capital ou les obligations de d'autres compagnies de même nature, en tout ou en partie, et de s'unir à elles dans des entreprises destinées à réaliser les objets de la compagnie ;

Avec pouvoir d'agir comme marchands ou négociants généraux de toutes les sortes d'effets, denrées et marchandises, d'être aussi entrepreneurs pour toute espèce d'ouvrage, sous le nom de "Motors Limited", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres ($75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) parts de cent piastres ($100,00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4677—49-2 C.-J. SIMARD.

($60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars ($100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4676—49-2 Assistant Provincial Secretary.

"Motors, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1919, incorporating Paul Henri Dubar, insurance agent ; Malcolm Joseph Mooney, real estate dealer ; Joseph Etienne L'Heureux, merchant ; George Alidar Boulet and Herbert Cecil Thorn, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, exchange, repair, store, equip or maintain automobiles, motor trucks, tractors or trailers of all types and descriptions, rubber tires, automobiles engines, storage batteries, accessories, equipment or parts of any nature whatsoever ;

To act as agents or distributors for and dealers in all kinds of motor cars, trucks, tractors, trailors, or any of the accessories or parts necessary to the equipment of the same as mentioned in the foregoing paragraph ;

To acquire, hold, hypothecate, lease, sell, alienate and otherwise dispose of immoveable property, to build such buildings, etc., requisite for the carrying out of the undertakings of the company ;

To own, operate and maintain machine shops, paint shops, service stations showrooms and garages for the handling, storage or repairing motor cars and equipment and supplying of gasoline, oils, etc., and generally to engege in the automobile business in all its branches ;

With power to make contracts, agreements, engagements or bargains, to draw, make, accept and endorse, bills of exchange, cheques, drafts and all manner of negotiable and transferable instruments necessary for the proper carrying out of the purposes of the company ;

With power to acquire by purchase or otherwise, the rights, patents or privileges for the manufacture or sale or distribution of automobile their parts, or accessories ;

With power to acquire by purchase or otherwise stock or securities in other companies of like nature in whole or in part, or to join with them in undertakings for the furtherance of the purposes of the company ;

With power to act as general merchants or traders in all kinds of wares and merchandise and to act as contractors for all kinds of work, under the name of "Motors, Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars ($75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4678—49-2 Assistant Provincial Secretary.

"Smart Tailoring Shop, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Emile-A. Brodeur, ingénieur, Ernest Brodeur, comptable, Yvonne Dufour, sténographe, Eugène Sévigny, marchand, et Jean-J.-B. Ménard, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce des vêtements et articles de toilette pour hommes ;

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec le sien ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la corporation ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Souscrire, ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou échanger, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement des machines, l'outillage et l'assortiment ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icel les comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Smart Tailoring Shop, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

"Smart Tailoring Shop, Limited".

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1919, incorporating : Emile A. Brodeur, engineer, Ernest Brodeur, accountant, Yvonne Dufour, stenographer, Eugène Sévigny, merchant, and Jean J. B. Ménard, clerk, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on a trade of men's clothing and gent's furnishings ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properry or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Smart Tailoring Shop, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at Montreal, in the district fo Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4679—49-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4680—49-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

" Breakeyvil'e Stores Co., Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "The Chaudière Mill Company, Limited," changeant son nom en celui de "Breakeyville Stores Co., Ltd".

Le sous-secrétaire de la province,

4631—49-2 C.-J. SIMARD.

" Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Shops Co., Ltd ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de novembre 1919 à "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée", changeant son nom en celui de "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Slops Co., Ltd."

Le sous-secrétaire de la province,

4633—49-2 C.-J. SIMARD.

" Bachand & Dionne, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaiers en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "Bachand & Dionne, Lmited", augmentant le fonds social de la dite compagnie de la somme de vingt mille piastres ($20,000.00) à la somme de quarante-huit mille piastres ($48,000.00) en actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4645—49-2 C.-J. SIMARD.

" Bengle, Blanchard, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accrodé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de novembre 1919 à "Main Automobile Garage Limited", changeant son nom en ceui de "Bengle, Blanchard, limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4647—49-2 C.-J. SIMARD.

" Librairie Langlais, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de a province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de novembre 1919 à "La Compagnie J. A. Langlais & Fils", changeant son nom en celui de "Librarie Langlais, limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1919

Le sous-secrétaire de la province,

4649—49-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

" Breakeyville Stores Co., Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919, changing the name of "The Chaudière Mill Company, Limited" to that of "Breakeyville Stores Co. Ltd."

C.-J. SIMARD,

4632—49-2 Assistant Provincial Sedretary

" Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée—Sarel Meshanical Shops Co., Ltd ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1919, changing the name of "Ateliers Mécaniques de Sorel, limitée" into that of "Ateliers Mecaniques de Sorel, limitée—Sorel Mechanical Shops, Co. Ltd"

C.-J. SIMARD,

4634—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Bachand & Dionne, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919 increasing the capital stock of the company "Bachand & Dionne, Limited" from the sum of twenty thousand dollars ($20,000 00) to that of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided in shares of one hundred dollars ($100 00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4646—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Bengle, Blanchard, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companes' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1919 changing the name of "Main Automobile Garage, limited" to that of "Bengle, Blanchard, limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4648—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" Librairie Langlais, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1919, changing the name of "La Compagnie J.-A Langlais & Fils", to that of "Librairie Langlais, limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4650—49-2 Assistant Provincial Secretary.

AVIS PUBLIC DE JOSEPH-ERNEST GREGOIRE

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Joseph-Ernest Grégoire, de la cité de Québec, notaire, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec à le dispenser de faire sa cléricature et l'admettre au nombre de ses membres immédiatement après l'examen que le bureau des examinateurs jugera à propos de lui faire subir.

Québec, 10 novembre 1919.

Les procureurs de Joseph-Ernest Grégoire,
LAPOINTE & ROCHETTE. 4259—46-4

PUBLIC NOTICE OF JOSEPH-ERNEST GREGOIRE

Public notice is hereby given that Joseph Ernest Grégoire, notary, of the city o Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the bar of the Province of Quebec to exempt him from the term of clerkship and to admit him among its members immediately after such sxamination as the Board of Examiners shall see fit to require.

Quebec, 10th November, 1919.

Attorneys for Joseph Ernest Grégoire, N.P.,
LAPOINTE & ROCHETTE, 4260—46-4

AVIS PUBLIC DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ROBERVAL-SAGUENAY.

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour un bill amendant sa charte et lui accordant les pouvoirs additionnel suivants, savoir :

(*a*) Le pouvoir de construire et d'exploiter par le moyen de la vapeur ou de l'électricité, ou des deux à la fois, un embranchement reliant un point quelconque de sa voie ferrée actuelle, dans le comté de Chicoutimi, à la voie ferrée actuelle, dans le comté de Chicoutimi, à la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay à ou près de La-Malbaie, en passant par les endroits les plus avantageux ;

(*b*) Le pouvoir de commencer les travaux déjà autorisés et ceux dont elle demande l'autorisation, en aucun temps avant le 24 mars 1922, sauf à les terminer le 24 mars 1925.

Québec, 10 novembre 1919.

Le procureurs de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay,
LAPOINTE & ROCHETTE. 4261—46-4

PUBLIC NOTICE OF THE ROBERVAL AND SAGUENAY RAILWAY COMPANY.

Public notice is hereby given that "The Roberval and Saguenay Railway Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter and to grant the following additional powers, to wit :

(*a*) The power to build and to operate by means of steam or electricity, or both together, a branch-line to connect any point on its actually existing railroad in the county of Chicoutimi, with the railway of "The Quebec & Saguenay Railway Company" at a place in or near La-Malbaie, passing through the most advantageous places;

(*b*) The faculty to commence the works of the construction previously authorized and those whose authorization is actually prayed for at any date before the 24th of March, 1922, provided they shall be completed before the 24th March, 1925.

Quebec, 10th November, 1919.

Attorneys for "The Roberval and Saguenay Railway Co.
LAPOINTE & ROCHETTE, 4262—46-4

Avis public est par le présent donné que très honorable Lord Shaughnessy, K. C. V. O., de la cité de Montréal, l'honorable Charles J. Doherty, de la cité d'Ottawa, conseil du roi, et Francis-Eugène Devlin, de la cité de Westmount, médecin, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation eux et d'autres sous le nom de "St. Mary's Memorial Hospital", une institution pour être administrée sous les auspices catholiques et qui sera situé et opèrera dans ou près la cité et le district de Montréal, avec, entre autres objets, les suivants : recevoir, soigner et nourrir les personnes malades, infirmes ou autres ; promouvoir le progrès de la science médicale et chirurgicale ainsi que celle de garde-malade, y donner des leçons et accorder aux infirmières des certificats de compétence ; donner aux indigents des consultations et médicaments ; fonder et développer des laboratoires de cliniques destinés aux recherches scientifiques ; donner aux chirurgiens, médecins et infirmières l'enseignement y relatif ; recevoir donations et souscriptions, faire aussi des conventions aux fins précitées ; acquérir, louer, posséder, aliéner et grever de la propriété mobilière et immobilière et cultiver des terrains ; utiliser leurs produits

Public notice is hereby given that the Right Honourable Lord Shaughnessy, K. C. V. O. of the city of Montreal, Honourable Charles J. Doherty, of the city of Ottawa, King's Counsel, and Francis Eugène Devlin, of the city of Westmount, physician, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and others under the name of "St. Mary's Memorial Hospital", an institution to be conducted under catholic auspices, and which will have its situation and carry on its work in or near the city and district of Montreal, for and amongst its purposes the following : to receive, treat and board sick, infirm or other persons ; promote the development of medical and surgical science and nursing, and give instructions therein and grant certificates of competency to nurses ; to give medical advice and medicine to the poor ; establish and develope clinical laboratories for scientifical researches ; to educate surgeons, physicians and nurses for the above purposes ; to receive gifts and subscriptions, enter into contracts for above purposes; acquire, lease, own, alienate and hypothecate moveable and immoveable property and cultivate lands ; to use and dispose of their produce; to borrow and issue bonds and debentures to be secured on the property of the corpo-

et en disposer ; emprunter et émettre des obligations et débentures garanties sur la propriété corporative et hypothéquer et autrement grever sa propriété, affecter son actif, le produit des dons et souscriptions ainsi que les deniers de ladite corporation à l'amélioration de sa propriété et à l'acquisition de même nature, et pour d'autres objets.

Montréal, 12 novembre 1919.

L'avocat des requérants,

4305—46-5 M. A. PHELAN.

Avis est par le présent donné que M. Percy Flynn, bachelier en droit, de la cité et du district de Québec, présentera, avec l'approbation du Conseil général du barreau de la province de Québec, à la prochaine session de la Législature provinciale, un projet de loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, dans cette province immédiatement après examen. 4307—46-4

Avis est par le présent donné que Martha Jane Wakefield, veuve de McDuff Lamb, et "Montreal Trust Company", les exécuteurs et fiduciaires d'après le dernier testament dudit McDuff Lamb, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant lesdits exécuteurs et fiduciaires à accroître l'annuité payable à la dite Martha Jane Wakefield, les autorisant aussi à toutes autres fins s'y rattachant.

Montréal, 31 octobre 1919.

Les avocats des requérants,

4155—45-5 WHITE & BUCHANAN.

AVIS DE DEMANDE A LA LÉGISLATURE

Avis public est par le présent donné que Robert Lindsay, écuier, George Hampden Smithers, courtier, et Huntly Ward Davis, architecte, tous de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs du dernier testament de feu Stanley Clark Bagg, de Montréal, notaire public ; George Archibald Campbell, de Montréal, conseil du Roi, en sa qualité de curateur à la susbstitudion créée par ledit testament dudit Stanley Clark Bagg ; Dame Katherine Sophia Bagg, de Montréal, veuve de feu le très rév. William Lennox Mills ; Dame Amelia Josephine Bagg, de Montréal, épouse du vénérable archidiacre, John G. Norton, et ledit vénérable archidiacre John G. Norton pour autoriser son épouse, Dame Mary Heloïse Bagg, de Montréal, épouse de Robert Lindsay, et ledit Robert Lindsay pour autoriser sa dite épouse ; Dame Helen Frances Mitcheson Bagg, de Vancouver, Colombie-Anglaise, épouse de Herbert Charles Drummond, écuier, et ledit Herbert Charles Drummond pour autoriser sadite épouse susdite; Mesdames Katherine Sophia Bagg, Amelia Josephine Bagg, Mary Heloïse Bagg et Helen Frances Mitcheson Bagg, agissant aux présentes en leur qualité de grevées à la substitution créée par ledit dernier testament dudit Stanley Clark Bagg; Dame Evelyn St. Clair StanleyBagg, de Montréal, épouse dudit Huntly Ward Davis, et ledit Huntly Ward Davis pour autoriser sadite épouse ; Dame Gwendolyn Katherine Stanley Bagg, de Montréal, épouse de Frederick E. Smith, banquier, et ledit Frederick E. Smith pour autoriser sadite épouse ; Harold Fortescue Stanley Bagg, de Montréal, écuier ; ladite Dame Evelyn St. Clair Stanley Bagg, Dame Gwendolyn Katherine Stanley Bagg et Harold Fortescue Stanley Bagg en leur qualité de substitués à la substitution créée par ledit testament dudit Stanley Clark Bagg ; Arthur

ration and hypothecate and otherwise pledge its property, and to invest the assets, gifts and subscriptions to and proceeds moneys of the said corporation in the improvement of its property and in acquiring property of like natures and for other purposes.

Montreal, 21st November, 1919.

M.-A. PHELAN,

4306—46-5 Attorney for applicants.

Notice is hereby given that Mr. Percy Flynn, bachelor at law, of the city and district of Quebec, will present, with the approval of the General Council of the Bar of the Province of Quebec, at the next session of the Quebec Legislature, a bill authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to practice law in this province immediately after examination. 4308—46-4

Notice is hereby given that Martha Jane Wakefield, widow of McDuff Lamb, and "Montreal Trust Company", the executors and trustees of the last will and testament of the said McDuff Lamb, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the said executors and trustees to increase the annuity payable to the said Martha Jane Wakefield, and for such other purposes as may be necessary thereto.

Montreal, 31st October, 1919.

WHITE & BUCHANAN,

4156—45-5 Solicitors for applicants.

NOTICE OF APPLICATION TO PARLIAMENT.

Public notice is hereby given that Robert Lindsay, esquire, George Hampden Smithers, stock broker, and Huntley Ward Davis, architect, all of Montreal, and acting in their quality of executors to the last will of the late Stanley Clark Bagg, of Montreal, notary public ; George Archibald Campbell, of Montreal, King's Counsel, in his quality of curator to the substitution created under the said will of said Stanley Clark Bagg ; Dame Katherine Sophia Bagg, of Montreal, widow of the late right Reverend William Lennox Mills ; Dame Amelia Joséphine Bagg, of Montreal, wife of the venerable Archdeacon, John G. Norton, and the said venerable Archdeacon John G. Norton for the purpose of authorizing his said wife ; Dame Mary Heloise Bagg, of Montreal, wife of Robert Lindsay, and the said Robert Lindsay for the purpose of authorizing his said wife ; Dame Helen Frances Mitcheson Bagg, of Vancouver, British Columbia, wife of Herbert Charles Drummond, esquire, and the said Herbert Charles Drummond for the purpose of authorizing his said wife ; the said Mesdames Katherine Sophia Bagg, Amelia Josephine Bagg, Mary Heloise Bagg and Helen Frances Mitchelson Bagg, herein acting in their quality of institutes to the substitution created under said last will of said Stanley Clark Bagg ; Dame Evelyn St. Clair Stanley Bagg, of Montreal, wife of said Huntly Ward Davis, and the said Huntly Ward Davis for the purpose of authorizing his said wife; Dame Gwendolyn Katherine Stanley Bagg, of Montreal, wife of Frederick E. Smith, banker, and said Frederick E. Smith for the purpose of authorizing his said wife, Harold Fortescue Stanley Bagg, of Montreal, esquire ; the said Dame Evelyn St. Clair Stanley Bagg, Dame Gwendolyn Katherine Stanley Bagg and Harold Fortescue Stanley Bagg in their quality of substitutes to the subsittuion created under the said

Lennox Stanley Mills, de Montréal, avocat, et appelé à la substitution créée en vertu dudit dernier testament dudit Stanley Clark Bagg; Dame Katherine Ada Lindsay, de Vancouver, épouse de Julius H. Griffith, courtier d'hypothèques, et ledit Julius H. Griffith pour autoriser sadite épouse ; Lionel Mitcheson Lindsay, médecin ; Stanley Bagg Lindsay, commis ; Miss Marjorie Mary Clark Lindsay, fille majeure ; Miss Helen Frances Marguerite Lindsay, fille majeure, tous de Montréal, et le révérend Sydenham Bagg Lindsay, de Valleyfield, dans la province de Québec, recteur de Valleyfield, tous appelés à la substitution créée par ledit testament dudit Stanley Clark Bagg; et Stanley Bagg Corporation, corps constitué duement organisé et ayant son bureau-chef ainsi que sa principale place d'affaires dnas ladite cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi relative à la Stanley Bagg Corporation ainsi qu'à la succession de feu Stanley Clark Bagg, pour ratifier et confirmer certains actes de vente, cession et transport de la part des exécuteurs de la succession Stanley C. Bagg *et al*, à ladite Stanley Bagg Corporation passés devant Henry Fry, notaire, et déclarant que les biens, droits et valeurs affectés par les actes sudits ont été validement transférés à ladite Stanley Bagg Corporation, sans préjudice aux droits des grevés ou substitués à la substitution créée par le testament dudit Stanley Clark Bagg, et pourvoyant à ce que les actions du capital de ladite Stanley Bagg Corporation données en paiement desdites propriétés remplaceront lesdites propriétés et seront assujetties par toutes les dispositions dudit testament, et que jusqu'à l'ouverture de ladite substitution le curateur à icelle sera directeur de ladite Stanley Bagg Corporation ; et pour autres fins incidentes.

Montréal, 6 novembre 1919.

Les avocats des requérants,
CAMPBELL, McMASTER,
4315—46—4 KERRY & BRUNEAU.

Avis est par les présentes donné que M. B. Echenverg, Sam Mosel et Joseph Rosembloom, tous marchands de la ville de Sherbrooke, et autres, feront application à l'Assemblée législative, à sa prochaine cession, pour la passation d'une loi les incorporant ainsi que les membres de la congrégation Aguidath Achim, de la cité de Sherbrooke, sous le nom de Congrégation Agudath Achim, de Sherbrooke, ou sous tel autre nom qui pourra paraître juste, et les autorisant à acquérir des biens meubles et immeubles ; à construire et à maintenir dans la cité de Sherbrooke une synagogue ; à posséder un cimetière ; et pour les autoriser généralement à faire tout ce qui peut être nécessaire en rapport avec la construction et l'entretien d'une synagogue juive

Sherbrooke, le 18 novembre 1919.

Les procureurs du requérant,
4379—47—4 NICOL, LAZURE & COUTURE.

Dames Marie-Louise-Albine Gosselin, en religion sœur Saint-Bernard, Marie-Stella Truchon, en religion sœur Saint-Eugène, Eugénie Guay, en religion sœur Saint-Pierre, et Marie-Louise Diana Simard, en religion sœur Saint-Ignace-de-Loyala, toutes religieuses professes de l'ordre des Hospitalières de la Miséricorde de Jésus et domiciliées en la ville de Roberval, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec succession perpé-

last will of said Stanley Clark Bagg ; Arthur Lennox Stanley Mills, of Montreal, advocate, and called to the substitution created under the said last will of said Stanley Clark Bagg ; Dame Katherine Ada Lindsay, of Vancouver, wife of Julius H. Griffith, mortgage broker; and said Julius H. Griffith for the purpose of authorizing his said wife ; Lionel Mitcheson Lindsay, physician ; Stanley Bagg Lindsay, clerk ; Miss Marjorie Mary Clark Lindsay, *fille majeure* ; Miss Helen Frances Marguerite Lindsay, *fille majeure*, all of Montreal ; and the reverend Sydenham Bagg Lindsay, of Valleyfield, in the Province of Quebec, rector of Valleyfield, all called to the substitution created under the said will of the said Stanley Clark Bagg ; and Stanley Bagg Corporation, a body corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the said city of Montreal, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passage of an act respecting the Stanely Bagg Corporation and the estate of the late Stanely Clark Bagg, and enacting the ratification and confirmation of certain deeds of sale, conveyance and transfer from the executors estate Stanley C. Bagg *et al*, to the said Stanley Bagg Corporation passed before Henry Fry, notary, and declaring that the property, rights and assets covered by the foregoing deeds have been validly conveyed to said Stanley Bagg Corporation without preju lice to the rights of the institutes or substitutes to the substitution created by the last will of said Stanley Clark Bagg, and providing that the shares of stock of the Stanely Bagg Corporation given in payment of said properties shall stand in the stead of said properties and be subject to all the provisions of said will, and that until the opening of said substitution the curator thereof shall be a director of said Stanley Bagg Corporation, and for other incidental purposes.

Montreal, 6th November, 1919.

CAMPBELL, McMASTER,
KERRY & BRUNEAU,
4316—46—4 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that Mr. B. Echenberg, Sam Mosel and Joseph Rosembloom, all traders of the city of Sherbrooke, and others, will apply to the Legislative Assembly, at its next cession, for the passing of a bill incorporating them and the members of the Aguidath Achim Congregation,, of the city of Sherbrooke, under the name of the Aguidath Achim Congregation of Sherbrooke, or such other names as may seem fit, and authorising them to hold property; built, construct and maintain in the city of Sherbrooke a synagogue ; to own a cemetery ; and generally to be authorized to do all that is necessary in connection with the maintenance of a Jewish Synagogue.

Sherbrooke, 18th November, 1919.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
4380—47—4 Attorneys for petitioner.

Les dames Religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus, Marie-Louise-Albine Gosselin, in religion sister Saint-Bernard, Marie-Stella Truchon, in religion sister Saint-Eugène, Eugénie Guay, in religion sister Saint-Pierre, and Marie-Louise-Diana Simard, in religion sister Saint-Ignace-de-Loyala, all professees of the above order, being domiciled and residing in the town of Roberval, will pray the Legislative Assembly of Quebec to its next session, for the adoption of a law to constitute them in corporation with per-

tuelle sous le nom de "Hôtel-Dieu Saint-Michel-de-Roberval", dans le but de maintenir un ou des hôpitaux pour y recevoir, soigner et soulager les pauvres aussi que les malades, les vieillards, les infirmes et les orphelins sans distinction de religion ni de nationalité, avec droit de posséder des meubles et immeubles à cette fin; aussi que pour d'autres pouvoirs nécessaires au développement et au fonctionnement de leur œuvre.

Roberval, ce 3 novembre 1919.

Le procureur des requérantes,

4331—47–4 ARMAND BOILY.

Avis est par les présentes donné que la ville de Roxboro s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, et proposera une loi amendant sa charte, 4 Geo. V, chap. 91, et amendements, en y insérant une clause à l'effet que le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonctions soit prolongé, changeant la date de la prochaine élection, stipulant sur la qualification des électeurs, et aussi pour toutes autres fins légales.

Montréal, 3 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,

DESSAULLES, GARNEAU,

4317—46–4 DESY & LORRAIN.

Avis est par le présent donné que le synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la loi 53 Viet. chap. 123, amendant le "Church Temporalities Act, 14 and 15 Viet. chap. 176, et toutes autres lois amendant ledit "Church Temporalities Act", suivant que nécessaire pour faire changer la date de l'assemblée annuelle de Pâques et celle de l'année financière de chaque paroisse ou mission du diocèse, celle aussi de l'élection des délégués au synode, tel que déterminée par 22 Viet. chap. 139.

Montréal, 17 novembre 1919.

L'avocat du requérant,

4347—47–4 L.-H. DAVIDSON.

Avis est, par les présentes, donné que monsieur Charles Montminy, étudiant en droit, des cité et district de Québec, s'adressera, avec l'autorisation du Conseil général du barreau de la province de Québec, à la législature, à sa prochaine session, pour faire passer une loi antidatant son admission à l'étude du droit et l'admettant à pratiquer le droit, dans cette province, après les examens réguliers pour la pratique de la dite profession.

Le procureur du requérant,

4349—47–4 P.-E. LANCTOT.

Avis public est par les présentes donné que Dame Yvonne Larivière, veuve de Joseph-Arthur Villeneuve, en sa qualité de tutrice à ses quatre enfants mineurs, M. l'abbé Albert Benoit, prêtre curé, en sa qualité de subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs, Israël Dupré, comptable, George Antoine Bourdeau, notaire, et Séraphin Bock, gérant, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve ayant-droits de la succession de feu Léonidas Villeneuve, Joseph Lamoureux, bourgeois, Alphonse Morin, avocat, et Israel Dupré, comptable, ces trois derniers en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du testament et codicile de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi, validant et confirmant les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve et les titres des successions de feu Léonidas Villeneuve et de l'honorable Joseph-Octave Ville-

petual succession, under the name of "Hôtel-Dieu Saint-Michel-de-Roberval" for the purpose of maintaining one or several hospitals to receive, care and assist the poor, also the sick and people, the crippled and the orphans without distinction of religion or nationality, with the right to own moveables and immoveables for the above purposes, with other necessary powers for the maintenance and development of their establishment.

Roberval, November 3rd, 1919.

ARMAND BOILY,

4332—47–4 Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given taht the town of Roxboro will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 4 Geo. V, chapter 91, and amendments, by providing that the term of office of the mayor and aldermen actually in office be extended, changing the date of the next election, and dealing with qualification of electors, and for other purposes.

Montreal, 3rd November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU,

DESY & LORRAIN,

4318—46–4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that the Synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for such amendments to the Act 53 Viet., chap. 123, amending the Church Temporalities Act, 14 and 15 Viet., chap. 176, and any other Acts amending the said Church Temporalities Act, as may be necessary to secure a change in the date of the annual easter Vestry meeting and the financial year of each parish of mission in the diocese, and in the date for the election of delegates to the Synod as determined by 22 Viet. chap. 139.

Montreal, 17th November, 1919.

L. H. DAVIDSON,

4348—47–4 Solicitor for applicant.

Notice is hereby given that Mr. Charles Montminy, student at law, of the city and district of Quebec, will present, with the approval of the general Council of the bar of the Province of Quebec, at the next session of the Quebec Legislature, a bill antedating his admission to study law and admitting to practise law in this Province, after the regular examinations for the practice of said profession.

P. F. LANCTOT,

4350—47–4 Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given that Dame Yvonne Larivière, widow of the late Joseph Arthur Villeneuve, in her quality of tutrix to her four minor children, Reverend Albert Benoit, priest, in his quality of subrogate tutor to the said minor children, Israël Dupré, accountant, George Antoine Bourdeau, notary, and Seraphin Bock, manager, in their quality of testamentary executors of the estate of the late Joseph Arthur Villeneuve, heirs and assigns of the late Leonidas Villeneuve estate, Joseph Lamoureux, gentleman, Alphonse Morin, advocate, and Israel Dupré, accountant, these last three in their quality of testamentary executors of the last will and testament and codicil thereto of the late Honourable Joseph Octave Villeneuve, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act validating and confirming the titles of the estates of the late Léonidas Villeneuve and the late Honourable Joseph Oc-

neuve, à certains immeubles dont ces dites dernières successions sont devenues respectivement propriétaires en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Guerin, le 30 juin 1914, dans une action en partage entre ces dites dernières successions et déclarant le dit partage bon et valide à toutes fins que de droit.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Le procureur des requérants.

4353—47-4 PERCY BENOIT.

Avis est par les présentes donné que la Société coopérative agricole des fromagers de Québec, ayant son principal établissement dans la cité de Montréal, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi l'autorisant de changer son nom en celui de "Cooperative centrale des agriculteurs de Québec", lui octroyant de plus amples pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par les articles 1971 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et spécialement lui permettant de porter son capital-actions à $1,000,000.00; de faire la conversion des actions actuellement émises, de passer tous règlements quant à l'émission et à la répartition du nouveau capital ; d'augmenter son pouvoir d'emprunt et d'émettre des obligations ; de pourvoir au groupement de ses sociétaires et à leur représentation aux assemblées de la société ; et généralement lui conférant tous autres pouvoirs énumérés au dit projet de loi.

Montréal, le 18 novembre 1919.

Les avocats de la requérante,

4405—47-2 (Signé) YVON & TRUDEL.

Cité de Montréal

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes : soupapes de sûreté automatiques ; production de plans et devis par les compagnies d'utilité publique de leurs travaux souterrains ; vente d'immeubles pour taxes ; amendes imposées par les règlements municipaux ; vente de l'eau dans la cité ; vente et louage des rues et ruelles cédées à la cité ; expropriations annuelles ; fonds de roulement ; délai additionnel pour exécuter les obligations imposées par les lois d'annexion ; taxes pour améliorations locales, pavages et trottoirs et taxe pour réparer et refaire ces travaux ; vente d'immeubles à l'encan ; taxes sur les courtiers étrangers ; budget annuel ; taxes pour égouts collecteurs ; taxes sur les compagnies d'utilité publique et sur personnes occupant propriétés de la Couronne ; pavage des ruelles; système de tacation; contrôle des poteaux et des fils électriques dans les rues ; rues résidentielles et commerciales ; ratification du contrat de vente par la cité de Montréal à la Commission des écoles catholiques, en date du 6 novembre 1919, du contrat du 14 avril 1919 entre la cité de Montréal et la Compagnie des abattoirs et du règlement No 679 ; du règlement concernant les maladies vénériennes ; signature litographiée du maire ou du président de la commission administrative sur lesbons, débentures ou rentes inscrites; débentures, bons ou rentes inscrites de la cité placés dans son fonds d'amortissement ; fonctions du trésorier de la cité.

Par ordre,

Bureau du greffier, Hôtel de ville.

Montréal, 17 novembre 1919.

Le greffier de la cité et secrétaire de la Commission administrative,

4373—47-4 RENE BAUSET.

---

tave Villeneuve, to certain immoveables of which the said last estates became respectively proprietors, through a partition between the said last estates in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Guerin, on the 30th June, 1914, and declaring said partition good and valid to all intents and purposes.

Montreal, the 14th November, 1919.

BERCY BENOIT,

4354—47-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that the "Société coopérative agricole des fromagers de Québec," having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize it to change its name to that of "Coopérative centrale des agriculteurs de Québec",, to grant it additional powers to those enumerated in articles 1971 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, and especially authorizing it to increase its capital up to $1,000,000.00; to convent the shares now issued, to pass any by-laws in respect to the issue and allotment of the new capital; to increase its borrowing power and to issue bonds ; to provide for the gouping of its members and their representation at the meetings of the society ; and generally to grant it all other powers enumerated in said bill.

Montreal, 18th November, 1919.

YVON & TRUDEL,

4406—47-2 Attorneys for petitioner.

City of Montreal.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the various Acts amending the same, on the following matters : automatic safety valves ; filling of plans and specifications by public utility companies, of their underground works ; sale of immoveables for taxes ; fines imposed by municipal by-laws ; sale of water in the city ; sale and renting of streets and lanes ceded to the city; annual expropriations; working capital ; additional delay for carrying out the obligations imposed by the annexation acts ; taxes for local improvements, pavings and sidewalks and tax for repairing and enewing the same; sale of immoveables by public auction ; taxes on outside brokers ; annual budget ; taxes for main sewers ; taxes on public utility companies and on persons occupying crown properties ; paving of lanes ; taxatio system ; control of poles and electric wires in the streets ; residential and commercial streets ; ratification of the deed of sale by the city of Montreal to the catholic Board of School Commissioners, under date of 6th November, 1919, of the contract of the 14th April 1919, between the city of Montreal and the abattoir Company, and of by-law No. 679 ; of the by-law concerning venereal diseases ; lithographed signature of the mayor or of the president of the administrative commission on bonds, debentures or registered stock ; debentures, bonds or registered stock of the city placed in its sinking fund ; duties of the city treasurer.

By order,

City clerk's office, City Hall.

Montreal, 17th November, 1919.

RENE BAUSET,

City clerk and secretary of the Administrative Commission.

4374—47-4

Avis est par les présentes donné que la ville de East Angus fera application à la législature, prochaine cession, pour faire amender sa charte, 2 George V, chapitre 72, aux effets suivants : pour obtenirle droit d'imposer une taxe spéciale, n'excédant pas $0.50 sur chaque poteau placé dans ses rues, ou dans d'autres endroits publics, en la ville d'East Angus ; le droit d'acquérir, de développer et d'exploiter des forces hydrauliques dans la ville d'East Angus et en dehors ; le droit d'acheter toute compagnie d'éclairage, exploitant dans la ville d'East Angus, et le droit de fournir au public en général, dans la ville d'East Angus et en dehors, l'énergie électrique pour toutes fins commerciales et industrielles, y compris l'éclairage ; pour demander que le maire et le secrétaire-trésorier de la ville soient tenus de parler les deux langues ; pour faire dire que le règlement 134 de la corporation de Westbury, tel qu'amendé par le conseil de comté, du comté de Compton, à sa session le 3 juillet 1907, est expité, et que l'amendement du 3 juillet est légal ; pour permettre à la ville de se porter acquéreur des immeubles vendus pour taxes ; autorisant la ville à faire toutes dépenses nécessaires pour annoncer les avantages de la ville et pour faire les réceptions officielles jugées nécessaires ; pour autoriser la ville à payer les dépenses de délégations qu'elle jugera à propos d'envoyer dans différentes missions ; obligeant le conseil municipal à donner sur requête un référendum sur la question de savoir s'il est à propos de donner quatre conseillers au lieu de deux, au quartier nord ; pour autoriser le conseil à passer tous règlements qu'elle jugera à propos touchant la construction, le maintien de l'aqueduc, touchant la construction des édifices publics et privés ; la construction des chemins et trottoirs et généralement toutes constructions ayant un intérêt public ; pour amender la loi de façon à donner le droit de vote aux employés de la ville ; pour autoriser la ville à emprunter sur bons ou débentures d'annuité ; pour faire dire et déclarer que certaines rues non encore homologuées sont des rues publiques ; et pour faire dire et déclarer que certains articles des Statuts refondus ne s'appliquent pas à la ville d'East Angus, et généralement pour faire amender la charte de la ville d'East Angus.

Sherbrooke, le 17 novembre 1919.

Les procureurs du requérant,
4381—47-4 NICOL, LAZURE & COUTURE.

Notice is hereby given that the town of East Angus will apply to the Legislature, at its next session, to have its charter, 2 George V, chapter 72, amended as follows : to obtain the right to impose special taxes, not exceeding $0.50, on all posts placed in its streets or in public places ; to obtain the right to purchase, to develop and operate water powers in the town of East Angus and outside ; the right to purchase lighting companies in the town of East Angus, and the right to furnish to the public generally in the town of East Angus and outside, electrical power for industrial and commercial purposes including lighting ; to ask that the mayor and the secretary-treasurer of the town of East Angus be required to speak both languages ; to have declared that by-law 134 of the corporation of Westbury, as amended by the Compton county council, at its sitting of the third of July 1907, is expired, and that the amendment of the third of July, 1907, is legal ; to authorize the city to buy immoveables sold for taxes ; to authorise the city to make all necessary expenses for the purpose of advertising the city and to defray the expenses of official receptions ; to authorize the city to pay the expenses of delegations which it thinks proper to send on different missions ; to oblige the municipal conceil to grant, upon petition, a referendum, to have decided whether or not four councillors shall be given to the north ward instead of two ; to authorise the council to pass whatever by-laws it thinks proper, touching the construction and the maintenance of aqueducts, public and private buildings and touching the constructions of roads and sidewalks, and generally touching any constructions in which the public is interested, and to amend the law, so that the city employees will have the right to vote ; to authorize the city to borrow upon bonds and debentures on the annuity system ; to have it said and declared that certain streets not yet homologated are public streets ; to have it said and declared that certain articles of the Revised Statutes do not apply to the city of East Angus, and generally to have the charter of the city of East Angus amended.

Sherbrooke, 17th November, 1919.

NICOL, LAGURE & COUTURE,
4382—47-4 Attorneys for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, dans le district des Trois-Rivières, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une législation spéciale pour les fins suivantes :

Pour pourvoir, avec l'approbation de l'Ordinaire du diocèse, à la construction d'une église et d'une sacristie et à leur umeublement, sur le terrain de la fabrique ;

Pour aussi pourvoir à l'emprunt des sommes nécessaires pour la construction des dites église et sacristie et à leur ameublement ;

Pour pourvoir à un ou des emprunts temporaires ou à long terme pour leur remboursement, pour imposer et prelever, chaque année, sur les propriétés des catholiques romains résidents ou non résidents dans la paroisse, une cotisation basée sur le rôle annuel d'évaluation municipal et de n'affecter les propriétés qu'au paiement des cotisations échues ;

Pour substituer à la corporation des syndics de paroisse, un organisme moins complexe ;

Pour donner des facilités spéciales d'emprunt

Public notice is hereby given, that the curé and church wardens of the fabrique of the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, in the district of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to have a special legislation passed for the following purposes ;

To provide, with the assent of the Ordinary of the diocese, to the construction of a church and a sacristy, and also its furniture, upon the gound of the fabrique ;

To provide for the borrowing of the necessary sums for the construction of said church and sacristy and its furniture ;

To provide for one or several temporary or long term loans, for their reimbursement, and to levy and collect, each year, upon the properties of roman catholics, residents or non residents, a tax based upon the annual municipal roll of evaluation, and to effect the properties solely for the payment of assessments due ;

To substitute to the body of parish trustees a more expedient organism ;

To give to the curé and the church wardens

et de remboursement aux susdits curé et marguilliers.

Shawinigan Falls, le 17 novembre 1919.

L'avocat des cures et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan,

4385—47–4 A.-E. PAQUETTE.

Avis est par le présent donné que l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un amendement à sa charte à l'effet d'accorder des bénéfices funéraires au décès du conjoint de ses membres.

Le secrétaire,

4375—47–4 ALF. CROWE.

Avis est par le présent donné que la ville Lasalle demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 2, Geo. V, ch. 73, aux fins d'être autorisée : 1. D'établir un service d'omnibus et d'autobus pour le transport des voyageurs sur les rues de la ville et sur le chemin Lasalle et la 6ième avenue jusqu'à l'intersection de la rue Notre-Dame, à Lachine, et d'aider toute personne qui entreprendra tel service ; 2. A annoncer la ville ; 3. A détourner le chemin Lasalle vers le nord et ce depuis la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique vers l'ouest jusqu'aux limites nord-est de la ville, et à repartir le coût de ces travaux; de faire rendre applicables à la ville les dispositions du Code municipal concernant les inspecteurs agraires ; d'abroger l'article 4 de la loi 7 Geo. V, ch. 75, et pour autres fins.

Lasalle, 17 novembre 1919.

Le procureur de la ville Lasalle,

4377—47–4 A.-S. PELLETIER.

Avis public est par les présentes donné que monsieur Norman-Scott Cameron, étudiant, domicilié dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir la passation d'un bill pour régulariser sa cléricature afin de pouvoir se présenter aux examens à la pratique du droit, suivant les dispositions du règlement 41-A du barreau de la province de Québec, concernant les candidats à la pratique du droit qui ont fait du service actif.

Montréal, 17 novembre 1919.

Les procureurs du requérant,
LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL.

4387—47–4

Avis public est par le présent donné que le village de Kénogami, comté de Chicoutimi, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, son incorporation comme ville, pour être soumise à l'avenir aux dispositions de la loi des cités et villes de la province, avec certaines modifications concernant l'étendue de son territoire ; l'annexion de certains terrains voisins ; le nombre des échevins à élire ; la date des élections : l'approvation des règlements municipaux ; la qualification des personnes aptes à voter aux dites élections et sur les dits règlements ; le pouvoir de taxer les poteaux de télégraphe, téléphone, lumière et pouvoir électrique ; le pouvoir d'emprunt ; le pouvoir de taxer personnes et propriétés et autres matières.

Le procureur requérant,

4335—47–4 L.-G. BELLEY.

---

easier powers to borrow and to reimburse the necessary loans.

Shawinigan Falls, the 17th November, 1919.

A. E PAQUETTE,
Attorney for the curé and church wardens of the Fabrique of the parish of Saint Pierre de Shawinigan 4386—47–4

Notice is hereby given that l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter to the effect of granting funeral benefits at the death of the consoit of its members.

ALF. CROWE,
4376—47–4 Secretary.

Notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter, the act 2, Geo. V., ch. 73, to obtain the authorzation : 1. To establish an omnibus and autobus service for the conveyance of passagers in the streets of the town and in Lasalle road and 6th avenue to the intersection of Notre-Dame street, at Lachine, and to aid any person undertaking such service ; 2. To advertise the town ; 3. To deviate Lasalle road towards the north and that from the Canadian Pacific Railway line towards the west to the northeast limits of the town, and to aportion the cost of such works ; to render applicable to the town the provisions of the Municipal Code respecting rural inspectors ; to repeal article 4 of the act 7 Geo. V, ch. 75, and for other purposes.

Lasalle, 17th November, 1919.

A. S. PELLETIER,
4378—47–4 Attorney for the t wn of Lasalle.

Public notice is hereby given that Mr Norman-Scott Cameron, student, having his domicile in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a law enacted regularizing his studentship to enable him to appear for the examinations for admission to the practice of law, according to the dispositions of by-law 41-A of the bar of the Province of Quebec, concerning the candidates to the practice of law having served at the front during the war.

Montreal, 17th November, 1919.

LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
4388—47–4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that the village of Kenogami, county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for its incorporation as a town, to be governed in the future by the provisions of the cities and towns' Act of the Province, with certain modifications respecting the extent of its territory ; the annexion of certain neighboring territory ; the member of aldermen to be elected ; the date of elections ; the approval of municipal by-laws, the qualification of persons capable of voting at said elections and on said by-laws ; the power to tax telegraph, telephone, light and electric power poles ; the borrowing power, the power to tax persons and property and other matters.

L. G. BELLEY,
4336—47–4 Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Dame Jennie C. Brown, de la cité de Sherbrooke, épouse séparée de biens de Frank Norcross, gérant, du même endroit, et par ce dernier dûment autorisée, et que les héritiers de feu Charles G. Brown feront application à la législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi légalisant le testament de Charles G. Brown, fait sous forme holographe, et dûment homologué par les protonotaires Leonard & Bachand, de la Cour supérieure du district de Saint-François, le 9 avril 1919, et plus particulièrement pour être autorisé à vendre et disposer des meubles et immeubles de la dite succession de feu Charles G. Brown, de les hypothéquer et pour obtenir une autorisation spéciale de disposer de certains immeubles ; pour faire nommer un exécuteur et étendre ses pouvoirs au-delà du jour et an fixés par la loi, et généralement pour autoriser le dit exécuteur à régler la dite succession.

Sherbrooke, le 17 novembre 1919.

Les procureurs du requérant,

4383—47-4 NICOL, LAZURE & COUTURE

Notice is hereby give that Dame Jennie C. Brown, of the city of Sherbrooke, wife separate as to property of Frank Norcross, of the same place, manager, and by him duly authorized, and generally the heirs of the late Charles G. Brown, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of a bill to legalize the last will and testament of the said Charles G. Brown, made in the holograph form, and duly homologated by Leonard & Bachand, prothonotaries of the Superior Court, district of Saint Francis, on the ninth day of the month of April, 1909, and more particularly to be authorized to sell, alienate, and thorwise dispose of the moveables and immoveables of the said late Charles G. Brown, to mortgage the same and to make special provisions as to the disposal of certain immoveables ; to have an executor appointed ; to extent the power of said executor beyond the day and year fixed by law, and generally to authorise the executor to settle the estate of the said Charles G. Brown.

Sherbrooke, 17th November, 1919.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

4384—47-4 Attorneys for petitioner.

Avis est donné que la Société de Construction de Montréal, constituée en encorporation en vertu des arti les 7097 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1909, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs ; ratifiant et déclarant valides les règlements jusqu'i i adoptés par ladite Société et ratifiant et validant les conventions et contrats faits par elle, et validant les titres des propriétés acquises par elle ou dans lesquelles elle est intéressée ; accordant à ses directeurs et à ses officiers des pouvoirs plus étendus ; et d'une façon générale autorisant la société à faire les affaires d'une compagnie ordinaire de construction ; à cette fin, de prélever des deniers, de fixer le capital-actions de la société, de faire souscrire des actions et de les émettre, de faire des emprunts ou des prêts garantis par hypothèque ou autrement ; de louer, vendre ou autrement aliéner ses immeubles sans être astreinte aux restrictions prévues dans lesdits Statuts refondus, et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1919.

Les procureurs de la requérante,

DESSAULLES, GARNEAU, DESY &

4437—47-4 LORRAIN.

Notice is hereby given that "La Société de Construction de Montréal," incorporated under and by virtue of articles 7097 and following of the Quebec Revised Statutes 1909, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to grant it additional powers ; to ratify and declare valid the by-laws adopted to date by said society and to ratify and validate the agreements and contracts made by it and, to validate the titles to property acquired by it or in which it is interested ; to grant to it directors and officers extended powers ; and to generally authorize the society to carry on the business of an ordinary building company ; to that end, to raise money, fix the capital stock of the society to collect subscriptions for shares and issue same ; to make or contract loans secured by hypothecs or otherwise ; to lease, sell or otherwise alienate its immoveables without being subject to the restrictions provided in said Revised Statutes, and for other purposes.

Montreal, 19th November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY

& LORRAIN,

4438—47-4 Attorneys for petitioner.

Monsieur Léon-Mercier Gouin, avocat, de Montréal, donne avis qu'à la prochaine session de la législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, quant à la constitution de la Cour du recorder de la dite cité, de manière à ce qu'une pension soit accordée à certains fonctionnaires de la dite Cour.

Montréal, le 19 novembre 1919.

4491—47-2 LEON-MERCIER GOUIN.

Mr. Leon-Mercier Gouin, advocate, of Montreal, hereby gives notice that at the next session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal will be examined, he well ask for an amendment to Act 62 Victoria, chapter 58, as amended, as to the constitution of the Recorder's Court of said city, so that a pension be granted to some officers of said Court.

Montreal, 19th November, 1919.

4492—47-2 LEON-MERCIER GOUIN.

Avis public est par les présentes donné que la ville d'Iberville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte 7 Edouard VII, chapitre 72, concernant les matières suivantes : nomination d'auditeurs et d'estimateurs et abroger ou amender à ce sujet articles 14 et 15 de la charte 5363 S.R.Q., 1909 et autres, taux de la taxe foncière, pouvoir d'imposer, répartir, prélever spécialement pour fins d'améliorations ou d'utilités publiques tels que aqueduc, puits artésiens, réservoir, éclairage,

Public notice is hereby given that the town of Iberville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, the act 7 Edward VII, chapter 72, respecting the following matters : appointement of auditors and assessors and to repeal or amend to that effect articles 14 and 15 of its charter, 5363 of the Q.R.S. 1909, and other articles, rate of assessments on immoveables, the power to assess, allot and levy specially for improvement or public utility purposes such as waterworks, artesian wells reservoir, lighting

égoûts, rues, place publiques trottoirs, etc., avec effet rétroactif dans certains cas, pouvoir de consolider dette flottante, convertir et renouveler une partie de la dette consolidée et d'ajuster les finances de la ville au moyen d'emprunts sur bons et amender ou abroger à ces fins la charte de la ville et les articles 5639, 5641, 5645 à 5653, 5666 à 5672, 5782 à 5789 des Statuts refondus de Québec, 1909, enfin pour obtenir tous autres amendements jugés nécessaires pour la meilleure administration des affaires de la ville d'Iberville.

Le procureur de la ville d'Iberville,
HORMISDAS PELLETIER.

Iberville, 19 novembre 1919. 4435—47-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 7 George V, chapitre 28, et autres lois régissant cette commission ; pour obtenir un pouvoir d'emprunt de $1,000,000.00 pour l'achat de terrains, la construction de nouvelles écoles et le paiement d'obligations contractées par les municipalités annexées et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la commission des Ecoles Catholiques de Montréal.
AYME LAFONTAINE.

Montréal, 19 novembre 1919. 4459—47-4

Avis est par le présent donné au public qu'on sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation le "Saint Andrews Protestant Cemetery" pour que lui soient dévolus le contrôle, l'administration et l'entretien de la propriété maintenant connu sous le nom de "Saint Andrews Protestant Cemetery", pour aussi pourvoir à son extension et agrandissement.

Saint Andrews, le 15 novembre 1919.

Les syndics,
WILLIAM BROWN,
WILLIAM McCLINTOCK.

4473—47-4

CORPORATION DE LA CITE DES TROIS-RIVIERES

Avis public est par le présent donné, par la soussignée, "La Corporation de la cité des Trois-Rivières", qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter certaines sommes pour les fins de sa juridiction et pour amender sa charte, 5 George V, c. 90 et ses amendements, concernant :

L'imposition de taxes sur certaines personnes ou choses ;

La procédure sur la votation des règlements soumis aux électeurs propriétaires ;

Pour être autorisée à encourager et aider la construction de maisons d'habitation ;

Pour être autorisée à créer et règlementer un fonds de secours pour les œuvres de charité ;

Pour être autorisée à règlementer la construction, le prolongement et l'amélioration des systèmes d'aqueduc et d'égoûts ;

Pour nommer ou élire des commissaires d'écoles distincts des membres du conseil ;

Pour être autorisée à ériger ou à aider à l'érection de monuments dans la cité.

Le greffier,
ARTHUR BELIVEAU.

Trois-Rivières, 19 novembre 1919.
4461—47-4

---

sewers, streets, public squares, sidewalks, etc., with retroactive effect in certain cases, power to consolidate its floating debt, convert and renew a part of its consolidated debt and ajust its finances by means of loans on bonds and to amend or repeal to that purpose the charter of the town and articles 5369, 5641, 5645 to 5653, 5666 to 5672, 5782 to 5789 of the Quebec Revised Statutes, 1909, and finally to obtain all other amendments deemed necessary for the proper administration of the affairs of the town of Iberville.

HORMISDAS PELLETIER,
Attorney for the town of Iberville.

Iberville, 19th November, 1919. 4436—47-4

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act 7 Geo. V, chpater 28, and other laws governing said commission ; to obtain aborrowing power of $1,000,000.00 for the purchase of land, the construction of new schools and the payment of obligations contracted by annexed municipalities and for other purposes.

AYME LAFONTAINE.
Secretary-Treasurer of the Montreal Catholic School Commission.

Montreal, 19th November, 1919. 4460—47-4

Public notice is hereby given by the undersigned that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Saint Andrews Protestant Cemetery for the purpose of being vested with the control management and maintenance of the property now known as the Saint Andrews Protestant Cemetery, and to provide for the extension and enlargement of the same.

Saint Andrews, 15th November, 1919.

WILLIAM BROWN,
WILLIAM McCLINTOCK
Trustees.

4474—47-4

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given by the undersigned, "The Corporation of the city of Three Rivers", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to be authorized to borrow certain sums for the purposes of its jurisdiction and to amend its charter 5 George V, c. 90 and amendments, respecting :

The leveying of taxes on certain persons or things ;

The procedure on the voting of the by-laws submitted to the electors who are proprietors ;

To be authorized to encourage and aid the building of dwelling houses ;

To be authorized to establish and regulate a relief fund for works of charity ;

To be authorized to regulate the construction, prolongation and improvement of the waterworks and sewer systems ;

To appoint or elect school commissioners separate from the members of the council ;

To be authorized to erect or assist in the erection of monuments in the city.

ARTHUR BELIVEAU,
Clerk.

Three Rivers, 19th November, 1919.
4462—47-2

UNIVERSITE DE MONTREAL.

Avis est donné que demande sera adressée à la législature de Québec, à saprochaine session, de constituer en corporation l'Université de Montréal. Cette demande sera faite par : les administrateurs de l'université Laval à Montréal ; la faculté de droit de l'université Laval à Montréal; l'école de médecine et de chirurgie de Montréal faculté de médecine de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ; l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; l'école de pharmacie Laval de Montréal.

L'Université de Montréal succédera activement et passivement à toutes ces corporations. Son siège social sera à Montréal. Elle comprendra entre autres : la faculté de théologie ; la faculté de droit ; la faculté de médecine ; la faculté de philosophie ; la faculté des lettres (ancienne faculté des arts); la faculté des sciences ; l'école de médecine comparée et l'hôpital vétérinaire ; l'école de chirurgie dentaire et l'hôpital dentaire ; l'école de pharmacie ; toutes les autres facultés ou écoles qui pourront être admises dans la société. Cette corporation aura pour objet de donner l'enseignement moderne, spécial, pédagogique, classique et supérieur. Elle demandera tous les pouvoirs des corporations et, entre autres, celui de décerner les grades et diplômes de bâchelier, de licencié, de maître et de docteur, d'établir des succursales et des chaires, de constituer d'autres facultés ou écoles, d'exporprier, d'acquérir, posséder toutes propriétés meubles et immeubles, les aliéner, hypothéquer, louer ou échanger, de recevoir des aides et suventions de tous les corps publics ou privés.

Cette corporation étant d'intérêt public demandera d'être exemptée de tout impôt provincial, de tout impôt municipal, y compris la taxe scolaire.

Cette corporation demandera d'amender les lois 44-45 Victoria, chap. 46, et 2 Georges V, c. 1, ced. C, pour autant que cette cédule affecte l'université Laval de Montréal, et d'abroger les lois suivantes : 55-56 Vict., chap. 64, 8 Vict., ch. 81, 59 Vict., ch. 79, les Statuts refondus, Québec, 1909, arts. 5046, 5047, 5080, pour autant que ces articles affectent l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; 6 Ed. VII, chap. 88, 2 Georges V, ch. 1, cédule C, pour autant que cette cédule affecte la faculté de droit de l'université de Montréal.

Montréal 17 novembre 1919.

Pour les pétitionnaires :

Les procureurs,

4463—47-4 PERRAULT & RAYMOND.

UNIVERSITE DE MONTREAL.

Notice is given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, to incorporate l'Université de Montréal. Such application shall be made by : les administrateurs de l'université Laval à Montréal ; la faculté de droit de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine et de chirurgie de Montréal ; faculté de médecine de l'université Laval à Montréal ; l'école de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal ; l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; l'école de pharmacie Laval de Montréal.

L'Université de Montréal shall actively and passively take the place of all the said corporations. Its place of business shall be at Montreal. It shall inlude among others : the faculty of divinity ; the faculty of law ; the faculty of medicine ; the faculty of philosophy ; the faculty of letters (formerly faculty of arts) ; the faculty of sciences ; the school of comparative medicine and veterinary hospital ; the school of dental surgery and dental hospital ; the school of pharmacy; any other faculties or schools that may be admitted into the association. The said corporation shall have for object modern, special, pedagogic, classical and superior education. It shall apply for all the powers of corporations and, among others, that of awarding the grades and diplomas of bachelor, licentiate, master and doctor, establish branches and chairs, establish other faculties or schools, expropriate, acquire, hold any moveable and immoveable property, alienate, hypothecate, lease or exchange same, receive assistance and subsidies from any public or private bodies.

The said corporation being of public interest shall apply to be exempt from any provincial and municipal tax including the school tax.

The said corporation shall make application to amend the acts 44-45 Victoria, chap. 46, and 2 George V, c. 1, sch. C, in so far as the said schedule affects l'université Laval de Montréal, and repeal the following acts : 55-56 Vict., ch. 64, 8 Vict ; ch. 81, 59 Vict., ch. 79, the Revised Statutes of Quebec, 1909, arts. 5046, 5047, 5080, in so far as such articles affects l'école de chirurgie dentaire de Montréal et l'hôpital dentaire Laval ; 6 Ed. VII, chap. 88, 2 George V, ch. 1, schedule C, in so far as such schedule affects la faculté de droit de l'université de Montréal.

Montreal, 17th November, 1919.

For the applicants,

PERRAULT & RAYMOND,

4464—47-4 Attorneys.

Avis est par le présent donné que William Laird Kitchen, gérant, Allan Keay Grimmer, ingénieur urbain, Frank Osmond White, ingénieur, Sven Arvid Salmonson, surintendant, et Hilaire-Emile Daoust, gentilhomme, tous résidant dans le canton non organisé de Gendreau, dans le comté de Témiscamingue, dans la province de Québec, et Kipawa Company, Limited, corporation de Montréal, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Kipawa, dans le territoire faisant partie dudit canton Gendreau, amendant les dispositions de la loi des cités et villes qui s'y appliquent, et organisant ladite ville comme suit, à savoir :

a. Nommer les premiers maire et échevins provisoires, remplir les vacances, faire les élections des conseillers, et permettre aux non résidents d'occuper ces charges ;

Notice is hereby given that application will be made, at the next session of the Legislature, by William Laird Ketchen, manager, Allan Keay Grimmer, town engineer, Frank Osmond White, engineer, Sven Arvid Salmonson, superintendent, and Hilaire Emile Daoust, gentleman, all residing in the unorganized township of Gendreau, in the county of Temiscamingue, in the Province of Quebec, and Kipawa Company Limited, a body corporate of Montreal, for the passing of an act to incorporate the town of Kipawa, in territory forming part of the said township of Gendreau, and to amend the provisions of the cities and towns act applicable thereto and to provide for said town as follows, namely :

a. To name the first or provisional mayor and aldermen and provide for vacancies and for elections to council and allow non-residents to hold such offices ;

b. Pourvoir à l'élection d'un gérant par les propriétaires fonciers, avec pouvoir de remplir les fonctions de surintendants, administrateurs et contrôleurs autrement exercées par le maire et le conseil, mais sauf le droit exclusif du conseil d'édicter des règlements, de voter des deniers et de fixer les allocations à ces fins et définir ses pouvoirs et devoirs, pourvoir à sa démission ;

c. Pourvoir à la nomination d'autres officiers, y compris l'ingénieur de la ville, de déterminer leurs pouvoirs, devoirs, appointements, le cautionnement à être fourni, les conditions de renvoi ou de démission de tous officiers ;

d. Permettre aux propriétaires de bâtisses ou de propriétés semblables, sises sur le terrain d'un autre, de voter comme propriétaires et exiger autorisation des personnes qui voteront au nom des corporations ;

e. Pourvoir à la tenue de la première session du conseil et faire étudier régulièrement par le conseil un budget comportant estimé des recettes et dépenses, fixer les taux de cotisations, permettre au conseil d'approprier annuellement des deniers pour fins administratives, y compris un fonds contingent et un de réserve, déterminer aussi le pouvoir du gérant de dépenser ces deniers ;

f. Exiger pour tous règlements comportant dépenses de deniers, l'assentiment de la majorité des propriétaires, suivant le rôle d'évaluation;

g. Autoriser un emprunt de cinq mille piastres pour dépenses initiales ;

h. Exiger que la ville s'empare de certaines rues, de certains carrés, de certaines propriétés pour les fins municipales et les services, moyennant un prix n'excédant pas le coût réel plus 6% d'intérêt, autoriser aussi la " Kipawa Company, Limited" ou ses ayant-droits à poser et entretenir, dans la ville, tous les tuyaux et canaux nécessaires à son exploitation, tous fils, conduits, autres outillages et appareils nécessaires pour fournir le fluide électrique, et charger pour cela pas plus que cinq sous par k. w. h. pour l'éclairage, et 1½ sou par k. w. h. pour autres fins, protéger cette compagnie contre les réclamations résultant des dommages causés par des exhalaisons de fumées, gaz et déchets, s'ils ne sont pas nocifs ou délétères à la santé ;

i. Pourvoir à la procédure dans les questions d'expropriation relativement au serment que devront prêter les arbitres, et à la rectification des erreurs dans les sentences arbitrales, se faire dispenser de nommer les personnes ayant droit aux compensations, autoriser les arbitres à accorder des dépens, à fixer leurs honoraires et ceux du secrétaire comme étant partie des dépens, et faire remplir les vacances ;

j. Se dispenser de préparer une liste électorale plus souvent qu'une fois tous les deux ans, tenir un seul bureau de votation, faire élire le maire par les électeurs, l'autoriser à donner un vote en sus de son vote prépondérant, lorsque les questions controversées exigent une majorité absolue ou fixe ;

k. Autoriser l'envoi d'un avis spécial à plusieurs personnes et faire qu'un seul certificat soit relatif à plus d'un service ;

l. Se dispenser de tenir une élection ou un bureau de votation de propriétaires si un nombre requis signe une déclaration écrite d'approbation, exiger l'approbation de la majorité de leurs votes, d'après la valeur cotisée et non d'après le nombre, premettre aux personnes fiduciaires de voter comme propriétaires sur présentation d'une autorisation valable, et les dispenser de la condition de paiement des taxes pour voter dans ces cas ;

b. To provide for the election of a manager by proprietors of immoveable property, with power to exercise the duties of superintendence, administration and control otherwise performed by the mayor and council, but subject to the council's exclusive right of making by-laws and of voting monies and limiting appropriations for all purposes and to define his powers and duties and provide for his dismissal ;

c. To provide for the appointment of other officers, including town engineer and to define their powers, duties and remuneration and the security to be furnished and for the dismissal or resignation of all officers ;

d. To enable proprietors of buildings or similar property situated on the land of another, to vote as proprietors and to require authorization for persons casting votes for corporations ;

e. To provide for the first session of the council and for the regular submission to council of a budget of estimated receipts and expenditures, and for fixing tax rates, and for the council to appropriate monies each year for administration purposes, including a contingent fund and a reserve fund, and to limit the manager's power to expend such monies ;

f. To require for all by-laws involving expenditure, the approval of a majority of proprietors, according to assessed values ;

g. To authorize a loan of five thousand dollars for initial expenses ;

h. To require the town to take over certain streets and squares and property supplied for municipal purposes and services at a price not exceeding actual cost and 6% interest, and to authorize Kipawa Company, Limited, or its assigns to lay and maintain in the town all pipes and flumes necessary for its operation and all wires, conduits and other equipment and apparatus required for supplying electric current and to charge therefor not more than five cents per k.w.h. for lighting and 1½ cents per k.w.h. for other purposes, and to protect such company against claims for damages for emitting fumes, odors and refuse, if not poisonous or deleterious to health ;

i. To provide procedure in expropriation matters for swearing of arbitrators and correcting defects in awards, dispensing with namings of parties entitled to wards, to authorize arbitrators to award costs and to fix their fees and secretary's fees as part of costs, and to provide for filling of vacancies ;

j. To dispense with the preparation of an electoral list more often than once in two years, to provide for a single polling place, to require election of mayor by the electors, to enable him to give a vote in addition to casting vote when questions require an absolute or fixed majority ;

k. To permit a special notice to be addressed to several persons and to have one certificate refer to more than one service ;

l. To dispense with an election or a poll of proprietors if the required number sign a written statement of approval, to require for approval a majority of their votes, according to assessed value and not according to number, to allow persons in fiduciary capacity to vote as owners on presentation of proper authorisation and to dispense with requirement of payment of taxes for voting in such matters ;

m. Faire déclarer que la généralité des pouvoirs du conseil d'édicter des règlements ne sera pas considérée comme restreinte par des pouvoirs spécifiques ;

n. Porter le maximum de la taxe à trois pour cent de la valeur réelle des immeubles et le maximum de la taxe commerciale ou honoraire de licence à $500 ;

o. Autoriser la Cour à nommer un seul arbitre à défaut par les parties de convenir d'un prix, ou nommer un arbitre dans les questions d'expropriation ;

p. Louer, pour fins commerciales ou autres, aucune bâtisse municipale, ou partie d'icelle disponible ;

q. Autoriser le conseil à faire des règlements pour les fins suivantes :

1. Nommer une ou plusieurs commissions des membres du conseil ou autre pour surveiller, fixer et contrôler l'emplacement, la hauteur, la forme et l'architecture des bâtisses, régulariser et étudier le développement de la ville ;

2. Régulariser les subdivisions et pourvoir à leur approbation ;

3. Régler et contrôler les travaux de plombage, de chauffage et d'électricité ;

4. Controler et régler l'emplacement des hôpitaux, écoles et institutions de charité, en acquérir un permis, prohiber aucun tel établissement ;

5. Règler et restreindre les annonces et les prohiber, excepté celles des négociants à leurs places d'affaires ;

6. Régler l'emplacement des jardins et prévenir l'accumulation du fumier et des déchets, et en disposer aux frais du propriétaire ; exiger la destruction des mauvaises herbes et plantes aux dépens du propriétaire, permettre, régler et prohiber la collection et le dépôt des rebuts, détruire ou utiliser les abatis et déchets ;

7. Acheter, vendre et faire le commerce d'immeubles dans les limites de la ville ou en dehors ;

8. Construire et tenir des bibliothèques, théâtres, gymnases, terrains de jeux, endroits d'amusements, de distraction et de récréation ;

9. Exiger l'enregistrement des naissances, mariages et décès ;

10. Exiger pour les voitures l'usage de lumières et de freins ;

11. Faire apposer la signature des officiers de la ville et leur permettre de signer à l'étampe ou à la lithographie ;

12. Permettre le paiement des taxes par semestres ou par trimestres, accorder aussi des escomptes sur les paiements anticipés de taxes et d'autres deniers ;

13. Exempter de la totalité ou d'aucune partie du coût de l'ouverture d'une rue aucun propriétaire qui fera une cession gratuire de terrains à cette fin ;

14. Etablir des lignes de construction sur les rues, prohiber et règlementer la construction de bâtisses ou structures dans les limites circonscrites à partir des lignes ;

15. Instaler un système téléphonique municipal et l'exploiter ;

16. Prélever, par cotisation spéciale ou autrement, des deniers pour les améliorations mentionnées dans les articles 5639, 5641, 5646, 5647 et 5685 des S. R. Q., 1909, repartir la totalité ou une partie du coût en une seule somme ou par versements sur les propriétaires de biens-fonds sur l'un des côtés d'une rue ou route publique ou sur les deux, ou sur aucune section d'icelle, ou sur une étendue délimitée, si elle profite directement des travaux, le tout conformément à la partie

m. To declare that the generality of the council's powers to pass by-laws shall not be deemed restricted by specific powers ;

n. Increasing the maximum tax to three per cent of the real value of immoveables and the maximum business tax or license fee to $500.;

o. Enabling the Court to appoint a sole arbitrator in default by any party to agree on a price, or to name an arbitrator in expropriation matters ;

p. To let, for commercial or other purposes, any municipal building or part not immediately required;

q. To authorize the council to make by-laws for the following purposes :

1. To appoint one or more boards or commissions from members of council or otherwise to supervise, regulate and control the location, height, shape and design of buildings and regulate and advise upon the development of the town ;

2. To regulate subdivisions and provide for their approval ;

3. To regulate and control plumbing, heating and electrical work ;

4. To control and regulate the location of hospitals, schools and charitable institutions, and to require a permit therefor, and to prohibit any such establishment ;

5. To regulate and restrict advertisements and prohibit them, except those by traders at their places of business ;

6. To regulate the location of gardens and prevent the accumulation of manure and refuse and provide for its disposal at the proprietor's expense ; to compel the destruction of noxious weeds and plants at the owner's expense, to license, regulate and prohibit the collection and storage of waste material and to provide for the destruction or utilization of garbage and refuse;

7. To buy, sell and deal in real estate in or outside of the town ;

8. To provide for the construction and operation of libraries, theatres, gymnasiums, athletic fields and places of amusement, entertainment and recreation ;

9. To compel the registration of births, marriages and deaths ;

10. To compel the use of lights and brakes on vehicles ;

11. To provide for affixing the signature of town officials and permit singing by stamp or lithograph ;

12. To allow payment of taxes semi-annually or quaterly and grant discounts for prepayment of taxes and other monies ;

13. To exempt from all or part of the cost of opening a street any proprietor making gratuitous cession of land therefor ;

14. To establish building lines on streets and prohibit or regulate the erection of buildings or structures within fixed distances from street lines ;

15. To instal and carry on a municipal telephone system ;

16. To raise, by special assessment or otherwise, monies for improvements mentioned in articles 5639, 5641, 5646, 5647 and 5685 R.S.Q., 1909, and to assess the whole or part of the cost in one sum or in instalments against proprietors of real estate on one or both sides of any street or public place or any section thereof, or in a fixed area, if directly benefited by the work, the whole according to frontage or other equitable basis, and to pay any balance of cost from the

antérieure ou à une autre base équitable, payer aussi aucun résidu du coût avec le produit des émissions d'obligations avec les revenus ou avec d'autres deniers ; faire donner avis à chaque propriétaire concerné de la nature de l'amélioration ainsi que du montant du pourcentage ou du coût à être cotisé contre lui, recourir à l'arbitrage si la majorité des propriétaires concernés s'objecte à la cotisation spéciale, la sentence devant être finale, et au cas où le coût fixé n'est pas diminué par cette sentence, ajouter les dépens de l'arbitrage aux frais payables par ses protestataires, prélever une taxe spéciale sur les valeurs foncières seulement pour couvrir la part de la ville dans aucune telle amélioration ;

17. Dresser un ou plusieurs rôles de cotisation spéciaux pour ces travaux, en distrayant le coût d'aucune rue ou section, et faire un seul rôle pour la part de la ville dans des améliorations passées et présentes, pour prélèvement sur les valeurs foncières, donner avis et faire homologuer aucunes telles cotisations et cotisations additionnelles, faire aussi de toutes ces cotisations des réclamations prévilégiées avec intérêt à six pour cent ;

18. Acquérir aucun terrain nécessaire à aucunes telles fins ;

19. Avoir un mode équitable de cotisation pour les lopins ou terrains d'encoignure irréguliers de forme ou d'emplacement ;

20. Autoriser l'acquisition de terrains dans ou hors la ville, construire ou acquérir, fournir et maintenir aucunes bâtisses nécessaires et acquérir une plus grande étendue que celle requise, vendre le résidu et employer le produit de cette vente aux frais d'aucune amélioration ;

21. Autoriser la Cour supérieure à permettre la rectification d'aucune erreur dans aucune sentence arbitrale, aucun rapport ou rôle, faire un nouveau rôle de cotisation si le précédent est annulé, protéger les droits d'un acheteur d'aucun immeuble à l'encontre du vendeur, ou autrement, en rapport avec le nouveau rôle ou en rapport avec aucun acompte versé d'après le rôle précédent ;

22. Exiger l'amélioration ou la restauration des bâtisses vieilles ou de mauvaise apparence; démolir aucune structure ou construction qui viole les règlements, et percevoir le coût de ces travaux par privilège contre le propriétaire ;

23. Autoriser la confiscation d'aucun article vendu ou offert en vente en contravention du règlement ;

24. Déterminer la hauteur, la forme, l'architecture et la construction des bâtisses dans la cité ainsi que dans les divers quartiers ou rues ;

25. Contraindre les citoyens à contribuer à l'extinction des incendies ;

26. Inspecter et régler les sources, l'approvisionnement et la vente de la glace ;

27. Défendre la garde d'animaux ou oiseaux dangereux ;

28. Fermer aucune rue ou route publique et vendre le terrain sous réserve des droits aux dommages à être réglés par l'arbitrage ;

29. Faire nettoyer et arroser les rues, trottoirs, en percevoir le coût par privilège contre les propriétaires adjacents ;

30. Forcer les propriétaires de ruelles privées à les entretenir en état de propreté et réparation, en repartir le coût contre les propriétaires ou occupants, faire paver les ruelles publiques et privées, en repartir le coût contre les propriétaires adjacents, d'après leur façade ou d'une autre manière juste ;

31. Exiger que les citoyens permettent, sauf leur recours en dommages, que l'on pose sur leurs terrains et bâtisses des conduits, fils, tubes et

proceeds of bond issues or from revenues or other funds ; and to provide for notification to each proprietor affected of the nature of the improvement and of the amount of percentage or cost to be assessed against him, and to provide for arbitration if a majority of proprietors affected object to the special assessement, and that the award therein shall be final and, in case the cost fixed is not diminished by such award, to add the cost of arbitration to the costs payable by such objecting parties, and to provide for a special tax on land values only to meet the town's share of any such improvement ;

17. To make a special assessment roll or rolls for such work keeping separate the cost of any street or section, and to make one roll for the town's share of past and present improvements, for levy on land values only, and to provide for notice and homologation of any such assessments and for additional assessments therefor, and to make all such assessments privileged claims bearing interest at six per cent ;

18. To acquire any necessary land for any such purposes ;

19. To provide and equitable mode of assessment on corner lots or lands of irregular shape or location ;

20. To authorize the acquisition of lands inside or outside the town and to erect or acquire and furnish and maintain any buildings needed and to acquire a larger area than may be required, and to sell the balance and apply the proceeds towards the cost of any improvement ;

21. To authorize the Superior Court to permit the rectification of any error in any ward, report or roll, and to provide for a new assessment roll if a former roll is annulled, and to preserve the rights of a purchaser of any immoveable against the vendor, or otherwise, in respect of the new roll and of any payment made on account of the former roll ;

22. To compel the improvement or restoration of buildings out of repair or unsightly ; to demolish any work or construction in violation of the by-laws, and to collect the cost of any such work by privilege against the proprietor ;

23. To authorize the confiscation of any article sold or offered for sale in contravention of the by-law ;

24. To determine the height, shape, design and construction of buildings in the city and in various districts or streets ;

25. To provide for compelling citizens to assit in putting out fires ;

26. To inspect and regulate the sources, supply and sale of ice ;

27. To prohibit the keeping of objectionable animals or fowl ;

28. To close any street or public place and sell the land reserving rights in damages to be setltled by arbitration ;

29. To provide for cleaning and watering streets, sidewalks, and to collect the cost by privilege against adjoining proprietors ;

30. To compel owners of private lanes to keep them clean and in repair and to assess the cost against the owners or occupants, and to provide for the paving of public and private lanes and assess the cost against adjoining proprietors, according to frontage or other equiatable manner ;

31. To require persons to permit conduits, wires, tubes and other apparatus necessary or useful for any system of lighting, heating, water

autres appareils nécessaires ou utiles pour aucun système d'éclairage, de chauffage, d'aqueduc, de drainage ou autre service public ;

32. Faire l'évaluation des biens-fonds sans les bâtisses dans les cas d'évaluation des valeurs foncières, déterminer aussi la valeur réelle de la propriété, terrains et bâtisses compris, et autoriser la taxation des bâtisses appartenant à une seule personne, si elles sont situées sur le terrain d'une autre ou sur des terrains publics, et ne pas exiger que l'on réfère aux numéros cadastraux en faisant de ces bâtisses, logements de plein-pied ou résidences superposées ;

33. Autoriser la ville à payer le coût de l'obtention de la charte.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Les avocats des requérants,

4339—47-5 WELDON & HARRIS.

Avis est par les présentes donné que Léon Gélinas, comptable, de la cité de Montréal, s'adressera, en sa qualité d'administrateur et exécuteur-testamentaire de la succession de feu Louis-Raymond Plessis-Bélair, à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire étendre ses pouvoirs comme tel administrateur et exécuteur-testamentaire, pour la vente des biens meubles et immeubles de la succession, pour le partage définitif desdits biens entre tous les héritiers, pour obtenir un mode spécial d'assignation desdits héritiers, dans toutes procédures qui pourraient être intentées relativement au partage desdits biens ou à toutes autres questions concernant la dite succession, pour faire définir certaines clauses du testament et pour toutes autres fins.

Montréal, 15 novembre 1919.

Les avocats du requérant,

ST. GERMAIN, GUERIN

4351—47-4 & RAYMOND.

Province de Québec,
Ville de Longueuil.

Avis public est par le présent donné que la ville de Longueuil, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte (7 Ed. VII, et amendements) pour les objets suivants : définir les limites actuelles de son territoire ; faire, amender et abroger des règlements aux fins de faire payer le coût des pavages qui ont été faits dans les rues depuis l'année 1912, notamment sur les rues Saint-Thomas, chemin de Chambly, Guillaume, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Charles, Labonté, Grant, Queen, Saint-Sylvestre, Saint-Alexandre, Saint-Jacques, Lorne et Dufferin et ceux qui le seront à l'avenir dans la proportion de 50% par les propriétaires riverains suivant la dimension du terrain faisant face à la rue pavée ou à être pavée et 50% par une taxe spéciale générale payable par tous les propriétaires de terrains de la ville, suivant la valeur desdits terrains telle que portée au rôle d'évaluation en force, le coût du pavage des intersections de rues ainsi que les rues ou parties de rues riveraines aux terrains appartenant à la ville devant être payé au moyen de la taxe spéciale générale et, aux fins ci-dessus, pouvoir emprunter l'argent nécessaire et pourvoir au remboursement de tels emprunts ; déterminer l'effet de tels emprunts sur la dette de la ville ; pouvoir faire, amender et abroger des règlements pourvoyant à la réparation et entretien des rues et en faire payer le coût par les propriétaires au moyen d'une taxe spéciale ; pouvoir forcer les propriétaires à entretenir leur terrain vague en face de leurs bâtisses de la manière que le conseil

works, drainage or other public service to be placed on their lands and buildings, saving their recourse in damages ;

32. To provide for the valuation of lands exclusive of buildings in case of assessments for land values, and to define the real value of property comprising, land and buildings and to authorize the taxation of buildings belonging to one person, if situate on the land of another or on public lands, and to dispense with the reference to cadastral numbers when valuing such buildings or flats or superinposed dwellings ;

33. To authorize the town to pay the costs of obtaining the charter.

Montreal, 14th November, 1919.

WELDON & HARRIS,

4340—47-5 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that Leon Gélinas, accountant, of the city of Montreal, will, in his capacity of manager and testamentary executor of the estate of the late Louis-Raymond Plessis-Bélair, apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of having his powers as such administrator and testamentary executor extended, for the object of selling the moveable and immoveable assets of the estate, for the object of making a definite partition of the said assets between all the heirs, for the object of obtaining a special mode of summons of the said heirs, in all proceedings which may be taken concerning the partition of the said assets or concerning any other questions about said estate and finally, for the object of defining certain clauses of the will and for any other purposes.

Montreal, 15th November, 1919.

ST. GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

4352—47-4 Attorneys for applicant.

Province of Quebec,
Town of Longueuil.

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter (7 Ed. VII and amendments) for the following purposes : to define the present limits of its territory ; to make, amend and repeal by-laws to the effect of levying the costs of the paving work done in the streets since 1912, especially in Saint-Thomas, Chemin de Chambly, Guillaume, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint Charles, Labonté, Grant, Queen, Saint-Sylvestre, Saint-Alexandre, Saint-Jacques, Lorne and Dufferin streets and the paving done in the future, in the proportion of 50% on adjacent proprietors according to the dimension of the lot fronting on the street paved and 50% by a general special tax payable by all the land owners of the town according to the value of their as entered in the valuation roll then in force, the cost of paving the crossings of streets as well as the streets or parts of streets contiguous to lands belonging to the town, to be paid by means of a general special tax, and for the above purposes, to be empowered to borrow the necessary funds and provide for the reimbursement of such loans ; to determine the effect of such loans on the town debts, to make, amend and repeal by-laws providing for the repair and maintenance of streets and to levy a special tax on property owners for the costs thereof ; to force property owners to keep in good order the vacant land in front of their budildings in the manner determined by the council ; to reduce the number of aldermen to four who shall be

le déterminera ; réduire le nombre des échevins à quatre à être élus par la majorité en nombre des électeurs de la ville et désigner les charges d'échevins par numéros ; pouvoir exproprier les lisières de terrain longeant la rue Saint-Charles et appartenant à la Fabrique de la paroisse de Longueuil et à la communauté des Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, et à faire avec ceux-ci tout arrangement que le conseil jugera à propos pour éviter telle expropriation si possible ; pouvoir faire avec les intéressés, dans le cas d'élargissement, prolongation ou ouverture d'une rue, tout arrangement qu'elle croira utile et dans l'intérêt de cette ville ; réglementer les subdivisions de tout terrain situé dans ses limites ; réglementer ou défendre la suspension des fils conducteurs le long ou à travers toutes les rues, allées ou places publiques ; pourvoir aux moyens de permettre aux personnes dont les noms ont été omis de la liste électorale de voter ; d'annexer

(*a*) le territoire borné et désigné commesuit: au nord-est partie par le chemin public allant de Longueuil à Chambly, et partie par la ligne limitative sud-ouest de la ville, au sud-est par le chemin public connu sous le nom de chemin du Côteau Rouge, au sud-ouest par les Nos 140 et 155 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine-de-Longueuil, et au nord-ouest par la ligne limitative sud-est de la ville de Longueuil ;

(*b*) le territoire borné et désigné comme suit: au nord-est par le ruisseau Saint-Antoine, au sud-est par le No 86 des mêmes plan et livre de renvoi susdits, au sud-ouest par le chemin de Chambly, au nord-ouest par le côté nord-ouest du chemin public connu sous le nom de chemin de Gentilly ;

lesquels deux territoires ci-dessus désignés comprennent les Nos suivants des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil: les numéros 82 et 83, partie des numéros 139, 138, 307, 135, 134, 133 et 85, les numéros de subdivision 1 à 227, inclusivement, du lot originaire 140, 1 à 333, inclusivement, du lot originaire 138, 1 à 139 inclusivement du lot originaire 137, 1 à 162, inclusivement, du lot originaire 136, 329 à 433, inclusivement, du lot originaire 135, 1, 2 et 3 du lot originaire 133, 1 à 384, inclusivement, du lot originaire 84 et 1 à 345, inclusivement, du lot originaire 85

(*c*) Le chemin de Chambly du chemin de Gentilly au chemin du Côteau Rouge.

(*d*) Le chemin du Côteau Rouge du chemin de Chambly à la ligne de division entre les Nos 139 et 140 du cadastre officiel de la paroisse de Longueuil, et d'obtenir de plus des pouvoirs plus étendus sur l'administration de la ville et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1919.

MARTINEAU & JODOIN,

4457—47-2 Procureurs de la ville de Longueuil.

Avis est par le présent donné que John Lorne MacDougall, avocat, William Murdock, avocat, Henry Fitzsimons, ingénieur civil, Charles Watt, gérant d'assurances, et Bernad Moses, industriel, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, soll citeront de la législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie ferroviaire sous le nom de "The Bagotville Railway Company", avec pouvoir de construire, tracer et exploiter une ligne de chemin de fer à partir d'un endroit sur le chemin de fer Québec & Saguenay, à ou près de Nair's Falls, dans la province de Québec, de là

elected by the majority in number of the voters of the town and to designate the seats by numbers ; to expropriate strips of land along Saint-Charles street belonging to the Fabrique of the parish of Longueuil and to the Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, and to enter into any arrangement with them which the council may think fit to avoid such expropriation, if possible, to make with interested parties, in case of the widening, prolongation or opening of a street any arrangement which it may think proper and in the interest of the town, to regulate the subdivisions of any land situated within its limits ; to regulate or prohibit the suspension of transmission lines along or across any streets, alleys or public squares ; to provide means to enable persons whose names have been omitted from the voters' list to vote ; to annex

(*a*) The territory bounded and designated as follows : on the northeast, partly by the public road running from Longueuil to Chambly and partly by the southwest boundary line of the town ; on the southeast by the public road known under the name of "Chemin du Côteau Rouge"; on the southwest by the Nos. 140 and 155 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de Longueuil and on the northwest by the southeast boundary line of the town of Longueiul ;

(*b*) The territory bounded and designated as follows : on the northeast by Saint-Antoine brook, on the southeast by the No. 86 of same aforesaid official plan and book of reference, on the southwest by the Chambly road, and on the northwest by the northwest side of the public road known by the name of Gentilly road ;

the two above described territories comprise the following numbers of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil: the numbers 82 and 83, part of the numbers 139, 138, 307, 135, 134, 133 and 85, the subdivision numbers 1 to 227, both inclusive, of original lot 140, 1 to 333, both inclusive of original lot 138, 1 to 139, both inclusive, of original lot 137, 1 to 162, both inclusive, of original lot 136, 329 to 433, both inclusive, of original lot 135, 1, 2 and 3 of original lot 133, 1 to 384, both inclusive, of original lot 84 and 1 to 345, both inclusive, of original lot 85

(*c*) Chambly road and Gentilly road to the Coteau Rouge road.

(*d*) Côteau Rouge road of the Chambly road to the divisional line between the Nos. 139 and 140 of the official cadastre of the parish of Longueuil, and to obtain extended powers for the administration of the town and for other purposes.

Montreal, 19th November, 1919.

MARTINEAU & JODOIN,

4458—47-2 Attorneys for the town of Longueuil

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of John Lorne Macdougall, barrister, William Murdock, barrister, Henry Fitzsimons, civil engineer, Charles Watt, insurance manager, and Bernard Moses, manufacturer, all of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, for an act to incorporate a railway company under the name of "The Bagotville Railway Comany" with power to construct, lay cut and operate a line of railway from a point on the Quebec & Saguenay Railway at or near Nairn's Falls in the province of Quebec, thence

dans une direction nord-est, par la route la plus praticable, jusqu'à un point dans ou près de la ville de Chicoutimi, dans la province de Québec ; pour aussi construire et exploiter des lignes télégraphiques et téléphoniques et prélever des droits pour leur usage ; développer, recevoir, transformer, transmettre, distribuer et fournir l'énergie ou la force électrique ou autre et disposer de l'excédant d'icelle, en percevoir des loyers et redevances ; construire, acquérir, affréter, exploiter et disposer de navires à vapeur ou autres, de toute description et nature, construire, acquérir et louer des gares terminales des commodités, quais, docks, élévateurs, entrepôts et choses semblables, faire affaires comme agents-expéditeurs, propriétaires de quais et d'entrepôts, conclure aussi aucuns arrangements avec d'autres compagnies, spécialement pour louer, vendre ou céder la totalité ou d'aucune partie de ses chemins de fer, voies d'embranchement, extensions, droits, franchises et privilèges.

Daté à Montréal, ce dix-septième jour de novembre 1919.

Les avocats des requérants,
FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY.
4481—47-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, proposera une loi amendant sa charte 1 Geo. V, chapitre 58 et amendements, à l'effet d'étendre le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonctions, en changeant la date des prochaines élections générales, concernant les sessions du Conseil, accordant une indemnité aux membres du Conseil, concernant la nomination des estimateurs, stipulant sur la qualification des électeurs municipaux, sur la forme du serment au bureau de votation, sur la voie et les places publiques, sur l'alignement des constructions, sur l'abattage public et privé des animaux, sur l'aide accordé aux institutions de charité et aux hôpitaux, sur les dépenses d'annonce de réception et de délégation, sur le taux de l'intérêt sur taxes et escompte, sur des taxes locales pour améliorations locales, sur le mode de prélever les taxes, sur le mode d'exproprier, sur la fermeture à bonne heure et pour toutes autres fins légales.

Saint-Jérôme, 19 novembre 1919.

Le procureur de la requérante,
4427—47-4 CHS-ED MARCHAND.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de Grand'Mère, pour l'adoption d'une loi revisant et refondant sa charte, l'érigeant en cité et amendant les lois générales ou spéciales, concernant les sujets suivants : continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes documents et droits acquis de la ville de Grand'Mère ; limites territoriales de la cité et annexion de terrains adjacents ou contigus ; quartiers de la cité ; composition, séances et attirbutions du conseil et ses pouvoirs de règlementation ; élection et fonctions du maire et des échevins ; nomination et fonctions d'un gérant ; estimateurs et rôle d'évaluation ; permis, taxes et exemptions de taxes ; emprunt et conventions avec les compagnies installées dans la ville, et autres pouvoirs.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Grand'Mère,
LOUIS BERUBE.
Grand'Mère, 15 novembre 1919. 4419—47-5

---

in a northeasterly direction by the most feasible route to a point at or near the town of Chicoutimi in the Province of Quebec; also to construct and operate telegraph and telephone lines and to charge tolls for the use thereof ; to develop receive, transform, transmit, distribute and supply electric or other power and energy and to dispose of the surplus thereof, to collect rents and charges therefor ; to construct, acquire, charter, operate and dispose of steam or other vessels of every kind and description, and to construct, acquire and lease terminal stations, facilities, wharves, docks, elevators, warehouses and the like, and to carry on the business of forwarding agents, wharfingers and warehousemen, and to enter into agreements with other companies, and especially for leasing, selling or transferring the whole of its railway, branches, extensions, rights, franchises and privileges, or any part thereof.

Dated at Montreal, this seventeenth day of November, 1919.

FLEET, FALCONER, PHELAN & BOVEY,
4482—47-4 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that the town of Saint-Jérôme will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, I Geo. V, chapter 58, and amendments by providing that the terms of office of the mayor and aldermen actually in office be extended, changing the date of the next election, dealing with the sessions of the council, with an indemnity to the members of the council, with denomination of valuators, with the qualifications of the municipal electors, with the form of oath at the poll, with the public streets and squares, with the laying out of a line for constructions, with public and private slaughtering, with the aid to charitable institutions and hospitals, with the expenses of reception and delegations, with the rate of interest and discount on taxes, with local taxes for local improvement, with the mode to levy taxes, with the mode of expropriation, with the early closing of stores and for other purposes.

Saint-Jerôme, 19th November, 1919.

CHS ED MARCHAND,
4428—47-4 Attorney for petitioner.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Grand'Mère, for the adoption of a law revising and consolidating its charter ; its incorporation as a city and the amendment of the laws general and special concerning the following subjects : the continuation of the rights, powers, by-laws, regulations, ordinances, acts, documents and acquired rights of the town of Grand'Mère ; territorial limits of the city and annexation of adjoining or contiguous land ; wards of the city ; composition, meetings, privileges and prerogatives of the Council and its powers of regulation ; the election and powers of the mayor and the aldermen ; nomination and powers of a manager ; assessors and valuation roll ; permits, taxes and exemptions of taxes ; loan and agreements with the companies located in the town, and other powers.

LOUIS BERUBE.
Secretary treasurer of the town of Grand'Mère
Grand'Mère, 15th November, 1919. 4420—47-5

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Robert L. Brodie, François Xavier Décarie et autres, cultivateurs, de la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à évaluer pour une période définie et à une somme déterminée les terres en culture situées dans ladite cité ainsi que les bâtisses les déserv nt. Avis est de plus donné que lors de l'étude, devant la dite législature, du projet de loi de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte, semblable demande sera aussi faite par voie d'amendement à cedit dernier projet de loi et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,
ALPHONSE DECARY.

Montréal, 18 novembre 1919. 4431—47-4

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville Laval-de-Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'ffet d'amender sa charte, la ratification des contrats passés entre la ville et les compagnies "Gold Medal Broom & Brush Co., Ltd & Montreal Cereal & Milling Co, Ltd", certains pouvoirs relativement aux privilèges qu'elle a accordés à ses industries et pour divers autres objets.

Laval-de-Montréal, 19 novembre 1919.

Le procureur de la ville Laval-de-Montréal,
4439—47-4 (Signé) JOSEPH JEAN.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, par Michael James McLaughlin, gérant ; Wm Harnett Hodgson, manufacturier, et Joseph Murphy, gérant, de Montréal, pour incorporer une compagnie sous le nom de "The Guarantee Title Bond & Trust Corporation of Canada", ayant son siège principal d'affaires dans la cité de Montréal, au capital de $1,000,000.00 avec pouvoirs d'agir comme tuteur, subrogé-tuteur, curateur aux biens, liquidateur, auditeur, receveur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, sequestre, exécuteur testamentaire, syndic, dépositaire, fiduciaire pour toute personne ou corporation, administrateur de successions ou de biens mobiliers ou immobiliers, agent ou mendataire de toutes manière possibles, de construire, administrer, louer, acheter ou vendre des immeubles pour elle-même ou pour autrui, de placer ses capitaux ou ceux d'autrui sur meubles ou immeubles ou sur garanties mobilières ou immobilières, de garantir les titres à toute propriété mobilière ou immobilière, de garantir toute personne voulant devenir ou étant propriétaire de propriété mobilière ou immobilière, contre toute perte, poursuite, réclamation, etc., à raison de l'insuffisance ou de l'imperfection de titres ou de l'existence de charges, de garantir la validité des prêts hypothécaires ou autres, ou l'émission de débentures, et le remboursement des capitaux ainsi investis et le paiement de leurs intérêts, de garantir tous placements faits par la compagnie pour autrui, de garantir la fidélité des emplovés, de se porter caution judiciaire ou de toute autre manière, d'acheter ou vendre, soit pour elle-même ou pour d'autres, des actions, débentures ou autres garanties de compagnies et d'investir ses capitaux dans d'autres corporations ou compagnies, ou aussi d'exercer ses pouvoirs de manière à augmenter son capital aux conditions qui pourront être

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Robert L. Brodie, François-Xavier Decarie and others, of the city of Montreal, farmers, for the adoption of a law obliging the city of Montreal to value for a definite period and at a definite amount, the lands under cultivation situated within the said city, as also the buildings in use thereon for the said purposes. Notice is further more given that when the bill of the city of Montreal asking for certain amendments to its charter shall come for examination before the Legislature, similar request shall also be made by way of amendment to this latter bill and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 18th November, 1919. 4432—47-4

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Laval de Montréal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter, to ratify the contracts passed between the town and the companies Gold Medal Broom & Brush Co, Ltd, and Montreal Cereal & Milling Co, Ltd, and to obtain certain powers respecting the privileges it has granted to the above companies and for other purposes.

Laval-de-Montreal, 19th November, 1919.

JOSEPH JEAN.
4440—47-4 Attorney for the town of Laval-de-Montreal.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Michael James McLaughlin, manager ; Wm Harnett Hodgson, manufacturer, and Joseph Murphy, manager, of Montreal, for the incorporation of a company under the name of "The Guarantee Title Bond & Trust Corporation of Canada", with chief place of business at Montreal, and a capital of $1,000,000.00 with powers to act as tutor, subrogate-tutor, curator to property, liquidator, auditor, receiver, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, assignee, depositary, trustee for any person or corporation, administrator of estates or of moveables or immoveables, agent or mendatory in all possible manners, to construct, administer, rent, buy or sell immoveables for itself or others, to invest its capital or those of others upon moveables or immoveables, or upon moveable or immoveable guarantees, to guarantee the titles to any moveable or immoveable property, to guarantee any person wishing to become or being proprietor or moveable or immoveable property against any lost, law-suit, claim, etc., by reason of the insufficiency or imperfection of titles, or of the existence of charges, or liens, to guarantee the validity of hypothecary loans or others, or the issue of debentures, and the reimbursement of the sums so invested and the payment of their interest, to guarantee all investments made by the company for others, to guarantee the fidelity of employees, to become judicial surety in any other manner, to buy or sell, either for itself or others, shares, debentures or other guarantees of companies, and to invest its capitals in other corporations or companies, and also to exercise its powers in such a manner as to augment its capital upon conditions which may be determined, and to acquire any other privileges which are habitually

arrêtées, et tels autres droits privilèges qui sont habituellement octroyés aux compagnies du même genre, et pour autres fins.

Montréal, 18 novembre 1919.

Le procureur des requérants,

4433—47-4 ALPHONSE DECARY.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour définir les droits et obligations de la compagnie des tramways de Montréal, relativement à la construction et à l'entretien des égoûts dans la cité de Montréal, et les autres municipalités où s'étend son réseau ; amender les lois spéciales et générales à cet égard ; et autres fins.

Montréal, 15 novembre 1919.

PATRICK DUBEE,
Secrétaire-trésorier.

4475—47-4 La compagnie des tramways de Montréal.

Avis est par le présent donné que "The Lièvre Valley Power Traction and Manufacturing Company," sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, 58, Victoria, chapitre 68 et 5 Edouard VII, chapitre 62, pour permettre à la compagnie de construire si on le croit judicieux, un chemin de fer de petite largeur; ratifier certains actes de la compagnie; autoriser d'autres actes; amender les articles des Statuts revisés de Québec applicables à ladite compagnie, prolonger le temps alloué pour compléter la voie ferrée de la corporation."

Buckingham, le 19 novembre 1919

Les avocats de la requérante,

4477—44-4 AYLEN & AYLEN.

Avis est par le présent donné que la "Industrial Life Insurance Company", de Québec, s'adressera à la prochaine session de la législature pour faire amender sa charte dans le but d'augmenter ses pouvoirs pour le placement des fonds de la compagnie et indiquer de quelle manière devront être évaluées ses polices d'assurance.

Le gérant-général,

4487—47-4 E. P. PAYETTE.

Jean Chauvin, étudiant-en-droit, donne par les présentes avis qu'il s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour régulariser sa clérícature ainsi que pour l'autoriser à se présenter aux examens d'admission à la pratique du droit et à pratiquer comme avocat aussitôt après avoir subi tels examens.

Les avocats du requérant,

4495—47-4 MURPHY, GOUIN & PARENT.

Montréal, 19 novembre 1919.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, province de Québec, incorporée en ville par le statut 48 Victoria, chapitre 72, 1885, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte.

Lachute, 20 novembre 1919.

Le procureur de la Corporation de la ville de Lachute.

4489—47-4 L.-L. LEGAULT.

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Lennoxville sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant ledit village en corporation de ville, sous

granted to companies of the same nature, and for other purposes.

Montreal, 18th November, 1919.

ALPHONSE DECARY,

4434—47-4 Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to determine the rights and obligations of Montreal Tramways Company, with regard to its contribution to the construction and maintenance of sewers in the city of Montreal and other municipalities to which its lines extend; to amend accordingly all laws general and special to that effect ; and for other purposes.

Montreal, 15th November, 1919.

PATRICK DUBEE,
Secretary-treasurer.

4476—47-4 Montreal Tramways Company.

Notice is hereby given that "The Lievre Valley Power Traction and Manufacturing Company" will make application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an act to amend its charter, 58 Victoria, chapter 68 and 5 Edward VII, chapter 62, and to permit the company, if thought advisable, to build a narrow-gauge railway; to ratify acts of the company; to authorize other acts; to change the articles of the revised Statutes of Quebec applicable to said Company, and to extend the time for the completion of the railway of the company.

Buckingham, 19th November, 1919.

AYLEN & AYLEN,

4478—47-4 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that the "Industrial Life Insurance Company", of Quebec, will present a request to the next session of the Legislature for the purpose of increasing its powers for the investment of the company's funds and of indicating the manner in which its insurance policies may be valued.

E. P. PAYETTE,

4488—47-4 General manager.

Jean Chauvin, student-at-law, hereby given notice that he will apply to the Legislature oof Quebec, at its next session, for an act to regulate his clericature and to authorize him to undergo his examinations of admission to the practice of law and to practise as advocate immediately after the passing of such examinations.

MURPHY, GOUIN & PARENT,

4496—47-4 Solicitors for applicant.

Montreal, 19th November, 1919.

Public notice is hereby given that the Lachute town Corporation, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, Province of Quebec, duly incorporated into a town by the statute 48 Victoria, chapter 72, 1885, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its charter.

Lachute, 20th November, 1919.

L. L. LEGAULT,
Attorney for the Lachute town Coporation.

4487—47-4

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Lennoxville will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act incorporating said village as a town, under the provisions of the cities and towns

l'empire des dispositions de la loi des cités et villes, avec dispositions spéciales relativement à ce qui suit :

L'époque de la tenue des premières élections générales; faire de la municipalité en un seul quartier le remplacement par le conseil des personnes cessant d'exercer les fonctions de maire et d'échevin, l'octroi du droit de vote aux corporations et personnes qui ont des arrérages de taxes; la manière de voter et l'endroit où voter; la construction et l'entretien d'aqueducs, avec droit d'imposer une taxe spéciale aux propriétaires de tous immeubles pour ouvrage s'y rapportant, ainsi que la manière de percevoir cette taxe; l'obligation pour les propriétaires de payer pour la distribution de l'eau par les tuyaux de rues; considérer les taxes d'eau et loyers d'hydromètres comme étant une créance privilégiée, tel que pour les cotisations, taxes et loyers dont le propriétaire sera redevable; contracter un emprunt de $75,000.00 pour travaux d'aqueducs, imposer à certaine propriété, exempté en vertu de l'article 5729, des taxes spéciales, et pour autres fins.

Daté, le 19 novembre 1919.

Les avocats de la corporation du village de Lennoxville.

FRASER, RUGG & MIGNAULT.

Sherbrooke, P.Q. 4467—47-4

Act, with special provisions relating to the following :

Time of holding of first general elections, division of the municipality into one ward; the replacing of vacancies in the offices of the mayor and aldermen by the council; the giving of the right to vote unto corporations and persons in arrears for taxes; the manner and place of voting; construction and maintenance of waterworks, including the right of impose a special tax on the owners of all immoveable property for construction in connection therewith, and the manner of collection of such tax, the owners and occupant shall pay for the distribution of water from the street mains; making water rates and meter rentals a privileged claim in the same nmaner as taxes, and for which the owner will be liable, providing for the borrowing of $75,000.00 for water-works, providing that certain property exempt under article 5729 shall pay special taxes, and for other purposes.

Dated, 19th November, 1919.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,

Solicitors for the corporation of the village of Lennoxville.

Sherbrooke, P. Q. 4468—47-4

ŒUVRE ET FABRIQUE DE SAINT-IRÉNÉE, MONTRÉAL

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Irénée, de Montréal, dit diocèse, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'il soit dérogé à la loi générale concernant les fabriques, en permettant à ladite fabrique d'emprunter, pour un terme de quarante (40) ans, une somme de cent vingt mille (120,000) piastres et de prélever, pour le remboursement dudit emprunt tant en capital qu'en intérêts, une cotisation ne devant pas excéder vingt ($0.20) centins par cent ($100) piastres, annuellement, sur les immeubles de ladite paroisse appartenant à des catholiques résidants ou non.

Pour les pétitionnaires :

Les procureurs,

4503—48-4 BASTIEN & LAMARRE.

ROMAN CATHOLIC PARISH OF SAINT IRENEE, MONTREAL.

Notice is hereby given that the rector and trustees for the Roman Catholic Parish and Fabrique of Saint-Irénée, in the diocese of Montreal, will present, at the next sitting of the Quebec Legislature, a petition to the effect that, notwithstanding the general law concerning parishes and churches, there be enacted a law authorizing them to borrow the sum of one hundred and twenty thousand ($120,000) dollars for a period of forty (40) years and to levy and raise, for the payment of capital and interests on said loan, an annual assessment not exceeding twenty ($0.20) cents per one hundred ($100.) dollars, on the lands and immoveable properties situated in the said parish and owned by Roman Catholics, whether residents or not.

BASTIEN & LAMARRE,

4504—48-4 Solicitors for the said petitioners.

Avis est par les présentes donné que Emile Galibert, manufacturier ; Gonzalve Desaulniers, avocat ; Paul Villard, médecin ; François de Martigny, médecin; André Brisset des Nos, médecin ; Paul Seurot, ingénieur civil ; J.-Arthur Beaudry, journaliste ; Joseph-Avila Bourcier, marchand ; Adolphe-L. Caron, manufacturier ; Arthur Decary, négociant ; Jules-A. Gallat, négociant ; Louis A. Herdt, ingénieur ; Raoul Vennat, négociant, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la prochaine Législature pour obtenir l'incorporatioy d'un hôpital intitulé : "Hôpital Français", dont le but est d'admettre les personnes malades de donner des avis médicaux et des médicaments aux indigents, de donner des secours aux personnes qui les demanderont à la suite d'accidents subis, et dans le but de demander d'autres privilèges qui ne sont pas incompatibles avec la présente demande.

Montréal, 18 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,

DESAULNIERS & DESAULNIERS.

4507—48-4

Notice is hereby given that Emile Galibert, manufacturer ; Gonzalve Desaulniers, advocate ; Paul Villard, physician, Francois de Martigny, physician ; André Brisset des Nos, physician;, Paul Seurot, civil engineer ; J. Arthur Beaudry, journalist ; Joseph Avila Bourcier, merchant ; Adolphe L. Caron, manufacturer ; Arthur Décary, trader ; Jules A. Gallat, trader ; Louis A. Herdt, engineer ; Raoul Vennat, trader, all of the city and district of Montreal, will apoly to the next Legislature in the purpose of obtaining hospital whose name will be "Hôpital Français", the purposes for which incorporation is sought by the petitioners are : to admit sick persons, to give medical advices and medicaments to poor people, to give assistance to injured people who will ask for it, and to demand other privileges which are not incompatible with the present petition.

Montreal, November 18th, 1919.

DESAULNIERS & DESAULNIERS,

4508—48-4 Attorneys for petitioners.

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en corporation de la "Compagnie de chemin de fer de colonisation de Québec", avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer à partir d'un point à ou près de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, dans une direction sud-ouest à un point sur le chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Maniwaki, dans le comté d'Ottawa, et passant à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Campbell, Kiamika, Dedley, Pope, Robertson, Bouthillier, Kensington, Cameron, Wabassee, Aumond, Egan, Maniwaki and Bouchette, et en partie à travers un territoire non organisé ; de là vers l'ouest dans la direction du Lac Expanse et du Lac des Quinze à un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscamingue, et passant à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Maniwaki, Egan et Bouchette, en partie à travers un territoire non organisé et en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Delbreuil, Devlin, Brodeur, Latulipe, Baby, Guigues, Gaboury, Laverlochère, Duhamel, Guay, Laperrière, Fabre, Bruchési, Shehyn et Mazenod, dans le comté de Pontiac, et de là dans une direction sud-est à travers les cantons de Tabaret, Mercier et Gendreau ; en outre, avec pouvoir de construire et exploiter un chemin de fer à partir d'un point à ou près de la rivière Coulonge, dans le comté de Pontiac, dans une direction nord à un point sur le chemin de fer National Transcontinental à ou près de Nottaway, et passant en partie à travers un territoire non organisé et en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Vauquelin, Tiblemont et Senneterre, et de là dans une direction nord passant en partie à travers les cantons ou quelques-uns des cantons de Senneterre, Dollard, Courville, Montgay, Brassier, Ducros, Lestres, Bartouille, Josselin, Laas, Tonnancour et partie à travers un territoire non organisé jusqu'à un point de la rivière Bell ou près d'icelle, au nord du Lac Shabogama, le tout avec les raccordements et embranchements nécessaires ; ledit chemin de fer devant être en tout ou en partie à vapeur ou à l'électricité ; d'autoriser ladite compagnie à acquérir et exploiter des vaisseaux et bateaux, et à acquérir et exploiter des forces hydrauliques et électriques, concessions forestières, droits de pêche, permis et brevets, scieries, fabriques de pulpe et papier, mines, minerais et produits tirés de l'argile, et d'exercer tous les commerces s'y rapportant, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 novembre 1919.

Les pocureurs desr requérants,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
4505—48-4 LORRAIN.

Avis public est par le présent donné que le révérend William MacMillan, le révérend Télesphore Roy et le révérend James F. Belford, tous de la ville de Richmond ; le révérend Galen H. Craik, du canton Melbourne, dans la province de Québec, membres du clergé ; Marcus-G. Crombie, bourgeois ; James Smillie, bourgeois ; Ernest L. Hall, marchand ; Albert S. Raimback, banquier ; George J. Alexander, agent d'assurances ; William J. Irwing, régistrateur ; Percy-C. Duboyce, notaire public ; Arthur V. Glassey, secrétaire-trésorier ; William E. McIver, maître-de-postes, tous de la ville de Richmond, dans la dite province ; Edward C. Atkinson, marchand, l'honorable Walter G. Mitchell, trésorier de la province ; Robert G. Dunbar, cultivateur, tous du canton Melbourne, dans ladite province ;

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a charter of incorporation of a company under the name of "Quebec Colonization Railway Company", with power to build and operate a railway line from a point at or near Mont-Laurier, in the county of Labelle, in a south westerly direction to a point on the Canadian Pacific Railway at or near Maniwaki, in the county of Ottawa, and running through the townships or any of the townships of Campbell, Kiamika, Dudley, Pope, Robertson, Bouthillier, Kensington, Cameron, Wabassee, Aumond, Egan, Maniwaki and Bouchette, or partly through unorganized territory ; thence from a point at or near Maniwaki and westerly in the direction of Lake Expanse and Lac des Quinze to a point on the Canadian Pacific Railway at or near Temiscaming, and partly running through the townships or any of the townships of Maniwaki, Egan and Bouchette, partly through unorganized territory and partly through the townships or any of the townships of Delbreuil, Devlin, Brodeur, Latulipe, Baby, Guigues, Gaboury, Laverlochère, Duhamel, Guay, Laperrière, Fabre, Bruchési, Shehyn and Mazenod, in the county of Pontiac, and thence in a south easterly direction through the townships of Tabaret, Mercier and Gendreau; and further to build and operate a railway line from a point at or near the Coulonge river, in the county of Pontiac, in a northerly direction to a point on the National Transcontinental Railway at or about Nottaway, partly running through unorganized territory and partly through the townships or any of the townships of Vauquelin, Tiblemont and Senneterre, and from the said point at or near Nottaway in a northerly direction, partly running through the townships or any of the townships of Senneterre, Dollard, Courville, Montgay, Brassier, Ducros, Lestres, Bartouille, Josselin, Laas, Tonnancour, and partly through unorganized territory to a point at or near the Bell River, north of Lake Shabogama, the whole with the necessary connecting lines and branches ; such railway lines to be operated wholly or partly by steam or electricity ; to authorize such company to own and operate ships and boats ; to acquire, develop and operate water and electric powers, timber limits, fishing rights, licenses and patents, saw mills, pulp and paper milles, mines, ores and clay products, and to carry on all trades and businesses in connection therewith, and for other objects.

Montreal, 21st November, 1919.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,
4506—48-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given, that the reverend William MacMillan, Reverend Telesphore Roy and the Revered James F. Belford, all of the town of Richmond, and the reverend Galen-H. Craik of the township of Melbourne, in the Province of Quebec, clergymen ; Marcus-G. Crombie, gentleman ; James Smillie, gentleman ; Ernest L. Hall ; merchant, Albert S. Raimbach, banker ; George J. Alexander, insurance agent ; William J. Ewing registrar ; Percy C. Duboyce, notary public ; Arthur V. Glassey, secretary-treasurer ; William E. McIver, post master, all of the town of Richmond, in said Province ; Edward C. Atkinson, merchant ; Honourable Walter G. Mitchell, Provincial Treasurer; Robert G. Dunbar, farmer, all of the township of Melbourne, in said province ; Thomas Torrance, lumber manufac-

Thomas Torrance, manufacturier de bois, du canton Melbourne ; Stephen Smith, cultivateur, du canton cleveland ; et Theodore Tanner, comptable, de la ville de Richmond, solliciteront l'adoption d'une loi constituant en corporation eux-mêmes et les autres personnes qui s'associeront à eux plus tard, sous le nom de "The Wales Home", qui aura son siège social et opèrera dans ouprès du canton Melbourne, dans la province de Québec, aux fins de recevoir, prendre soin et entretenir les personnes âgées protestantes désirant être reçues, entretenues et traitées dans ledit asile, conformément aux prescriptions à être établies par les règlements de ladite corporation, pour aussi prendre soin des personnes qui pourront devenir malades durant leur séjour à l'asile, leur donner les soins et le traitement disponiales, avoir le droit de détenir et posséder des immeubles, ainsi que tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires à la réalisation de l'objet susmentionné.

Daté à Richmond, ce 18 novembre 1919.

Les avocats des requérants,
4521—48-4 WELLS, WHITE & LYNCH.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi concernant la succession de feu John Pratt" savoir : 1 Edouard VII, ch. 94, de la province de Québec et ses amendements, pour : autoriser les exécuteurs-testamentaires et administrateurs de la succession à payer une rente additionnelle à chacun des enfants du dit John Pratt en à avancer à chacun des petits enfants du dit feu John Pratt, et dans le cas de décès d'aucun d'eux à leurs descendants un montant additionnel sur leur part d'héritage et pour les autoriser à payer, à même la succession du dit feu John Pratt, les frais encourus par le procureur chargé de faire passer la présente loi.

Montréal, 20 novembre 1919.
Le procureur,
4509—48-4 ALFRED CINQ-MARS.

Avis est donné que Philéas Cantin, notaire, Albert Demers avocat, Henri Bray gérant, Eugène Tanguay, gérant, et Léon Casgrain, avocat, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour qu'ils soient incorporés sous le nom de "Le Soleil, limitée" avec outre les pouvoirs généralement accordés à une compagnie de publication et d'éditeurs, ceux d'exploiter des limites à bois et des pouvoirs d'eau, manufacturer le papier et acheter les propriétés et l'achalandage de l'entreprise commerciale actuellement exploitée par la compagnie de publication "Le Soleil", Limitée. et pour autres fins.

Québec, 22 novembre 1919.
Pour les requérants,
4527—48-4 PHILEAS CANTIN.

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN

Avis public est par les présentes donné que le curé et les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Augustin, dans la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une législation spéciale touchant les matières suivantes :

Constitution du curé et des marguillers en office et leurs successuers en corporation distincte, sous le nom de "Les Syndics de la paroisse de Saint-Augustin", avec pouvoirs usuels des

turer, of the township of Melbourne ; Stephen Smith, farmer, of the township of Cleveland ; and Theodore Tanner, accountant, of the town of Richmond, will apply for an act to incorporate them and others who may thereafter be associated with them, under the name of "The Wales Home", which will have its situation and carry on its work in or near the township of Mlbourne, in the Province of Quebec, to receive, care for and maintain old people who are Protestants and who are desirous of being admitted, maintained and cared for in said Home, in accordance with the regulations to be provided for by the by-laws of the said corporation, and the caring of such people as may fall sick while in the home and provide for them such nursing and care only as may be available, and to have the right to hold and posses real estate, with such other powers as may be necessary for the carrying out of the above mentioned object.

Dated at Richmond, this 18th day of November, 1919.
WELLS, WHITE & LYNCH,
4522—48-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the "Act respecting the estate of the late John Pratt" namely : 1 Edward VII, ch. 94, of the Province of Quebec and amendments thereto, to authorize the testamentary executors and administrators of the estate to pay an additional rent to each of the children of said John Pratt and to advance to each of the grand children of said late John Pratt, and in the event of the death of any of them to their descendants one additional amount out of their share of the estate and to authorize the payment, out of the funds of the estate of said late Johnd Pratt, of the costs incurred by the attorney charged with the passing of the present law.

Montreal, 20th November, 1919.
ALFRED CINQ MARS,
4510—48-4 Attorney.

Notice is hereby given that Philéas Cantin, notary, Albert Demers, advocate, Henri Bray, manager, Eugène Tanguay, manager, and Léon Casgrain, advocate, all of the city of Quebec, will apply to the Legislature at its next session for an act incorporating them under the name of "Le Soleil, Limitée", with besides the powers generally granted a publishing and editing company, the powers to deal in timber limits and water powers, manufacture of paper and take over as a going concern the enterprise of La Compagnie de Publication Le "Soleil", Limitée, and for other purposes.

Quebec, 22nd November, 1919.
PHILEAS CANTIN,
4528—48-4 For the petitioners.

PARISH OF SAINT-AUGUSTIN

Public notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Augustin, in the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for special legislation relating to the following matters :

The formation of the curé and churchwardens for the time being and their successors as a distinct corporation, under the name of "Les syndics de la paroisse de Saint-Augustin" with the ordi-

syndics ; pouvoir d'emprunter une somme n'excédant pas $200,000.00 ; modes d'emprunt à longue et à courte échéance et dispense de prélèvement de fonds d'amortissement pour emprunts temporaires (art. 4353 S. R. P. Q., 1909) ;prélèvement de cotisation pour les fins de l'emprunt et dérogation à l'article 4335 S. R. P. Q., 1909 ; substitution des curé et marguilliers aux syndics après reddition de compte finale.

Montréal, 21 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,

4529—48-4 BEIQUE & BEIQUE.

Avis est par les présentes donné que Mesdemoiselles Alice Martel, en religion sœur Marie-Jésus-Hostie, Corinne Boudreault, en religion Sœur Sainte-Agnès, Marie-Calixte Boily, en religion Sœur Marie de l'Eucharistie, Sara Brassard, en religion Sœur Marie-Salomé, Adélia Plourde, en religion Sœur Saint-Louis-de-Gonzague, toutes de la ville de Chicoutimi, s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir un bill intitulé "Loi constituant en corporation l'Orphelinat Apostolique de la Malbaie" laquelle corporation aura son siège social à la Malbaie, et dont le but sera de voir à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse; créer et maintenir de nouveaux orphelinats, en tous lieux, dans la province de Québec, et pour des fins d'éducation et d'instruction ; établir des métiers et des industries agricoles, ménagères ou autres, et en vendre les produits au profit de ces œuvres, avec le droit de posséder des meubles et immeubles pour les fins ci-haut mentionnées et les autres pouvoirs nécessaires au maintien et au développement de leur établissement.

Québec, 20 novembre 1919.

Les procureurs des requérants,

4541—48-4 DEMERS & DEMERS.

Avis public est, par les présentes, donné que les soussignés s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale dérogeant aux règles de la prescription décrétée par la charte de Montréal, et par toute autre loi, dans le cas du changement de niveau des rues dans le quadrilatère formé par les rues Hochelaga, Nolan, Désery et Valois, et pour autres fins.

Montréal, 25 novembre 1919.

Les exécuteurs testamentaires,
Succession J. BARSALOU,
HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU,

4543—48-4 C. BOURDON.

Théode Bussière, cultivateur ; Charles Laganière, cultivateur ; Alfred Villeneuve, cultivateur ; Bruno Fraser, marchand, et Joseph-S.-N. Turcotte, notaire, tous de Normandin, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie ferroviaire sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin", pour construire, exploiter une voie ferrée à travers ou près les cantons Roberval, Ashuapmouchouan, Demeules, Dufferin, Normandin, Girard, Albanel, Racine Dolbeau jusqu'à Péribonka, et de là se dirigeant vers le sud-est jusqu'à la rivière Saguenay à Saint-Fulgence ou près de cet endroit, à eau profonde, et demanderont aussi tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de ces fins.

Roberval, 24 novembre 1919.

Le procureur des requérants,

4571—48-4 ARMAND BOILY, avocat.

---

nary powers of trustees ; power to borrow a sum not exceeding $200,000.00 ; mode of borrowing for long and short terms and dispensation from raising a sinking fund in case of temporary loans (art. 4353 R. S. P. Q., 1909) ; act of assessment for the purposes of the loan and derogation to article 4335 R. S. P. Q. 1909 ; substitution of the curé and churchwardens to the trustees after a final rendering of account.

Montreal, 21st Nobemver, 1919.

BEIQUE & BEIQUE,

4530—48-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that Alice Martel, in religion Sister Marie Jesus-Hostie, Corinne Boudreault, in religion Sister Saint-Agnès, Marie Calixte Boily, in religion Sister Marie de l'Eucharistie, Sarah Brassard, in religion Sister Marie Salomé, Adélia Plourde, in religion Sister Saint-Louis de Gonzague, all domiciled in the city of Chicoutimi, will pray the Legislative Assembly, at its next session, for the adoption of a law to constitute them in corporation under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", which corporation shall have its seat of business at La Malbaie, for the purpose to helping to the instruction and education of the youth, to create and maintain new orphanage, in every place, in the Province of Quebec, and for educational ends, establish and maintain agricultural industries and sell their products for the benefit of the poor, and with the right to own moveables and immoveables for the above purposes with other necessary powers for the maintenance and development of their establishment.

Quebec, 20th November, 1919.

DEMERS & DEMERS,

4542—48-4 Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law derogating to the rules of prescription enacted by the charter of the city of Montreal, or by any other law, in the case of alteration of level in the streets, in the quadrilateral formed by Hochelaga, Nolan, Desery and Valois streets, and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1919.

Estate J. BARSALOU,
HECTOR BARSALOU,
GERALD BARSALOU,
C. BOURDON,

4544—48-4 Testamentary executors.

Théode Bussière, farmer ; Charles Laganière, farmer ; Alfred Villeneuve, farmer ; Bruno Fraser, merchant, and Joseph S. N. Turcotte, notary, all of Normandin, are asking the Provincial Legislature, at its next session, for the adoption of a law to incorporate a railway company under the name of "La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin" to construct and operate a railway line across or near the townships Roberval, Ashuapmouchouan, Demeules, Dufferin, Normandin, Girard, Albanel, Racine and Dolbeau as far as Péribonka, and from there going towards the south-east direction as far as the Saguenay river, at Saint Fulgence or near that place, at deep water, and will also ask for all the necessary powers for the accomplishment of the above purposes.

Roberval, 24th November, 1919.

ARMAND BOILY, advocate,

4572—48-4 Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Jean-Baptiste Desrochers agent, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de constituer en corporation "Le Crédit International du Canada," avec les pouvoirs afférant aux compagnies de fidéicommis, et certains autres pouvoirs spéciaux.

Montréal, 25 novembre 1919.

4545—48-4 J.-B. DESROCHER.

Avis est par le présent donné que Daniel Prescott Mowry, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant son admission à la pratique de la chirurgie dentaire, lorsqu'il aura subi les examens requis.

Montréal, 25 novembre 1919.

Les avocats du requérant,

4547—48-4 ATWATER, SURVEYER & BOND.

Avis est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph, de Drummondville, une société de secours mutuels constituée par la loi 54 Victoria, chapitre 69, ayant son siège social dans la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour solliciter la passation d'une loi aux fins suivantes : accorder à ladite association de secours mutuels des pouvoirs plus étendus et mieux définis, et en particulier pour lui permettre d'accorder à ses membres des bénéfices en cas d'invalidité, une pension aux vieillards ; de payer des rentes viagères à ses membres ; d'assurer la vie des enfants de ses membres ; de permettre la constitution des assemblées générales des membres au moyen de délégués de ses cercles ou succursales ; d'accorder au conseil exécutif de la société des pouvoirs plus étendus dans l'intervalle des assemblées générales ; et en général de lui accorder tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre les fins pour lesquelles elle a été constituée.

L'avocat de la requérante,

4557—48-4 JOSEPH MARIER.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-Louise Quintal, épouse séparée de biens de Joseph-Edmond Dubé, de la cité de Montréal, et Marie-Rose-Anna Quintal épouse séparée de biens de Alphonse Pallascio résidant à Paris, France, toutes deux grevées de substitution en vertu du testament de feu Narcisse Quintal, et Alphonse Content, architecte de la cité de Montréal, curateur à la dite substitution, feront application à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant Marie-Rose-Anna Quintal et le curateur à la substitution à contracter des emprunts sur certains immeubles faisant partie de la part de la succession dont elle est grevée, et de plus autorisant Marie-Rose-Anna Quintal et Marie-Louise Quintal et le curateur à la substitution à vendre et disposer des immeubles à elles échus comme grevées de substitution de la succession de feu Narcisse Quintal.

Montréal, 26 novembre 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY

4577—48-4 & LORRAIN.

Avis est par les présentes donné que Jean-Baptiste Brouillette, bourgeois, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi obligeant la cité de Montréal à acquérir de lui certains lots dont il est propriétaire dans les

Public notice is hereby given that Jean-Baptiste Desrochers, agent, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of incorporating the "International Trust of Canada" with the powers appertaining to trust companies, and with other special powers.

Montreal, 25th November, 1919.

4546—48-4 J. B. DESROCHERS.

Notice is hereby given that Daniel Prescott Mowry, of the city of Montreal, doctor of Dental Surgery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sesssion, for an act authorizing his admission to the practice of dentistry, after passing the required examinations.

Montreal, 25th November, 1919.

ATWATER, SURVEYER & BOND,

4548—48-4 Solicitors for applicant.

Notice is hereby given that L'Union Saint-Joseph, de Drummondville, a mutual benefit association incorporated by the act 54 Victoria, chap. 69, having its head office in the town of Drummondville, district of Arthabaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the following matters : to grant to the said mutual benefit association more extended and better defined powers and particularly to enable it to grant to its members benefits in case of invalidity, old age pensions ; to pay annuities to its members ; to insure the life of the children of its members ; to provide for the constitution of general meetings of its members by means of delegates of its branches ; to grant to the Executive of the association more extensive powers between to general meetings and generally to grant it all the necessary powers for the attainment of the purposes for which it is incorporated.

JOSEPH MARIER,

4558—48-4 Attorney for applicant.

Notice is hereby given that Dame Marie Louise Quintal, wife separate as to property of Joseph Edmond Dubé, of the city of Montreal, and Marie Rose Anna Quintal, wife separate as to property of Alphonse Pallascio, residing at Paris, France, both institutes under the will of the late Narcisse Quintal and Alphonse Content, architect, of the city of Montreal, curator for the said substitution, will apply to the législature, at its next session for the passing of a bill, authorizing Marie Rose Anna Quintal, and the curator for the substitution to borrow monies upon certain immoveables being part of the part of the estate for which she is an institute, and moreover authorizing Marie-Rose Anna Quintal and Marie Louise Quintal and the curator for the substitution to sell, alienate and otherwise dispose of the immoveables belonging to them as institutes under the will of the late Narcisse Quintal.

Montreal, 26th November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY

4578—48-4 & LORRAIN.

Public notice is hereby given by Jean Baptiste Brouillette gentleman, of the city and district of Montreal, that he will address himself to the Quebec Legislature, at its next session, to demand the passing of a law obliging the city of Montreal to buy from him at a price of $15,000.00 certain

limites de la cité, au prix de $15,000.00 et qu'il prendra avantage du fait que la cité de Montréal demandera des amendements à sa charte pour proposer un amendement à la dite charte dans le même sens.

Montréal, 24 novembre 1919.

Le procureur du pétitionnaire,

4579—48-4 H.-A. BEIQUE.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lévis demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit adoptée, amendant sa charte, 6 Edouard VII, chapitre 49, et amendements, ainsi que certains amendements à la "loi des cités et villes" concernant ladite cité de Lévis, aux fins suivantes :

Pour la construction d'un poste de police et de pompiers dans le quartier Notre-Dame au lieu du quartier Villemay ; pour appliquer à la construction dudit poste dans le quartier Notre-Dame, une somme de $8,000.00 destinées à la construction du poste dans le quartier Villemay ; pour être autorisé à emprunter sur règlement du conseil une somme de $27,000.00 pour parfaire le prix de construction dudit poste dans le quartier Notre-Dame ; pour augmenter la limite des emprunts temporaires qui peuvent être effectués par le conseil chaque année ; pour pourvoir à certaines omissions qui peuvent être faites au rôle d'évaluation ; et pour autoriser le conseil à appliquer les produits de vente d'immeubles à certaines fins.

Avis est aussi donné par les présentes que lors de la prise en considération de la demande ci-dessus, par le comité des bills privés de l'Assemblée-législative, des amendements seront proposés par ladite cité à l'effet de délimiter certaines parties de la cité, spécialement les côtes Patton et Dawson, et à l'effet de changer le mode actuel de confection du rôle d'évaluation, de porter les plaintes audit rôle, et amendant généralement pour ladite cité les articles de la "loi des cités et villes" qui concerne les estimateurs et le rôle d'évaluation.

Lévis, 27 novembre 1919.

Le procureur de la cité de Lévis,

4603—48-4 ALPHONSE BERNIER

Avis est par le présent donné au public par Messieurs Price Brothers & Company Limited, "The Saguenay Land Company", sir William Price, négociant, J. Leonard Apedaile, gérant, Henry Edward Price, négociant; Arthur-John Price, négociant; John-H. Price, négociant, et George-H. Thomson, négociant, tous de la cité de Québec, qu'ils solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Saguenay, dans un certain territoire faisant partie de la paroisse de Chicoutimi, en vertu des dispositions de la "loi des cités et villes", articles 5256 à 5884, inclus, des Statuts refondus de 1909, amendant les dispositions de la "loi des cités et villes" qui s'y appliqueront, et disposant ainsi qu'il suit en faveur de ladite ville, à savoir :

a. Aptitude des non-résidents à exercer les fonctions de maire et d'échevin ;

b. Prolongation à cinq (5) ans du terme d'office du maire et des échevins ;

c. Election par le conseil d'un administrateur des affaires de la ville, et définition de ses pouvoirs ;

d. Tenue d'une première élection générale pour le maire et les échevins, choix de la date à laquelle et de l'endroit où elle aura lieu, qualifications des électeurs à cette première élection générale ;

lots of land, his property, and situate within the limits of the city ; and that he will take advantage of the fact that the city will demand certain amendments to its charter to introduce an amendment in the same sense, to said charter.

Montreal, 24th November, 1919.

H. A. BEIQUE,

4580—48-4 Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 6 Ed. VII, ch. 49, and amendements, and certain articles of the "cities and town act", as regards said city of Levis, viz : For the construction of a fire and police station in Notre-Dame ward instead of Villemay ward : to apply for the construction of said station in Notre Dame ward a sum of $8,000.00 intented for the construction of said station in Villemay ward ; to be authorized to borrow a sum of $27,000.00 to complete the cost of construction of said station in Notre-Dame ward ; to increase the limit of temporary loans which may be made by the Council each year ; to provide for certain omissions in the assessment roll ; and to authorize the Council to apply to certain ends the proceeds of sale of immoveables ;

Notice is also given that at the time of taking of consideration of the above application, by the private bills committee of the Legislative Assembly, amendments will be proposed by said city in order to settle the limits of certain parts of the city, specially Patton and Dawson hills, and in order to change the actual mode of confection of the assessment roll, to carry complaints against said roll, and amending generally for said city the "cities and towns act" concerning the assessors and the assessment roll.

Levis, 27th November, 1919.

ALPHONSE BERNIER,

4604—48-4 Solicitor for city of Levis.

Public notice is hereby given, on behalf of Messrs. Price Brothers & Company, Limited ; "The Saguenay Land Company"; Sir William Price, merchant; J. Leonard Apedaile, manager ; Henry Edward Price, merchant ; Arthur John Price, merchant ; John H. Price, merchant, and George H. Thomson, merchant, all of the city of Quebec, that they will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act to incorporate the town of Saguenay, in a certain territory, forming part of the parish of Chicoutimi, under the provisions of the "Cities and Towns' Act", articles 5256 to 5884, inclusive, of the Revised Statutes, 1909, and to amend the provisions of the "Cities and Towns' Act" applicable thereto, and to provide for said town, as follows, viz :

a. To allow non-residents to hold the office of mayor and aldermen ;

b. To extend to five (5) years the term of office of mayor and aldermen ;

c. To provide for the election by the council of a manager to administer the affairs of the town and to define his powers ;

d. To provide for the first general election of mayor and aldermen, the date thereof and the place where it shall take place, and the qualification of electors at such first general election ;

e. Octroi de la capacité d'électeur municipal à toute personne du sexe masculin, à une veuve, une fille majeure, un tuteur, administrateur, curateur à la personne ou aux biens, grevé de substitution et fiduciaire dont le nom apparaît sur le rôle d'évaluation en vigueur, soit comme propriétaire *bona fide* ou occupant de propriété dans la municipalité d'une valeur de $200. ou plus, ou d'un revenu annuel de $20. ou plus, la qualification d'un électeur municipal ;

f. Octroi à toute corporation possédant un immeuble dans les limites de la ville du droit de voter à aucune élection et sur aucun règlement ou aucune résolution qui pourrait être soumis à la considération des électeurs municipaux ;

g. Investir la ville du pouvoir de prélever, par règlement approuvé par les contribuables, de la manière ordinaire, au moyen de taxes directes, les deniers nécessaires à aucun objet de la compétence du conseil, sur toute propriété imposable, ou simplement sur la propriété immobilière imposable de la ville ;

h. Investir la ville du pouvoir d'imposer et percevoir, par règlement, une taxe annuelle sur tous les poteaux de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique ou de transmission de l'énergie, sis dans les rues et les places publiques, pourvu que cette taxe n'excède pas 0.25 sous l'an par poteau ;

i. Autorisation à la ville de contracter des emprunts temporaires,sur billets ou autres instruments négociables, à un taux n'excédant pas 6% l'an, et un montant de pas plus que $15,000.00 par simple résolution du conseil ;

j. Autorisation pour la ville de contracter des emprunts en offrant en garantie ses obligations ou débentures ;

Et autrement.

Québec, le 27 novembre 1919.

Pour les requérants,
PENTLAND, GRAVEL
& THOMSON.

4605—48-4

---

e. To give every male person, widow, spinster, tutor, administrator, curator to the person or property, institute under a substitution and trustee whose name is entered on the valuation roll in force, either as a *bona fide* owner or occupant of property in the municipality, of the assessed value of $200 or upwards, or of the annual value of $20 or upwards, the qualification of municipal elector ;

f. To give every corporation owing an immovable within the limits of the town, the right to vote at any election and upon any by-law or resolution which may be submitted to the vote of the municipal electors ;

g. To give power to the town to levy, by by-law approved by the rate-payers,in the usual way, by means of direct taxes, the monies needed for any object within the powers of the council, upon all taxable property, or merely upon the taxable immovable property in the town ;

h. To give the power to the town to impose and levy, by by-law, an annual tax on all telegraph, telephone, electric light or power poles in the streets and public places, provided such tax shall not exceed 25c. per annum per pole ;

i. To authorize the town to make temporary loans, by means of notes or other negotiable instruments, at a rate not exceeding 6% per annum, and for an amount not exceeding $15,000.00 on a simple resolution of the Council ;

j. To authorize the town to effect loans by giving its bonds or debentures as security ;

And for other purposes.

Quebec, 27th November, 1919.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,
For applicants.

4606—48-4

Avis public est donné que Dame Elodie Gauthier, des cité et district de Montréal, veuve de Louis-Herménégilde Hébert, en son vivant du même lieu, négociant en gros, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Magdeleine, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi augmentant sa rente mensuelle et viagère mentionnée au testament dudit feu Louis-Herménégilde Hébert, reçu devant Henri-P. Pepin et confrère, notaires, à Montréal, le 31 août 1907, et modifiant la loi 7 George V, chapitre 125, en augmentant la rente annuelle de ladite Magdeleine Hébert fixée par ladite loi, et pour d'autres fins.

Montréal, le 20 novembre 1919.

Les avocats de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN.

4607—48-4

Public notice is hereby given that Dame Elodie Gauthier, of the city and district of Montreal, widow of the late Louis Herménégilde Hébert, in his lifetime of the same place, wholesale merchant, as well personally as in her quality of tutrix to her minor daughter Magdeleine, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act increasing the life rent granted to her in virtue of the last will and testament of the said late Louis Herménégilde Hébert, made before Henri P. Pepin and colleague, notaries, at Montreal, on the 31st August 1907, and further amending the act 7, George V, chapter 125, by increasing the annuity of the said Magdeleine Hébert determined in such act, and for other purposes.

Montreal, 20th November, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY
& LORRAIN,
Attorneys for applicant.

4608—48-4

Dominion Corset Company, corporation ayant le siège de ses affaires à Québec, donne avis par les présentes qu'elle présentera un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'autoriser à augmenter son capital-actions, faire une nouvelle répartition de ses actions et autres pouvoirs.

Québec, 28 novembre 1919.

DOMINION CORSET COMPANY.

4609—48-4

Notice is hereby given that Dominion Corset Company will apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing said company to increase its capital stock and provide for a new allotment for other purposes.

Quebec, 28th November, 1919.

DOMINION CORSET COMPANY.

4610—48-4

Avis est par le présent donné que Carl Busch Thorne, de Hawkesbury, dans la province d'Ontario, ingénieur civil ; William Laird Ketchen, gérant ; Allan Keay Grimmer, ingénieur de la ville ; Hilaire-Emile Daoust, bourgeois, et Sven Arvid Salmonson, surintendant, tous résidant dans le canton non-organisé de Gendreau, dans le comté de Témiscamingue, dans la province de Québec, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant en corporation la "Kipawa Housing Company", aux fins générales de construire des maisons d'habitation, dans ledit territoire, pour les ouvriers et autres citoyens, s'assurer que les valeurs foncières resteront à un niveau équitable et ne constitueront pas un fardeau pour la communauté, et, pour ladite compagnie, pourvoir, amender les dispositions de la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, des lois de construction d'habitations de 1919 et 1914, ainsi que de la loi générale y applicable, de la manière suivante :

(*a*) fixer le capital autorisé à $200,000, le faire augmenter ou changer le nom de la compagnie par lettres-patentes émises en vertu de la loi des compagnies ;

(*b*) fixer le nombre des directeurs, le quorum d'iceux, avec faculté de les changer ;

(*c*) limiter les dividendes ou les profits de la compagnie aussi longtemps qu'elle n'aura pas satisfait à toutes ses obligations en vertu des lois d'habitations ;

(*d*) donner à la compagnie le pouvoir de (1) acquérir, détenir, développer, utiliser, vendre et grever des terrains ; (2) acquérir, construire et exploiter des résidences, hôtels, fabriques, bureaux, hôpitaux ainsi que d'autres établissements et bâtisses ; (3) d'acheter, détenir des actions et valeurs dans d'autres compagnies, d'en disposer, de payer icelles ainsi qu'aucuns terrains, aucunes bâtisses ou propriétés avec des actions ou valeurs de la présente compagnie ; (4) de placer les deniers de la compagnie sur des actions, obligations ou autrement ; (5) de faire, dans les contrats, des stipulations par lesquelles la compagnie peut défendre, restreindre et contrôler la cession, l'aliénation ou l'usage d'aucune propriété vendue ou louée ; (6) de vendre, louer ou disposer d'immeubles en faveur des personnes ou catégories de personnes que la compagnie jugera à propos ; (7) de racheter la totalité ou aucune partie de ses actions émises en payant la valeur au pair, avec ou sans prime sur icelles ; (8) de se prévaloir des prêts consentis en vertu des lois de construction d'habitations et, nonobstant la loi de construction d'habitations de 1914, vendre les maisons et structures construites avec les deniers ainsi empruntés, se faire exempter de l'obligation relative à la dissolution et de certaines autres obligations y pourvues.

Montréal, 27 novembre 1919.

Les avocats des requérants,
WELDON & HARRIS.

4617—49-4

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature, by Carl Busch Thorne, of Hawkesbury, in the Province of Ontario, technical engineer ; William Laird Ketchen, manager ; Allan Keay Grimmer, town engineer ; Hilaire Emile Daoust, gentleman, and Sven Arvid Salmonson, superintendent, all residing in the unorganized township of Gendreau, in the county of Temiscamingue, in the Province of Quebec, for the passing of an act to incorporate "Kipawa Housing Company", for the general purpose of providing homes in said territory for workingmen and other citizens, and to ensure that land values shall remain on a fair basis and not constitute a burden on the community, and to provide for said company and to amend the provisions of the joint stock companies' general clauses act and the 1914 and 1919 housing acts and the general law applicable thereto as follows :

(*a*) fixing the authorized capital at $200,000, and providing for increasing capital or changing name by letters patent under the Companies' Act ;

(*b*) fixing the number and quorum of directors, with power to change the same ;

(*c*) limiting the company's dividends or profits as long as it has not discharged all its obligations under the Housing Acts ;

(*d*) empowering the company, (1) to acquire, hold and develop, use, sell and hypothecate lands ; (2) to acquire, construct and operate dwellings, hotels, factories, offices, hospitals and other establishments and buildings ; (3) to buy, hold and dispose of shares and securities in other companies, and pay for the same and for any lands, buildings and properties with shares or securities of this company; (4) to invest the company's money in shares, securities or otherwise ; (5) to make stipulations in contracts whereby the company may prohibit, restrict and control the transfer, alienation or use of any property sold or lease ; (6) to sell, lease or dispose of real estate only to such persons or classes of persons as the company may deem advisable ; (7) to redeem all or part of its outstanding shares on paying the per value, with or without a premium thereon ; (8) to avail itself of the loans provided for under the Housing Acts and, notwithstanding the 1914 Housing Act, to sell houses and works constructed with the monies so borrowed, and to be exempt from the liability to dissolution and certain other restrictions therein provided.

Montreal, 27th November, 1919.

WELDON & HARRIS,
Solicitors for applicants.

4618—49-4

Avis est par les présentes donné que la compagnie La Prévoyance (The Prevident), avant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi augmentant ses pouvoirs de manière à ce qu'elle puisse faire toutes les opérations d'assurance et de réassurance contre le feu et ses conséquences.

Montréal, 19 novembre 1919.

Le procureur de la pétitionnaire,
PAUL-E. LANCTOT.

4619—49-4

Notice is hereby given that the company The Provident (La Prévoyance), having its head office in the city oand district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to increase its powers so as to do all kinds of business of insurance and re-insurance against fire and the consequences thereof.

Montreal, 19th November, 1919.

PAUL E. LANCTOT,
Attorney for the petitionner.

4620—49-4

Québec, 2 décembre 1919.

AMENDEMENTS A L'ACTE D'INCORPORATION DE LA CITE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, savoir : pour étendre le délai pour le remboursement de la taxe de l'eau; pour créer un fonds de pension et de retraite pour les membres de la police et de la brigade du feu; pour faire exempter de la taxe provinciale les vehicules-moteurs employés par la cité; pour réglementer la circulation des voitures dans les rues et places publiques; pour autoriser le recorder à tenir des enquêtes pour le remboursement, à la cité, des frais d'écoles de réforme, d'industrie, d'asiles d'aliénés; pour autoriser la cité à mettre un fonds d'amortissement de 1% pour les emprunts à courte échéance autorisés par 4 et 5 Georges V; pour se faire autoriser à fermer certaines rues et pouvoirs à cette fin; pour exempter de la taxe personnelle de $2 00, certaines personnes au-dessus de soixante ans; pour créer un bureau municipal de censure pour les cinémas de la cité, et pour autres fins.

H.-E. LAVIGUEUR,
Maire de Québec.

Par ordre,
H.-J.-J.-B. CHOUINARD,
4663—49–4 Greffier de la cité.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'adoption d'une loi amendant la loi constituant ladite ville en corporation, concernant les sujets suivants : obligations garanties par la ville ; acquisition de propriétés par expropriations ou de gré à gré ; autorisation pour un emprunt spécial et les conditions de cet emprunt et autres pouvoirs.

Pointe-aux-Trembles, 27 novembre 1919.

Le secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles.
4671—49–5 J.-C.-V. ROY.

Les soussignés, contribuables de la cité de Maisonneuve, donnent, par les présentes, avis qu'ils désirent greffer sur le bill de la cité de Montréal, qui sera présenté à la prochaine session de la Législature de Québec, un amendement au bill susdit pour faire réduire l'imposition foncière et être mis sur le pied d'égalité avec les autres contribuables de la cité de Montréal.

Et nous avons signé :

J.-H.-W. RENAUD,
OSCAR LALONDE,
NAP. HOULE,
M.-J.-D. DUFRESNE,
GEDFON DANIS,
REAL CLOUTIER,
J.-C. TAYLOR,
ALPHONSE GRATTON,
LOUIS BOIS,
OMER PELLETIER,
TREFFLE BLEAU,
4683—49–4 CHS-A. REEVES.

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) et la caisse de Remboursement, corporations légalement constituées ayant leur siège social en la cité de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa session commençant le 10 décembre 1919, d'a-

Quebec, 2nd December, 1919

AMENDMENTS TO THE CHARTER OF THE CITY OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter, namely : for extension of the delay for the refund of the water tax; for creating a pension fund for members of the police force and fire brigade; for exemption of the motor-vehicles employed by the city from the provincial tax; for regulation of the circulation of vehicles in the streets and public places; for authorizing the Recorder to held enquetes for the refund to the city of the costs of reformatory and industrial schools and insane asylums; for authorizing the city to establish a sinking fund of 1% for the short term loans authorized by 4 and 5 Georges V; for authorization to close certain streets and powers to such effect; for exemption from the personal tax of $2.00 of certain persons above sixty years of age; for creating a municipal board of censors for moving pictures in city, and for other purposes.

H. E. LAVIGUEUR,
Mayor.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
4664—49–4 City clerk.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of La Pointe-aux-Trembles, for the adoption of a law amending the law incorporating the said town, concerning the following subjects : bonds guaranteed by the town ; acquisition of properties by expropriations or by private contract ; authorization for a special loan and the conditions of this loan, and other powers.

Pointe-aux-Trembles, 27th November, 1919.

J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer of the town of
4672—49–5 Pointe-aux-Trembles.

The undersigned, ratepayers of the city of Maisonneuve, hereby give notice that they desire to add to the bill of the city of Montreal which will be presented at the next session of the Quebec Legislature, an amendment to the aforesaid bill to obtain a reduction of the real estate assessment and to be put on the same footing with the other ratepayers of the city of Montreal.

And we have signed :

J. H. W. RENAUD,
OSCAR LALONDE,
NAP. HOULE,
M. J. D. DUFRESNE,
GEDEON DANIS,
REAL CLOUTIER,
J. C. TAYLOR,
ALPHONSE GRATTON,
LOUIS BOIS,
OMER PELLETIER,
TREFFLE BLEAU,
4684—49–4 CHS A. REEVES.

Notice is hereby given that the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) and La caisse de Remboursement, corporations duly incorporated, having their head offices in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session beginning on the 10th December, 1919,

mender les différentes lois régissant ces dites corporations afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et spécialement aux fins suivantes : 1. Permettre au sociétaire inscrit dans les classes additionnelles autres que A et B ou de deuxième période de cesser ses paiements après avoir rempli toutes ses obligations comme membre de la caisse pendant cinq années consécutives ; 2. Déterminer de façon plus précise la part revenant à la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal à même les sommes payées par les sociétaires de la caisse ; 3. Obtenir le pouvoir de placer les fonds de la Caisse Nationale d'Economie sur bons ou obligations émis par les fabriques, les corporations scolaires ou les corporations de cités ou villes en cette province ; 4. Obtenir pour le Conseil de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le droit de modifier par règlement le maximum de la rente à laquelle le sociétaire de deuxième période pourra avoir droit ; 5. Déterminer de façon plus précise à quels héritiers la Caisse de Remboursement devra faire ses paiements ; 6. Déterminer de façon plus précise les droits de la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, lors du décès d'une personne détenant des actions relativement au Monument National ; 7. Obtenir pour le Conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le droit de créer une corporation subsidiaire sous le nom de "Société Nationale de Colonisation" et dont le siège social sera en la cité de Montreal.. Elle demandera pour cette corporation appelée "Société Nationale de Colonisation", créée en vue d'aider au peuplement et à la colonisation en cette province, les pouvoirs des corporations civiles et en plus ceux des sociétés d'agriculture, des syndicats coopératifs, le droit de devenir membre des caisses populaires, des sociétés ou syndicats coopératifs, le droit de créer un fonds spécial afin d'aider à la colonisation en cette province.

Montréal, 2 décembre 1919.

Les procureurs des requérantes,

4697—49-4 PERRAULT & RAYMOND.

Avis est par les présentes donné que requête sera faite à la prochaine session de la Législature au nom de la "Merchant's Bank of Canada", une corporation de banque ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, pour la passation d'une loi en vue d'amender la charte de la cité de Westmount, et en particulier l'acte 2 George V, chapitre 60, amendant ladite charte, en faisant disparaître toute restriction contre la commercialization d'une section de la rue Sherbrooke, dans ladite cité, et permettant au conseil d'accorder à la requérante la permission d'établir un édifice de banque au coin sud-ouest des rues Sherbrooke et avenue Metcalfe

Montréal, 3 décembre 1919. 4719—49-4

WELDON & HARRIS.

for amendments to the different laws governing the said corporations and to obtain more extended powers, specially for the following purposes : 1. To allow a member inscribed in the additional classes, other than classes A and B or second period class, to cease his payments after having fulfilled all his obligations as member of the caisse during five consecutive years ; 2. To determine in a more precise manner the share accruing to the Société Saint-Jean-Baptiste de Montreal, out of the sums paid by the members of the Caisse ; 3. To obtain the authorization to invest the funds of the Caisse Nationale d'Economie in bonds or debentures issued by fabriques, school corporations or corporations of cities or towns in this Province ; 4. To obtain for the Council of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, the right to modify by by-law the maximum of the rent to which a member of the second period class may be entitled to ; 5. To determine in a more precise manner to what heirs the Caisse de Remboursement shall make its payments ; 6. To determine in a more precise manner the rights of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, at the death of a person holding shares in connection with the Monument National ; 7. To obtain for the Council of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, the right to create a subsidiary corporation under the name of "Société Nationale de Colonisation" the head office of which will be in the city of Montreal. It shall ask for this corporation called "Société Nationale de Colonisation", created in view of assisting in the settlement and colonization of this Province, the powers of civil corporations together with those of agricultural societies, co-operative syndicates, the right to become member of co-operation people's banks co-operative societies and syndicates, the right to create a special fund so as help colonization in this Province

Montreal, 2nd December, 1919.

PERRAULT & RAYMOND,

4698—49-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature, on behalf of The Merchants' Bank of Canada, a banking corporation having its head office in the city and district of Montreal, for the passing of an act to amend the charter of the city of Westmount, and in particular the act 2 George V, chapter 60, amending said charter, by removing the restriction against the commercialization of a section of Sherbrooke street, in said city, and enabling the council to permit the applicant to establish banking premises on the south easterly corner of Sherbrooke street and Metcalfe avenue.

Montreal, 3rd December, 1919. 4720—49-4

WELDON & HARRIS,

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Montreal Diet Dispensary", de Montréal, a obtenu un permis et a été enregistré comme une société chartiable ayant pour objet de pourvoir à donner une nourriture approriée aux malades pauvres et à en prendre soin en toute manière, tel que mentionné dans la déclaration qui a été transmise au secrétaire provincial, conformément à la loi 62 Victoria, chapitre 32, paragraphe 2, le trentième jour de mars 1905.

Donné conformément aux dispositions de l'ar-

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Montreal Diet Dispensary, of Montreal", has been licensed and registered as a charitable association for the purpose of providing suitable nourishment for the sick and caring in various ways for the poor, as set forth in the declaration which was filed with the Provincial Secretary, pursuant to the act 62 Victoria, chapter 32, paragraph 2, on the 30th day of March, 1905.

Given pursuant to the provision of article

ticle 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4613—49-2

6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-seventh day of November, 1919.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4614—49-2

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant l'organisation du cercle agricole de la municipalité de Sawyerville.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise l'organisation d'un nouveau cercle agricole dans le comté de Compton, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité de Sawyerville", qui est maintenant constitué en corporation, le tout conformément à la loi des cercles agricoles (article 1859 et suivants).

Québec, le 2 décembre 1919.
Le sous-ministre de l'agriculture,
4661 J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

Public notice respecting the organization of the farmers' club of the municipality of Sawyerville.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorize the organization of a new farmers' club in the county of Compton, under the name of "Farmers' club of the municipality of Sawyerville", which is hereby incorporated, the whole pursuant to the law respecting farmers' clubs (article 1895 and following).

Quebec, 2nd December, 1919.
J. ANTONIO GRENIER,
4662 Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3414. Dame Agnès Bélanger, épouse commune en biens de Delphis Caron, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Delphis Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1919.

Montréal, 1er décembre 1919.
Les avocats de la demanderesse,
LETOURNEAU, BEAULIEU, MARIN & MERCIER.
4623—49-5

Cour supérieure pour le district de Montréal, province de Québec, No 1419. Dame Alma Thesserault, épouse commune en biens de Alphonse Amiot, électricien, de la ville de Lachine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Alphonse Amiot, électricien, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 21 novembre 1919.
L'avocat de la demanderesse,
4499—48-5 CHAS-AUG.-H. BERTRAND.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 608. Dame Maria Jolicœur, du village de Labelle, dans le district de Montcalm, femme commune en biens d'Arthur Nantel, vétérinaire, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Arthur Nantel, dudit village de Labelle, dans le district de Montcalm, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le dix-huitième jour d'octobre 1919.

Mont-Laurier, 21 octobre 1919.
Les avocats de la demanderesse,
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.
4133—45-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3414. Dame Agnès Bélanger, wife common as to property of Delphis Caron, both of the city and district of Montreal, and duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs Delphis Caron, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the tenth day of November, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.
LETOURNEAU, BEAULIEU, MARIN & MERCIER,
4624—49-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court for the district of Montreal, Province of Quebec, No. 1419. Dame Alma Thesserault, wife common as to property of Alphonse Amiot, electrician, of the city of Lachine, district of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs the said Alphonse Amiot, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, to-day, against the defendant.

Montreal, 21st November, 1919.
CHAS AUG. H. BERTRAND,
4500—48-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 608. Dame Maria Jolicœur, of the village of Labelle, in the district of Montcalm, wife common as to property of Arthur Nantel, veterinary surgeon, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Arthur Nantel, of the said village of Labelle, district of Montcalm, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the eighteenth day of October, 1919.

Mont-Laurier, 21st October, 1919.
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
4134—45-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2404. Adrienne-Alice Genicot, de Montréal, épouse de Paul-Camille Mauborgne, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Paul-Camille Mauborgne, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 3 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

4563—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Quebec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4318. Françoise Arnaud, de Montréal, épouse de Albert-Elie Faustin, dûment autorisée à ester en justice ; demanderesse ; vs Albert-Elie Faustin, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 3 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

4565—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3397. Anna Perreault, de Montréal, épouse de Georges Baillargeon, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Georges Baillargeon, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 7 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

4567—48-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 333. Dame Arzélie Bernard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Robitaille, du même lieu, comptable, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes en vertu d'un jugement de cette Honorable Cour, demanderesse; vs ledit Louis Robitaille, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, le 14 novembre 1919.

Les avocats de la demanderesse,

4327—47-5 BROSSARD & PEPIN.

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2543.

Dame Louise Gauthier, épouse commune en biens de Charles Tremblay, journalier, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Charles Tremblay, journalier, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

Québec, 11 novembre 1919.

F.TZPATRICK, DUPRE & GAGNON.

4257—46-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1275. Dame Delphine Clermont, épouse commune en biens de Ftienne-Alcide Goyette, agent financier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; et ledit Etienne-Alcide Goyette, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30ième jour d'octobre 1919.

Montréal 30 octobre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

4131—45-5 VALLEE & GENEST.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2404. Adrienne Alice Genicot, of Montreal, wife of Paul Camille Mauborgne, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Paul Camille Mauborgne, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 3rd November, 1919.

MASSON & BILLETTE,

4564—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4318. Françoise Arnaud, of Montreal, wife of Albert Elie Faustin, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Albert Elie Faustin, of Montreal defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 3rd November, 1919.

MASSON & BILLETTE,

4566—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3397. Arma Perreault, of Montreal, wife of Georges Baillargeon, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Georges Baillargeon, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 7th November, 1919.

MASSON & BILLETTE,

4568—48-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 333. Dame Arzélie Bernard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Robitaille, of the same place, accountant, and duly authorized by this Honourable Court for the purposes herein, plaintiff ; vs the said Louis Robitaille, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Montreal, November 14th, 1919.

BROSSARD & PEPIN,

4328—47-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. No. 2543.

Dame Louise Gauthier, wife common as to property of Charles Tremblay, laborer, of Saint-Malachie, county of Dorchester, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Charles Tremblay, laborer, of Saint Malachie, county of Dorchester, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the eleventh day of November. 1919.

Quebec, 11th November, 1919.

Attorneys for plaintiff.

FITZPATRICK, DUPRE & GAGNON,

4258—46-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1275. Dame Delphine Clermont, wife common as to property of Etienne Alcide Goyette, financial agent of the city and district of Montreal, and duly authorized to these presents, plaintiff ; and the said Etienne Alcide Goyette, of the said city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 30th day of October, 1919.

Montreal, 30th October, 1919.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST.

4132—45-5 Attorneys for plaintiff.

Cour supérieure. Arthabaska, No 305. Marie-Jeanne Lacourse, de Saint-Albert-de-Warwick, épouse de Alexandre Baril, cultivateur, de Saint-Albert-de-Warwick ; vs ledit Alexandre Baril.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 octobre 1919.

Arthabaska, le 10 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
LALIBERTE & MARCHAND. 4255—46-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 4162. Dame Béatrice Harte, épouse commune en biens de William Weller, maître-boulanger, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, ce 27ième jour d'octobre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
PATTERSON & CAUMARTIN,
4121—45-5

Superior Court. Arthabaska, No. 305. Marie Jeanne Lacourse, of Saint-Albert of Warwick, wife of Alexandre Baril, farmer, of Saint-Albert of Warwick ; vs the said Alexandre Baril.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 29th October, 1919.

Arthabaska, 10th November, 1919.

Attorneys for plaintiff.
LALIBERTE & MARCHAND, 4256—46-5

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No. 4162. Dame Béatrice Harte, wife common as to property of William Weller, master baker, of Montreal, instituted an action in separation as to property against her husband, this 27th October, 1919.

PATTERSON & CAUMARTIN,
4122—45-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4929. Dame Eva McKeown, demanderesse ; vs Edward Fitzgerald, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le 25 novembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT & DAVID.
Montréal, 1er décembre 1919. 4621—49-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4929. Dame Eva McKeown, plaintiff ; vs Edward Fitzgerald, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property has been issued in this cause against the defendant, on the twenty-fifth day of November, 1919.

ELLIOTT & DAVID,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 1st December, 1919. 4622—49-5

Assemblée

Province de Québec, district de Trois-Rivières. *In re :* l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières en liquidation sous l'empire des articles 7063 et suivants des S.R. de Q.).

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, tenue à Trois-Rivières le 18 août 1919, et par résolution y adoptée et dûment confirmé le 19 août 1919, par un jugement de la Cour supérieure, district des Trois-Rivières, le soussigné a été nommé liquidateur de l'Union St-Joseph des Trois-Rivières, sous l'empire des dispositions de la loi des Assurances de Québec, art. 7063 et suivants des Statuts refondus de Québec.

Toutes réclamations contre ladite société devront m'être transmises dans les trente jours de la publication du présent avis à mon adresse ci-dessous.

CHS DUQUETTE,
395 Ave Viger, Montréal, P.Q.
2 décembre 1919. 4669—49-2

Meeting

Province of Quebec, District of Three Rivers. *In re :* l'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières, (in liquidation under art. 7063 and seq. R.S. of Q).

Notice is hereby given that at a general special meeting of the members of "L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières" held at Three Rivers on 18th August, 1919, and by resolution there at adopted and duly confirmed the 19th August, 1919, by judgment of Superior Court, district of Three Rivers, the undersigned was appointed liquidator of the said society "L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières", under the provisions of the Quebec Insurance law art. 7063 and following of the R. S. of Q.

All claims against the said society are hereby called to be fyled with the undersigned liquidator at his address hereinafter given within tairty days of the publication of the present notice.

CHS DUQUETTE,
395 Viger Ave, Montreal, P.Q.
2nd December, 1919. 4670—49-2

Avis divers

Canada, province de Québec, village de Bagotville.

Avis public est par les présentes donné qu'à une session spéciale du Conseil du village de Bagotville, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions du dit conseil, le quizième jour de

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, village of Bagotville.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the Council of the village of Bagotville, held at the customary place and time of the sittings of said Council, on the fifteenth day of

novembre 1919, le Conseil du dit village de Bagotville, a ordonné statué et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de Bagotville (devise du sceau, *In mari via tuae*), laquelle ville sera comprise, d'après le cadastre officiel du village actuel de Bagotville, dans les bornes suivantes, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir : "Vers le nord par le lot numéro 14 du rang de l'Anse-à-Philippe du canton de Bagot ; vers le nord-ouest par le lot numéro I du premier rang nord-est, et le lot numéro I du premief rang sud-ouest du dit canton ; vers l'ouest par le lot numéro 5 du quatrième rang du même canton ; vers le sud par la Rivière à Mars ; vers l'est par la Baie des Ha ! Ha !, comprenant aussi toutes les îles de la Rivière à Mars situées à l'est du dit lot numéro 5 du quatrième rang, couvrant une étendue d'environ sept cents acres.

Fait et signé à Bagotville, ce quizième jour de novembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,
4355—47-4 LOUIS-PH. CHAYER.

November, 1919, the council of said village of Bagotville has ordered, enacted and decreed the erection of its territory into a town municipality, under the cities and towns' act, under the name of Bagotville (seal motto, *In mari via tuae*) which town shall be comprised, according to the official cadastre of the present village of Bagotville, within the following limits, namely :

All the territory bounded as follows, to wit : "Towards the north by the lot number 14 of the range of l'Anse-à-Philippe of the township of Bagot ; towards the northwest by the lot number 1 of the first northeast range, and the lot number 1 of the first southwest range of said township ; towards the west by the lot number 5 of the fourth range of same township ; towards the south by the River à Mars ; towards the east by Ha ! Ha ! Bay, comprising also all the islands of river à Mars situated to the east of said lot number 5 of the fourth range, covering an area of about seven hundred acres.

Made and signed at Bagotville, this fifteenth day of November, 1919.

LOUIS PH. CHAYER,
4356—47-4 Secretary treasurer.

En vertu de la loi des liquidations et de ses amendements :

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 34, Cour supérieure.

Dans l'affaire de "Roxton Falls Manufacturing Company, Limited", en liquidation, et Félix Roméo Paquet et Joseph-Omer Bonnier, liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé, chez F.-R. Paquet et J.-O. Bonnier, liquidateurs de la dite compagnie en liquidation, à leurs bureaux, 120 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente, passé devant J.-E. Beauchamp, notaire public, le vingt et unième jour de novembre mil neuf cent dix-neuf, de la part de "Roxton Falls Manufacturing Co, Limited", en liquidation à J.-A. Desmarteau, manufacturier de Roxton-South, dans lequel acte de vente la propriété transportée est décrite comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-quatre (154) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Roxton-Falls —avec les bâtisses dessus construites, et les machineries contenues dans les bâtisses.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez les liquidateurs, à leurs bureaux à Montréal.

Que la propriété ci-haut décrite a été détenue et possédée par la "Roxton Falls Manufacturing Company, Limited", depuis le 1er mars 1916 par J.-Oscar Fauteux, du 17 novembre 1915 au 1er mars 1916 ; par la corporation de la municipalité de Roxton Falls, du 29 juillet 1914 au 17 novembre 1915 et antérieurement à la "Poirier Casket & Chair Company".

Que les dits acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de

Under the Winding-up act and its amendments.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 34.

In the matter of Roxton Falls Manufacturing Company, Limited, in liquidation and Felix Romeo Paquet and Joseph Omer Bonnier, liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited with F. R. Paquet and J. O. Bonnier, liquidators of the said company in liquidation, at their office 120 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before J. E. Beauchamp, notary public, on the twenty first day of November nineteen hundred and nineteen from Roxton Falls Manufacturing Co, Ltd, in liquidation to J. A. Desmarteau, manufacturer of South Roxton, in which deed of sale the property conveyed is described as follows, to wit :

A lot of land bearing number one hunded and fifty four (154) of the official plan and book of references of the village of Roxton Falls-with the buildings thereon erected and the machineries contained therein, the whole as it stands.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their offices in Montreal.

That the immoveable property described above has been owned and possessed by the Roxton Falls Manufacturing Co, Ltd, since the first of March 1916, by J. Oscar Fauteux, from November 17th, 1915, to March 1st, 1916, by the Corporationof the village of Roxton Falls, from July the 29th, 1914 to November 17th 1915, and previously to the Poirier Casket & Chair Company.

That the said deed of sale from the Roxton Falls Manufacturing Company Limited, in liquidation and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheri's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province

Québec, ce vingt et unième jour de novembre mil neuf cent dix-neuf.

Les liquidateurs,
F.-R. PAQUET,
J.-O. BONNIER.

4415—47-5

Province de Québec, district de Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Avis public est par le présent donné par George M. Beach, cultivateur, William E. Vail, cultivateur, et George E. Ford, cultivateur, tous du canton de Dunham, dans le district de Bedford ; et Edmund A. Fitchett, marchand, Walter-J. Bell, commerçant, les deux du village de Cowansville, dit district, que, après deux mois du présent avis, ils demanderont au lieutenant-gouverneur l'adoption d'un arrêté ministériel ratifiant l'acte de vente à eux fait du lot 323 des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Dunham, mesurant un demi acre en superficie, et de coin nord-est du lot 322 dudit canton de Dunham, mesurant un demi acre de superficie, que les parties susnommées acquièrent pour former une compagnie de cimetière, en vertu des dispositions des articles 6821 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, à être connue et désignée sous le nom de "Vail Neighborhood Cemetery Company", par acte de vente passé à Cowansville susdit, le 18 septembre 1919, pardevant maître Jules Côté, notaire public, sous le numéro 3630 des minutes dudit notaire.

Cowansville, P. Q., 29 octobre 1919.

L'avocat des requérants,
W. U. COTTON.

4125—45-9

[Première publication, 8 novembre 1919.]

INTERNATIONAL CORPORATION OF CANADA, LIMITED.

REGLEMENT NO XXI

Règlement augmentant le nombre des directeurs.

Il est décrété ce qui suit par les directeurs de la "International Corporation of Canada, Limited", comme règlement de la compagnie :

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par le présent porté de cinq à neuf;

2. Le conseil d'administration peut, de temps à autre, dans l'intervalle entre la ratification du présent règlement et la prochaine assemblée annuelle, élire au conseil des actionnaires de la compagnie, dûment qualifiées, jusqu'aux élections d'un nombre suffisant pour constituer plein conseil, en sus du nombre actuel des administrateurs;

3. Jusqu'à élection d'un conseil complet, les administrateurs actuels ainsi que les actionnaires, choisis dans l'intervalle par eux pour agir comme administrateurs, gèreront les affaires de la corporation;

4. Le règlement No V est amendé en remplaçant le mot "cinq" par le mot "neuf" là où il se rencontre;

Je, Francis-G. Bush, secrétaire de la "International Corporation of Canada, Limited", certifie aux présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement No XXI adopté et confirmé par les administrateurs et actionnaires de ladite compagnie, aux assemblées tenues le 14 octobre 1919.

Montreal, le 1er décembre 1919.

Le secrétaire,
F. G. BUSH.

4667

---

of Quebec, this twenty first day of November, 1919.

The liquidators,
F. R. PAQUET,
J. O. BONNIER.

4416—47-5

Province of Quebec, district of Bedford, Vail Neighborhood Cemetery Company.

Public notice is hereby given by George M. Beach, farmer, William E. Vail, farmer, and George E. Ford, farmer, all of the township of Dunham, in the district of Bedford ; and Edmund A. Fitchett, merchant, and Walter-J. Bell, trader, both of the village of Cowansville, said district, that at the expiration of two months from the present notice, they intend to apply to the Lieutenant Governor for an Order-in-Council confirming that certain deed of sale unto them of lot 323 of the official plan and book of reference of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, and the north east corner of lot 322 of said township of Dunham, containing one-half acre in superficies, which the parties above mentioned acquired for the purposes of forming a cemetery company, under the provisions of articles 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, to be known and designated as the Vail Neighbourhood Cemetery Company, by a deed of sale passed at Cowansville aforesaid, the 18th day of September, 1919, before maître Jules Côté, notary public, under number 3630 of said notary's records.

Cowansville, P. Q., 29th October, 1919.

W. U. COTTON,
Attorney for applicants.

4126—45-9

[First publication, 8th November, 1919.]

INTERNATIONAL CORPORATION OF CANADA, LIMITED.

BY-LAW NO. XXI.

A by-law to increase the number of directors.

Be it enacted by the directors of International Corporation of Canada, Limited, as a by-law of the company as follows :

1. The number of directors of the company is hereby increased from five to nine;

2. The board of directors may, from time to time between the confirmation of this by-law and the next annual meeting, elect to the board qualified shareholders of the company until there shall have been elected, in addition to the present number of directors, a sufficient number to make a full board;

3. Until a full board is elected the present number of directors and the shareholders from time to time elected by them as directors shall manage the affairs of the company;

4. By-law No. V is amended by inserting the word "nine" instead of the word "five" where it appears therein;

I, Francis G. Bush, secretary of International Corporation of Canada, Limited, hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law No. XXI enacted and confirmed by the directors and shareholders of said company at meetings held on the 14th day of October, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.

F. G. BUSH,
Secretary.

4668

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Quebec Graphite Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à la ville de Buckingham.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Ronald-Clifford Rowe, de Buckingham.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 21 novembre 1919. 4651

Company authorized to do business

The company "Quebec Graphite Company, Limited", have been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at the town of Buckingham.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Ronald Clifford Rowe, of Buckingham.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st November, 1919. 4652

Compagnie dissoute

Avis est par le présent donné que la compagnie "Simard Lumber Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 22 octobre 1912. est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce premier jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4629 C.-J. SIMARD.

Company dissolved

Notice is hereby given that the company "Simard Lumber Company, Limited", incorporated by letters patent of this Province, dated the 22nd October, 1912, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary this first day of December, 1919.

C. J. SIMARD,
4630 Assistant Provincial Secretary.

Faillite—avis de

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 136. *In re:* Angeline Brière, modiste en chapeaux, Trois-Rivières, Qué, insolvable

Avis est par le présent donné que le premier jour de décembre 1919, ladite Angeline Brière a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
HENRI BISSON.

Bureau : Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 1er décembre 1919. 4625

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 28. Dans l'affaire de Hector Lesage, boucher et épicier, de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district de Terrebonne, débiteur insolvable ; et Zéphirin Pesant, commerçant, des cité et district de Montréal, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sainte-Scholastique, district de Terrebonne.

Le protonotaire C. S.,
GRIGNON & FORTIER.

Sainte-Scholastique, 27 novembre 1919. 4665

Notice of Bankruptcy

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 136. *In re* : Angeline Brière, milliner, Three Rivers, Que., insolvent.

Notice is hereby given that on the first day of December, 1919, the said Angeline Brière has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Three Rivers, according to law.

HENRI BISSON,
Provisional guardian.

Office : Hochelaga Bank building.
Three Rivers, 1st December, 1919. 4626

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 28. In the matter of Hector Lesage, butcher and grocer, of the town of Sainte-Thérèse-de-Blainville, district of Terrebonne, insolvent-debtor ; and Zéphirin Pesant, trader, of the city and district of Montreal, creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.

Sainte-Scholastique, 27th November, 1919. 4666

District de Québec. Dans l'affaire de Amédée Langelier, marchand, L'Islet, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour, en date du 26ième jour de novembre 1919, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 28 novembre 1919. 4627

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 112. *In re :* Achille Michelin, Trois-Rivières, Qué., failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation d'hui au 22 décembre 1919.

Ce dividende sera payable au bureau d'Henri Bisson, édifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, le ou après le 23 décembre 1919.

Les curateurs conjoints,
HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE.

Henri Bisson,
Edifice Banque d'Hochelaga.
Vincent Lamarre,
820 édifice Power, Montréal.
Trois-Rivières, 3 décembre 1919. 4685

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 406. *In re :* Nassif Souaid, rue des Cascades, Saint-Hyacinthe, insolvable.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Saint-Hyacinthe, en date du 27 octobre dernier, les soussignés ont étl nommés curateurs dans l'affaire ci-haut mentionnée.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.

Suite 501, 120 rue Saint-Jacques.
Montréal, 27 novembre 1919. 4687

Re : Joseph Breton, de Québec, entrepreneur, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne, Québec.
Québec, 2 décembre 1919. 4689

Avis par la présente est donné que Alice-Henri Lacroix et René-S Bouvrette, tous deux manufacturiers électriciens, demeurant en la cité de Montréal, et y faisant affaires comme tels sous la raison sociale de Lacroix & Bouvrette, ont fait cession de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 27 novembre 1919, à la Cour supérieure pour le district de Montréal, et assemblée des créanciers en ladite faillite est convoquée pour le 9 décembre 1919, à 10 hrs A M., à la Cour supérieure, palais de jstice de la cité de Montréal, chambre 31, pour la nomination d'un curateur et des inspecteurs à ladite faillite.

Le gardien provisoire,
4695 JOSEPH PROULX.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure. Dans l'affaire de Alexis Savard, marchand-général, Matane, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un

District of Quebec. In the matter of Amédée Langelier, merchant, L'Islet, insolvent.

Notice is hereby given that pursuant to an order of the Court, dated the 26th of November, 1919, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101 Saint Peter street.
Quebec, 28th November, 1919. 4628

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 112. *In re :* Achille Michelin, Three Rivers, Que., insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 22nd December, 1919.

This dividend will be payable at the office of Henri Bisson, Hochelaga Bank building, Three Rivers, on or after 23rd December, 1919.

HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE,
Joint curators.

Henri Bisson,
Hochelaga Bank building.
Vincent Lamarre,
820 Power building, Montreal.
Three Rivers, 3rd December, 1919. 4686

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 406. *In re* Nassif Souaid, Cascades street, Saint Hyacinthe, insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, district of Saint Hyacinthe, dated 27th October, last, the undersigned have been appointed curators in the above mentioned matter.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Suite 501, 120 Saint James street.
Montreal, 27th November, 1919. 4687

Re : Joseph Breton, of Quebec, contractor, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Offices : 147 Mountain Hill, Quebec.
Quebec, 2nd December, 1919. 4690

Notice is hereby given that Alcide-Henri Lacroix and Rene S. Bouvrette, both manufacturers and electricians, residing in the city of Montreal, and there carrying on business as such under the firm name of Lacroix & Bouvrette have made an assignment of all their property for the benefit of their creditors, on the 27th November, 1919, at the Superior Court for the district of Montreal, and a meeting of the creditors of said estate is called for the 9th December, 1919, at 10 o'clock A. M., at the Superior Court, Court House of the city of Montreal, room 31, for the appointment of a curator and inspectors to the said estate.

JOSEPH PROULX,
4696 Provisional guardian.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court. In the matter of Alexis Savard, general merchant. Matane, insolvent.

Notice is hereby given that under an order of

ordre de la Cour en date du deuxième jour de décembre 1919, une assemblée des créanciers aura lieu au palais de justice à Rimouski, jeudi le 11ième jour de décembre courant, à 10 heures a. m., pour donner leur avis touchant la nomination d'un curateur et d'un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette faillite.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, 6 décembre 1919. 4717

the Court dated the second day of December, 1919, a meeting of the creditors will be held at the Rimouski Court House, on Thursday, the 11th day of December next, at 10 o'clock A. M., to give their advice touching the appointment of a curator and one or several inspectors to the property of this estate.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines. Ltd building.
Quebec, 6th December, 1919. 4718

Soumissions

PROVINCE DE QUEBEC—CITE DE VERDUN

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Verdun recevra d'ici au 22 décembre prochain (1919), à 5 heures p. m., au bureau du soussigné, James Wishart, greffier de la cité de Verdun, au montant de $225,000.00, ou d'aucunes parties de ces débentures, émises en vertu du règlement No 164, dûment approuvé suivant la loi, datées du 1er mai 1919, avec coupons d'intérêt échéant dans 20 ans de leur date, portant intérêt au taux de 5½% par an, payable semi-annuellement les premier mai et novembre de chaque année aux bureaux de la "Home Bank of Canada", cité de Montréal, ou la "National Park Bank", cité de New-York, E.-U. S. Ces débentures sont rachetables le 1er mai 1939.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique du conseil de la cité de Verdun qui aura lieu lundi, le 22 décembre (1919), à 8 heures p. m.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de cet emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai ; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au montant de leur livraison.

La cité de Verdun ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Verdun, ce 3ième jour de décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier de la cité de Verdun,
4691 JAMES WISHART.

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC—CITY OF VERDUN.

Public notice is hereby given that the council of the city of Verdun will receive until the 22nd day of December next, 1919, at 5 o'clock p. m., at the office of the undersigned, James Wishart, clerk of the city of Verdun, written tenders for the purchase of the whole or any part of an issue of debentures of the city of Verdun, amounting to $225,000.00, issued under by-law No. 164, duly approved according to law, dated the 1st day of May, 1919, with interest coupons at the rate of 5½% per annum, payable semi-annually on the first day of May and November of each year of the office of the "Home Bank of Canada", city of Montreal, or the "National Park Bank", in the city of New-York, U. S. A. Such debentures to be redeemable on 1st May, 1939.

The said tenders will be considered at a public sitting of the council of the city of Verdun, which will be held on Monday, the 22nd day of December, 1919, at 8 p. m.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of this loan. After the opening of the tenders, the cheques deposited by the tenderers whose offers are not accepted shall be handed back to them without delay ; that of the tenderer whose offer is accepted shall be handed back to him after the execution of his contract.

Every tender shall specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery.

The city of Verdun does not bind itself to accept any tender.

Given at Verdun, this third day of December, one thousand nine hundred and nineteen.

JAMES WISHART,
4692 Secretary-treasurer of the city of Verdun.

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 152.

Ernest Carreau, demandeur ; vs Antoine-Oscor Vachon, défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 20 novembre 1919, dans une cause dans laquelle Ernest Carreau, notaire, de Thetford Mines, est demandeur et, Antoine-Oscor Vachon, notaire, de Thetford Mines, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

a. Un emplacement connu et désigné comme

Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 152.

Ernest Carreau, plaintiff ; vs Antoine Oscor Vachon, defendant.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, the 20th Nobemver, 1919, in a cause wherein Ernest Carreau, notary, of Thetford Mines, is plaintiff, and Antoine Oscor Vachon, notary, of Thetford Mines, is defendant, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

a. An emplacement known and designated as

étant le lot numéro trois cent quarante-huit (348) du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous les réserves portées en l'acte de concession du dit emplacement, par King Brothers à Léon Boutin, sauf et à distraire du dit emplacement, une pointe de terre mesurant cinq pieds de largeur sur le chemin public, ou rue Notre-Dame et se terminant à environ trente pieds du dit chemin public la dite pointe de terre étant prise du lot numéro trois cent quarante-huit (348) du dit cadastre et touchant au lot numéro trois cent quarante-neuf (349) dans toute sa largeur ;

b. Une pointe de terre à être prise du lot numéro trois cent quarante-neuf (349) du dit cadastre et touchant au lot numéro trois cent quarante-huit (348) dans toute sa largeur, et mesurant cinq pieds de largeur à la distance de soixante-un pieds de profondeur du dit chemin public, le tout d'après un certain acte d'échange entre la dite venderesse et Firmin Cyr, passé devant E. Carreau, notaire, le 26 mai 1904 ;

c. Un morceau de terrain à détacher du lot numéro trois cent cinquante-trois (353) du dit cadastre de la contenance de deux pieds de profondeur au sud-ouest et de vingt-deux pieds au nord-est, sur toute la largeur du dit lot.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 13 janvier 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice d'Arthabaska, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Arthabaska, 22 novembre 1919.

Les procureurs du demandeur,
PACAUD & MORIN.

4519—48-2

being the lot number three hundred and forty eight (348) of the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the reserves included in the deed of concession of said emplacement, by King Brothers to Leon Boutin, save and to be dedected from said emplacement a parish of land measuring five feet in width on the public road or Notre-Dame street, and ending at about thirty feet from said public road; the said point of land being taken out of lot number three hundred and forty eight (348) of said cadastre and lying contiguous to lot number three hundred and forty nine (349) for the whole width thereof;

b. A point of land to be taken out of the lot number three hundred and forty nine (349) of said cadastre and lying contiguous to the lot number three hundred and forty eight (348) for the whole width thereof, and measuring five feet in width at a distance of sixty one feet in depth from said public road, the whole according to a deed of exchange between the said vendor and Firmin Cyr, before E. Carreau, notary, the 26th May, 1904;

c. A parcel of land to be detached from the lot number three hundred and fifty three (353) of said cadastre, containing two feet in depth at the southwest end and twenty two feet in depth at the northeast end, by the whole width of said lot.

The immoveable hereinabove described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH day of JANUARY, 1920, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Arthabaska, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be forclosed from so doing.

Arthabaska, 22nd November, 1919.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for plaintiff.

4520—48-2

Vente pour taxes municipales.

PROVINCE DE QUEBEC.

COMTE DE LAVAL—VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

Avis public est présentement donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, SAMEDI, le TREIZIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, en paiement des taxes municipales (ordinaires ou spéciales) et scolaires, avec intérêts, mentionnées dans le dit délai, ainsi que des frais subséquemment encourus pour toute procédures additionnelles, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY OF LAVAL—TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES.

Public notice is hereby given by J. C. V. Roy, secretary-treasurer of the town of Pointe-aux-Trembles, that the properties herein after designated will be sold by public auction at the office of the council, City Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on SATURDAY, the THIRTEENTH day of DECEMBER, nineteen hundred and nineteen, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal (ordinary or special) and school taxes and interest mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

Propriétaire de biens-fonds — *Proprietor of real estate*	No du cadastre — *Cadastral No.*	Taxes municipales — *Municipal taxes*		Taxes scolaires — *School taxes*	Int.	Total
		Ordinaires — *Ordinary*	Spéciales — *Special*			
		$ cts.	$ cts.	$ cts.	$ cts.	$ cts.
Archambault, C.	40-350 et and-41-42, 40-351 et-and 41-43.	10.92			0.68	11.60
Dame—Mrs Alexandre Bloch	40-184 et-and 185.	10.31			0.64	10.95
Bisson, J.-A.	41-703 et-and 704.	9.82			0.58	10.40
Brousseau, Donat.	45-171, 172 et-and 173.					
Beauchamp, J.-Alfred.	93-8 pt. et 9 pt et-and 76 pt.	99 82	16.80	48.42	9.47	174.51
Bordemore, Justin.	101-56.	16.15	2.08	9.50	2.55	28.20
Chaput, J.-E. Oswald.	121-205.	15.07	7.80	8.40	1.61	33.88
Caron, Omer.	181-776.	6.38		4.20	.60	11.18
Callaghan, M.	41-701 et-and 702.	10.10			.07	10.17
Duggan, Thos J.	176-175.	9.22		4.43	.37	14.02
Duchesneau, Zotique et—and Ernest Girardeau.	109-124.	18.61	1.83	9.75	2.36	32.55
Grenier, David *alias* Joseph Bernier.	109-615.	9.78		6.15	1.02	16.95
Goldstein, Harry.	41-19 et-and 40-327, 41-20 et-and 40-328.	10.92			.81	11.73
Green, Isaac.	176-110 et-and 111.	18.40		12.30	2.10	32.80
Killeen, F.	41-149.	5.66			.50	6.16
Keigan, G.	41-165 et-and 166.	6 68			.37	7.05
Kitching, Albert.	27-13 et-and 28-164, 27-12 et-and 28-163, 27-11 et-and 28-162.	10.05			.57	10.62
Lafortune, Amédée.	182-225 et-and 226.	22.60		14.56	2.09	39.25
Lefebvre, Barthélémi.	93-935.	6.72		4.20	.71	11.63
Lalonde, Fortunat.	175-4 et-and 5.	19.60		12.30	2.03	33.93
Langevin, Arthur.	177-536 et-and 537.	17.70		9.90	1.62	29.22
Legault, Joseph.	181-295 et-and 296.	22.20		12.90	2.20	37.30
Lauson, Vve F.-N.	28-4.	2.95			.18	3.13
Lavoie, Alfred-Fdmond.	182-781.	6.10		4.20	1.00	11.30
Les Logis Ouvriers.	40-142, 143, 144, 145, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 563, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 40-111 et-and 41-608, 40-112 et-and 41-609, 40 113 et-and 41-610, 40-114 et-and 41-611, 40-115 et-and 41-612, 40-116 et-and 41-613, 40-117 et-and 41-614, 40-118 et-and 41-615, 40-119 et-and 41-616, 40-120 et-and 41-617.	192.77			10.89	203.66
Marcoux, Oscar.	175-7 et-and 8.	19.60		11.70	2.71	34.01
Martineau, J.-Dorius.	45-140 et-and 141.	7.66			.52	8.18
Masé, Elséar.	175-457 et-and 458.	13.15		9.36	1.41	23.92
McGrath, John.	28-38 et-and 39.	5.88			.39	6.27
O'Brien, Geo. Charles.	176-9.	9.98		6.15	1.00	17.13
O'Connor, H.	28-118, 119 et-and 120.	9.29			.65	9.94
Propriétaire inconnu—unknown owner.	Bâtisses sur le lot-buildings on the lot No. 27.	6.92			.33	7.25
Propriétaire inconnu—unknown owner.	Bâtisses sur le lot - buildings on the lot No. 28.	3.60			.18	3.78
Propriétaire inconnu—unknown owner.	Bâtisse sur le lot—building on the the lot No. 40.	1.20			.06	1.26
Pinsky, J.	41-18 et-and 41-326.	5.46			.30	5.76
Pelland, Joseph.	40-233.	4.45			.27	4.72
Payer, R.	41-57 et-and 40-433.	4.20			.26	4.46
Péladeau, Henri.	182-731.	7.23		4.93	.89	12.68
Poirier, Dame J.-Frédéric.	182-35.	18.40		9.00	2.91	30.31
Préville, Jos.-Arthur.	175-150 et-and 151.	14.80		12.30	1.53	28.63
Plante Désiré.	184-290.	9.90		6.15	1.09	17.14
Pilotte, Dame Vve — Mrs Wid. Charles	176-46 et-and 47.	18.80		12.30	2.10	33.20
Reed, Joseph.	175-256.	9.02		6.08	1.04	16.14
Raymond, Joseph.	175-355 et-and 356.	14.00		8.86	1.56	24 42
Schwartz, Joseph.	41-16 et — 10-324, 40-17 et-and 40-325.	11.91			.75	12.66
Sutherland, N. S.	40-581 et-and 582.	8.44			.54	8.94
St-Pierre, Paul-H.	175-398.	6.20		4.43	.74	11.37
Venne, Joseph.	121-1163.	6.00		4.43	.70	11.13

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent dix-neuf.

Le secrétaire-trésorier,
J.-C.-V. ROY.

4573—48-2

Given at the town of Pointe-au-Trembles, this twenty fifth day of November, nineteen hundred and nineteen.

J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer.

4574—48-2

ERRATUM

Dans l'avis pour vente de taxes municipales, ville de Pointe-aux-Trembles, publié dans la *Gazette Officielle* du 29 novembre 1919, page 2886,

ERRATUM

In the notice of sale for municipal taxes, town of Pointe aux Trembles, published in the *Official Gazette* of the 29th November, 1919, page 2886,

numéros du cadastre des lots de Beauchamp, J.-Alfred, lisez : 93—8 pt et and 9 pt. et and 76 pt ; au lieu de "93—8 pt et and 76 pt", numéros du cadastre des lots des logis ouvriers, 6ième et 7ième ligne, lisez 40-113 au lieu de 41-113, et à la page 2887, baissez d'une ligne à partir de $18.80 12.30 2.10 33-20 jusqu'au bas de l'avis.

cadastral numbers of lots of Beauchamp, J. Alfred read : "93—8 pt. et and 9 pt, et and 76pt" instead of "93—8pt et and-76 pt" also at the sixth and seventh lines of cadastral numbers of Les Logis Ouvriers, read "40-113" instead of "41-113" on page 2887, same notice, the figures $18.80 12.30 2.10 33.20 are for Pilotte, Dame Vve Mrs Widow Charles, and go on to the bottom of notice.

VENTE PAR LE SHÉRIF
CHICOUTIMI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—Chicoutimi.

No 4837. CIE MASSICOTTE & TREMBLAY ; vs ADELARD BOUCHARD et JEAN BOUCHARD, de Saint-Honoré.

Comme appartenant aux défendeurs :

Tous les droits des défendeurs leur résultant ;

1. D'un bail avec promesse de vente consenti par R. Belleau, notaire, de Chicoutimi, en faveur du défendeur, Jean Bouchard, par acte devant Geo. St. Pierre, N.P., le 7 juin 1919, No 14479 non enregistré, sujet aux redevances de ce bail s'elevant à $3,133.20, maintenant payable à Joachim Jobin, cultivateur, de Chicoutimi, sur une ferme étant le lot numéro treize (No 13), dans le huitième rang du cadastre officiel du canton Simard, de cent acres en auperficie—avec toutes bâtisses dessus érigées et toutes dépendances ;

2. D'une donation dudit immeuble consentie par ledit Jean Bouchard audit Adélard Bouchard, devant Geo. St-Pierre, notaire, le 7 juin 1919, enregistré.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Honoré, le TRENTIEME jour de DECEMBRE 1919, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L. ALAIN.

Chicoutimi, 22 novembre 1919. 4513—49-2
[Première publication, 29 novembre 1919].

SHERIFF'S SALE
CHICOUTIMI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Chicoutimi.

No. 4837. CIE MASSICOTTE & TREMBLAY ; vs ADELARD BOUCHARD and JEAN BOUCHARD, of Saint-Honoré.

As belonging to the defendants :

All the rights of the defending resulting :

1. From a lease with promise of sale from R. Belleau, notary, of Chicoutimi, in favor of the defendant, Jean Bouchard, by deed before Geo. St. Pierre, N.P., dated the 7th June, 1919, No. 14479 unregistered, subject to a claim of $3,133.20, now payable to Joachim Jobin, farmer, of Chicoutimi, on a farm being the lot number thirteen (No. 13), in the eighth range of the official cadastre of Simard township, of one hundred acres in superficies—with all the buildings thereon erected and all dependencies ;

2. From a donation of said immoveable by the said Jean Bouchard to said Adélard Bouchard, before Geo. St-Pierre, notary, the 7th June, 1919, registered.

To be sold at the church door of Saint-Honoré, on the THIRTIETH day of DECEMBER, 1919, at TWO o'clock in the afternoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Chicoutimi, 22nd November, 1919. 4514—49-2
[First publication, 29th November, 1919.

MONTCALM

VENDITIONI EXPONAS.

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir : No 585. LA BANQUE D'HOCHELAGA, corporation dûment constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs S.-A. GIROUARD, curé, et DANIEL GIROUARD, tous deux du canton de la Minerve, district de Montcalm, coinjointement et solidairement, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, S.-A. Girouard :

1. Les lots Nos 22 et 23 du rang 7 du canton de la Minerve—avec maison et bâtisses dessus érigées ;

2. Partie du lot No 15 du rang 6 du canton de la Minerve, de deux à trois arpents en superficie, plus ou moins—avec une bâtisse ou "club" dessus érigé.

MONTCALM

VENDITIONI EXPONOS.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont Laurier, to wit : No. 585. THE HOCHELAGA BANK, a duly incorporated body, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs S. A. GIROUARD, curé, and DANIEL GIROUARD, both of the township of la Minerve, district of Montcalm, jointly and severally, defendants.

As belonging to the defendant, S. A. Girouard :

1. The lots Nos 22 and 23 of range 7 of the township of la Minerve—with house and buildings thereon erected ;

2. Part of the lot No. 15 of range 6 of the township of la Minerve, of two to three arpents in area, more or less—with a building or "club" thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Marie-de-la-Minerve, canton de la Minerve, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ROD. ROBERT.

Bureau du shérif.
Mont-Laurier, 26 novembre 1919. 4391—49-2
[Première publication, 6 décembre 1919].

To be sold at the church door of Sainte-Marie-de-la-Minerve, township of la Minerve, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Mont-Laurier, 26th November, 1919.
ROD. ROBERT,
Sheriff.
4392—49-2
[First publication, 6th December, 1919].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 190. THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires, pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; contre JOSEPH-ADELARD DESCARRIES, de la cité de Lachine, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal le onzième jour de septembre dernier et le treizième jour de novembre dernier, aura lieu au même endroit, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE courant, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt d'une somme de $500.00 sera exigés de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Loranger, en date du 14 juillet 1919.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 décembre 1919.
Le shérif,
4701 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 6 décembre 1919.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréa .

Montréal, à savoir : No 2337. THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires, pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs JOSEPH-ADELARD DESCARRIES, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le douze septembre dernier et le quatorze novembre dernier, aura lieu au même endroit, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE courant, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $350.00 sera exigé de chaque enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Loranger, en date du 14ème jour de juillet 1919.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 décembre 1919.
Le shérif,
4703 L.-J. LEMIEUX.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1024. DELLE AMANDA BELANGER, fille majeure, de la ville de Lachine, district de Montréal, demanderesse ; vs LEO DEMONTIGNY, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Laprairie, district de Montréal ; borné en front par

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 190. THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business, for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; against JOSEPH ADELARD DESCARRIES, of the city of Lachine, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, on the eleventh day of September last and on the thirteenth day of November last, will be held at the same place, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER instant, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Loranger, dated the 14th July, 1919.

Sheriff's office.
Montreal, 3rd December, 1919. 4702
L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 2337. THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH-ADELARD DECARRIES, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, on the twelfth September last and the fourteenth November last, will be held at the same place, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER instant, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $350.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Loranger, dated the 14th day of July, 1919.

Sheriff's office.
Montreal, 3rd December, 1919.
L. J. LEMIEUX,
4704 Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1024. DELLE AMANDA BELANGER, spinster, of the town of Lachine, district of Montreal, plaintiff ; vs LEO DEMONTIGNY, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land being and situate in the town of Laprairie, district of Montreal ; bounded in front

la rue Saint-Charles, de ladite ville, connu et désigné sous le No 88 de la subdivision officielle du lot originaire No 673 (673-88) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Laprairie, dit district—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 décembre 1919.

Le shérif,
4705—49-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication 6 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES GURD,
No 3848. } demandeur ; vs

DAME CHARLOTTE WARLOW, veuve de feu Walter Warlow, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, ET AL, défendeurs.

1. Un lopin de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent trente-six (536) du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490-536) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, ayant front sur la rue Boyer, dans lequartier Saint-Denis, dans la cit de Montréal—avec les bâtisses dessus construites ;

2. Un lopin de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent trente-sept (537) du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (537-490) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets; ledit lot mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, ayant front sur la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal ;

3. Un lopin de terre connu comme étant la subdivision numéro cinq cent trente-huit (538) du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (538-490) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets; ledit lot mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, ayant front sur la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal ;

4. Un lopin de terre ayant front sur la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent trente-neuf) 539 du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (539-490) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets—avec bâtisses dessus construites ;

5. Un lopin de terre qui est l'encoignure de la 34ième avenue et d'une ruelle du quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur ladite avenue et cent pieds de profondeur sur ladite ruelle, et trente-un pieds six pouces en arrière dudit lot, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Ce lopin étant spécialement connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quarante (540) du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (540-490) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité

by Saint Charles street, of the said town, known and designated under the No. 88 of the official subdivision of the primitive lot No. 673 (673-88) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Laprairie, said district —with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the EIGHTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Montreal 3rd December, 1919.

L. J. LEMIEUX,
4706—49-2 Sheriff.

[First publication, 6th December, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES GURD,
No. 3848. } plaintiff ; vs

DAME CHARLOTTE WARLOW, widow of the late Walter Warlow, both personally and in her quality of tutrix to her six minor children, ET AL, defendants.

1. A lot of land known and designated as subdivision number five hundred and thirty-six (536) of original lot number four hundred and ninety (490-536) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets, containing twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, fronting on Boyer street, in the Saint-Denis ward, in the city of Montreal — with the buildings thereon erected ;

2. A lot of land known and designated as subdivision number five hundred and thirty-seven (537) of original lot number four hundred and ninety (490-537) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets; said lot containing twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure, and more or less, fronting on Boyer street, in the Saint-Denis ward, of the city of Montreal ;

3. A lot of land known as subdivision number five hundred and thirty-eight (538) of the original lot number four hundred and ninety (490-538) of the official plan and book of reference of the parish of Saults-aux-Récollets; said lot containing twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measure, and more or less, fronting on Boyer street, in the Saint-Denis ward, in the city of Montreal ;

4. A lot of land fronting on Boyer street, in the Saint-Denis ward, in the city of Montreal, measuring twenty-five feet in front and seventy feet in depth, English measure and more or less, and being known and designated as subdiviison number five hundred and thirty-nine (539) of original lot number four hundred and ninety (490-539) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollets—with buildings thereon erected ;

5. A lot of land being a corner of the 34th avenue and of a lane in the Saint-Denis ward, in the city of Montreal, and measuring forty-five feet in front on said avenue and one hundred feet in depth on said lane, and thirty-one feet and six nches in rear of said lot, the whole being English measure and more or less. This lot being particularly known and designated as subdivision number five hundred and forty (540) of original lot number four hundred and ninety (490-540) of the said official plan and book of reference of the parish of Sault-aux-Récollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

de Montréal, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.
Montréal, 3 décembre 1919.
Le shérif,
4707—49-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 6 décembre 1919.]

on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.
Montreal, 3rd December, 1919.
L. J. LEMIEUX,
4708—49-2 Sheriff.
[First publication, 6th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : UBALDE GARAND, courtier, de la ville d'Outremont, district de Montréal, faisant affaires comme seul gérant général d'une société en commandite, comme courtier et agent de change en la cité et le district de Montréal, sous la raison sociale de "Garand, Terroux et Cie," demandeur; vs J.-W. LEPAILLEUR, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, défendeur.
No 4633.

1. Un lot de terre portant le numéro quatre cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-401) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé en la cité de Lachine ;
2. Un lot de terre portant le numéro quatre cent deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-402) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé en la cité de Lachine ;
3. Un lot de terre portant le numéro quatre cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre vingt-treize (293-403) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé en la cité de Lachine ;
4. Un lot de terre portant le numéro cinq cent neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-509) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé dans la cité de Lachine ;
5. Un lot de terre portant le numéro cinq cent dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-510) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé dans la cité de Lachine ;
6. Un lot de terre portant le numéro cinq cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-511) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Boradway, situé dans la cité de Lachine ;
7. Un lot de terre portant le numéro cinq cent douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-512) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant front sur la rue Broadway, situé dans la cité de Lachine ;
8. Un lot de terre portant le numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395-19) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, et ayant front sur la rue Broadway, situé dans la cité de Lachine ;

Pour être vendus à mon bureau, en la cite de Montréal, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif,
Montréal, 3 décembre 1919.
Le shérif,
4709—49-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 6 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : UBALDE GARAND, broker, of the town of Outremont, district of Montreal, carrying on business as sole general manager of a limited partnership, as broker and money exchange agent, in the city and district of Montreal, under the firm name of "Garand, Terroux et Cie", plaintiff; vs J. W. LEPAILLEUR, of the city of Lachine, in the district of Montreal, defendant.
No 4633

1. A lot of land bearing the number four hundred and one of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-401) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street, situate in the city of Lachine ;
2. A lot of land bearing the number four hundred and two of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-402) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street, situate in the city of Lachine ;
3. A lot of land bearing the number four hundred and three of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-403) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street, situate in the city of Lachine ;
4. A lot of land bearing the number five hundred and nine of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-509) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street, situate in the city of Lachine ;
5. A lot of land bearing the number five hundred and ten of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-510) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street, situate in the city of Lachine ;
6. A lot of land bearing the number five hundred and eleven of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-511) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway street situate in the city of Lachine;
7. A lot of land bearing the number five hundred and twelve of the official subdivision of the primitive lot number two hundred and ninety three (293-512) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on Broadway, street situate in the city of Lachine ;
8. A lot of land bearing the number nineteen of the official subdivision of the primitive lot number three hundred and ninety five (395-19) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, and fronting on Broadway street situate in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JANUARY, next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.
Montreal, 3rd December, 1919.
L. J. LEMIEUX,
4710—49-2 Sheriff.
[First publication, 6th December, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ZEPHIRIN PESANT,
No 4001. } demandeur ; vs L.-E. LORTIE, défendeur :

Les lots de terre situés à Laval-des-Rapides, connus comme étant les subdivisions trois cent soixante-huit, trois cent soixante-neuf, trois cent soixante-dix et trois cent soixante-onze du lot originaire numéro deux cent cinquante-cinq aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin—avec les bâtisses y érigées et les servitudes y attachées ; le tout borné en front par la rue Napoléon.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 12 novembre 1919. 4273—46-2
[Première publication 15 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITÉ DE MONT-
No 642. } RÉAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dit district, demanderesse ; vs GEORGE-W. PARENT, courtier, de la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Ambroise, de ladite cité, connu et désigné sous le No 104 de la subdivision officielle du lot originaire No 1913 (1913-104), aux plan et libre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le carré Sir Georges-Etienne Cartier, de ladite cité, connu et désigné sous le No 88 de la subdivision officielle du lot originaire No 1913, (1913-88), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le carré Sir George-Etienne Cartier de ladite cité, connu et désigné sous le No 95 de la subdivision officielle du lot originaire No 1913, (1913-95), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Ambroise, de ladite cité, connu et désigné sous le No 100 de la subdivision officielle du lot originaire No 1913 (1913-100), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Ambroise, de ladite cité, étant composé de la subdivision officielle No 101 du lot originaire No 1913, et de la subdivision officielle du lot No 37 du lot originaire No 1721, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal :

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Ambroise de ladite cité, étant composé de la subdivision officielle No 102 du lot originaire No 1913 et de la subdivision officielle du lot No 38 du lot originaire No 1721, aux plan

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ZEPHIRIN PESANT,
No. 4001. } plaintiff ; vs L.-E. LORTIE, defendant.

The lots of land situate of Laval-des-Rapides, known as being the subdivisions three hundred and sixty eight, three hundred and sixty nine, three hundred and seventy and three hundred and seventy one of the primitive lot number two hundred and fifty five on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Martin—with the buildings erected thereon and the servitudes attached thereto ; the whole bounded in front by Napoléon street.

To be sold at the registry office, of the county of Laval, at Sainte-Rose, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 12th November, 1919. 4274—46-2
[First publication, 15th November, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF MON-
No. 642. } TREAL, a body politic and corporate, with its place of business in the city of Montreal, said district, plaintiff ; vs GEORGE W. PARENT, broker, of the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint-Ambroise street of the said city, known and designated under the No. 104 of the official subdivision of the primitive lot No. 1913 (1913-104), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Sir Georges-Etienne Cartier square of the said city, known and designated under the No. 88 of the official subdivision of the primitive lot No.1913, (1913-88), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Sir Georges-Etienne Cartier square, of the said city, known and designated under the No. 95 of the official subdivision of the primitive lot No. 1913, (1913-95), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint-Ambroise street, of the said city, known and designated under the No. 100 of the official subdivision of the primitive lot No 1913 (1913-100on), the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint-Ambroise street, of the said city, being composed of the official subdivision No. 101 of the primitive lot No. 1913 and of the official subdivision of the lot No. 37 of the primitive lot No. 1721 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint-Ambroise, street of the said city, being composed of the official subdivision No. 102 of the primitive lot No. 1913 and of the official subdivision of the lot No. 38 of the primitive

et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le carré Sir Georges-Etienne Cartier, de ladite cité, connu et désigné sous le No 47 de la subdivision officielle du lot originaire No 1721 (1721-47), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Mont-Royal-Ouest, de ladite cité, étant composé des resubdivisions Nos 1 et 2 de la subdivision officielle No 1 du lot originaire No 477, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village Saint-Jean-Baptiste.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
E. GOUIN.

Bureau du shérif.
Montréal, 11 novembre 1919. 4275—46-2
[Premi . publication, 15 novembre 1919.]

lot No. 1721 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal ;

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Sir Georges-Etienne Cartier square, of the said city, known and designated under the No. 47 of the official subdivision of the primitive lot No. 1721, (1721-47), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Montreal.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Mount Royal avenue West of the said city, being composed of the resubdivisions Nos 1 and 2 of the official subdivision No. 1 of the primitive lot No. 477 on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint-Jean-Baptiste village.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

E. GOUIN,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 11th November, 1919. 4276—46-2
[First publication, 15th November, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : C.-W. LINDSAY, demandeur ; vs J.-A. BILODEAU, défendeur ; et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement. No 1749.

Deux emplacements situés dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces dans la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Watson, maintenant boulevard Décarie, connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 271 et 272, de la redivision officielle du lot No 51 sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds, en largeur par 100 pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 12 novembre 1919. 4277—46-2
[Première publication, 15 novembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : C.-W. LINDSAY, plaintiff ; vs J.-A. BILODEAU, defendant ; and L.-A. BEDARD, curator to the surrender of property. No. 1749.

Two emplacements situated in Notre-Dame-de-Grâces ward, in the city of Montreal, fronting on Watson avenue, now Décarie boulevard, known and designated as being the subdivisions Nos. 271 and 272 of the official redivision of the No. 51, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by 100 feet in depth, English measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 12th November, 1919. 4278—46-2
[First publication, 15th November, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : DAME MATHILDA SEGUIN, veuve de feu Alphonse Couvrette, demanderesse ; vs ADELARD GRAVEL, défendeur. No 5327.

Trois emplacements situés en la paroisse de Saint-Laurent, connus et désignés comme lots numéros deux cent soixante-quinze, deux cent soixante-seize et deux cent soixante-dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent; le lot numéro deux cent soixante-quinze mesurant trente-huit pieds de front sur le chemin public par une profondeur de soixante-quinze pieds; le lot numéro deux cent soixante-dix-sept étant borné en front et d'un côté par deux chemins publics et mesurant soixante-dix-sept pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds ; ledit lot numéro deux cent soixante-seize mesurant quarante pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds—avec deux maisons dont une ci-devant occupée comme auberge, et l'autre comme logement et toutes autres bâtisses dessus érigées.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : DAME MATHILDA SEGUIN, widow of the late Alphonse Couvrette, plaintiff ; vs ADELARD GRAVEL, defendant. No. 5327.

Three emplacements situated in the parish of Saint-Laurent, known and designated as being the lots numbers two hundred and seventy five, two hundred and seventy six and two hundred and seventy seven on the official plan and book of reference of said parish of Saint-Laurent ; the lot number two hundred and seventy five measuring thirty eight feet in front on the public road by a depth of seventy five feet ; the lot number two hundred and seventy seven being bounded in front and on one side by two public roads and measuring seventy seven feet in width by a depth ninety feet ; the said lot number two hundred and seventy six measuring forty feet in width by a depth of fifty feet—with two houses, one of which is used as a tavern inn, the other as dwelling and all other buildings thereon erected.

Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Duclos, en date du 8 novembre 1919, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.
Montréal, 12 novembre 1919. 4279—46-2
[Première publication, 15 novembre 1919.]

To be sold *en bloc*, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Duclos, dated the 8th November, 1919, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 12th November, 1919. 4280—46-2
[First publication, 15th November, 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DOCTEUR JOSEPH-
No 3016. } DAVID-EDOUARD BARRAS, dentiste, de la cité de Lévis, contre PIERRE DESPRES, de la cité de Lévis; entrepreneur, à savoir :

Le lot No 296 (deux cent quatre-vingt-seize) du cadastre officiel pour le quatieer Lauzon, de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Victoria—avec les bâtisses dessus construites ; circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shériff,
Québec, 4 décembre 1919.

Le shérif,
4711—49-2 CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 6 décembre 1919].
[Deuxième publication, 20 décembre 1919].

FIERI FACIAS.
MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : } IN *RE:* ALFRED-P.
No 155. } BOISSEAU, commerçant de bois et propriétaire de moulin, failli ; et JOSEPH-PHILIAS-EUG. GAGNON, curateur, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Omer, formant partie du lot numéro vingt-cinq (25) de la seigneurie Shoolbred, dans le comté de Bonaventure, P. Q., borné comme suit : en front par la Baie des Chaleurs, au nord par le côté nord du ruisseau Savoie, d'un côté, vers l'est, par la propriété de Dame veuve John Dagneau, et de l'autre côté, vers l'ouest, par la propriété de Lazare Quinn—avec le moulin à scie et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; avec en plus sur ledit lot numéro vingt-cinq (25) un chemin de vingt-six pieds (26) de largeur partant de la ligne de Lazare Quinn en venant vers l'est sur le terrain de Joseph Dagneau, et sur la profondeur toute la partie du terrain entre le chemin du Roi et le ruisseau Savoie.

Sauf et à distraire les articles suivants: courroies en "rubber" scies, machine à lattes, machines à lacer les courroies et autres items tels que mentionnés sur la feuille annexée au procès verbal de saisie ; sauf aussi toutes les machineries dudit moulin qui appartiennent à la Fonderie de Plessisville et La Compagnie de machineries Mercier de Lévis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DR. JOSEPH DAVID
No. 3016. } EDOUARD BARRAS, dentist, of the city of Levis; against PIERRE DESPRES, of the city of Levis, contractor, to wit :

The lot No. 296 (two hundred and ninety six) of the official cadastre for Lauzon ward, of the city of Levis, being an emplacement situate on Victoria street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, on the EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Quebec, 4th December, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,
4712—49-2 Sheriff.
[First publication, 6th December, 1919].
[Second publication, 20th December, 1919].

FIERI FACIAS
CURATOR'S WARRANT.

Quebec, to wit : } IN *RE:* ALFRED P.
No. 155. } BOISSEAU, lumber dealer and mill owner, insolvent ; and JOSEPH PHILIAS EUG. GAGNON, curator, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint-Omer, forming part of the lot number twenty five (25) of the seigneurie Shoolbred, in the county of Bonaventure, P. Q., bounded as follows : in front by the Baie des Chaleurs, on the north by the north side of the ruisseau Savoie, on one side, towards the east, by the property of Dame widow John Dagneau, and on the other side, towards the west, by the property of Lazare Quinn—with the sawmill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with moreover on the said lot number twenty five (25) a road of twenty six feet (26) in width starting from the line of Lazare Quinn coming towards the east on the land of Joseph Dagneau, and on the depth all the part of the land between the King's highway and the ruisseau Savoie.

Save and to be withdrawn the following articles : rubber belting, saws, lath machine, machines for binding the belting and other items as mentioned on the annexed sheet to the *procès-verbal de saisie ;* save also all the machinery of the said mill which belongs to the Fonderie de Plessisville and La Compagnie de machineries Mercier de Lévis.

To be sold at my office, in the city of Quebec,

Québec, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif,
Québec, 4 décembre 1919.

Le shérif,
4713—49–2 CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 6 décembre 1919].
[Deuxième publication, 20 décembre 1919].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 812. PHILIPPE ET ROMEO LANOUETTE, tous deux commerçants, de la paroisse de Batiscan, district de Trois-Rivières ; contre LES HERITIERS de feu Dame Auria Tessier, épouse en son vivant de Rosaire Marcotte, hôtelier, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, district de Québec, à savoir :

1. Partie du lot No 4 (quatre) du cadastre officiel pour le cinquième rang ouest du canton Montauban, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en ladite paroisse de Notre-Dame-des-Anges, contenant 45 pieds de largeur sur 180 pieds de profondeur ; borné en front, vers le sud au chemin Royal, du côté ouest partie à Ovila Couturier et partie à John Châteauvert, en profondeur, vers le nord, à John Châteauvert et du côté Est à Ephrem Petitclerc—avec les bâtisses dessus construites ; circonstances et dépendances, sans réserve;

2. Partie du lot No 4 (quatre) du cadastre officiel pour le cinquième rang ouest du canton Montauban. de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en ladite paroisse de Notre-Dame-des-Anges, contenant 45 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur; borné en front, vers le sud, à Ovila Couturier, du côté est par l'emplacement premièrement décrit, en profondeur, vers le nord et du côté ouest, à Jean Châteauvert; circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif,
Québec, 4 décembre 1919.

Le chérif,
4715—49–2 CLEOPHAS BLOUIN

[Première publication, 6 décembre 1919].
[Deuxième publication, 20 décembre 1919].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : No 957. FORTUNAT ROULEAU, prêtre, curé de Saint-Alban, comté de Portneuf ; contre DAMES MATHILDA COTE ET YVONNE PARENT. de Québec, veuves de Jean-Baptiste Turcotte et Alexandre Turcotte, de leur vivant menuisiers, de Québec, à savoir :

1. La subdivision No 50 (cinquante) du lot No 34 (trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Joffre, mesurant 25 pieds de front sur 77 pieds et 6 pouces de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. La subdivision No 51 (cinquante et un) du lot No 34 (trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Joffre, mesurant 25 pieds de front sur 77 pieds et 6 pouces de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office,
Quebec, 4th December, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,
4714—49–2 Sheriff.

[First publication, 6th December, 1919].
[Second publication, 20th December, 1919].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit ; No. 812. PHILIPPE AND ROMEO LANOUETTE, both tra-traders, of the parish of Batiscan, district of Three Rivers ; against THE HEIRS of the late Dame Auria Tessier, wife in her lifetime of Rosaire Marcotte, hotelkeeper, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, district of Quebec, to wit :

1. Part of the lot No. 4 (four) of the official cadastre for the fifth west range of the township Montauban, of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being an emplacement situate in the said parish of Notre-Dame-des-Anges, containing 45 feet in width by 180 feet in depth; bounded in front, towards the south, by the King's highway, on the west side partly by Ovila Couturier and partly by John Chateauvert, on the depth, towards the north, by John Chatauvert, and on the east side by Ephrem Petetclair—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies without reserve ;

2. Part of the lot No. 4 (four) of the official cadastre for the fifth west range of the township Montauban of the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, feing an emplacement situate in the said parish of Notre-Dame-des-Anges, containing 45 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front, towards the south, by Ovila Couturier, on the east side by the emplacement firstly described, on the depth, towards the north and the west side, by Jean Chateauvert—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office,
Quebec, 4th December, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,
4716—49–4 Sheriff.

[First publication, 6th December, 1919].
[Second publication, 20th December, 1919].

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : No. 957 FORTUNAT ROULEAU, curé, of Saint-Alban, county of Portneuf ; against DAMES MATHILDA COTE AND YVONNE PARENT, of Quebec, widows of Jean-Baptiste Turcotte and Alexandre Turcotte, in their lifetime joiners, of Quebec, to wit :

1. Subdivision No. 50 (fifty) of the lot No. 34 (thirty four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Joffre street, measuring 25 feet in front by 77 feet and 6 inches in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. Subdivision No. 51 (fifty one) of lot No. 34 (thirty four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Joffre street, measuring 25 feet in front by 77 feet and 6 inches in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.
Québec, 20 novembre 1919. 4453—47-2
[Première publication, 22 novembre 1919.]
[Deuxième publication, 6 décembre 1919.]

To be sold at my office, in the city of Quebec on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Quebec, 20th November, 1919. 4454—47-2
[First publication, 22nd November, 1919.]
[Second publication, 6th December, 1919.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Gaspé.

District de Gaspé, No 3325. EMPIRE CREAM SEPARATOR COMPANY OF CANADA, LTD ; vs ALDERIC BROCHU, savoir :

Le lot numéro deux au cadastre officiel du huitième rang du canton Cabot, paroisse de Saint-Damase ; borné à l'ouest à A. Levesque, à l'est à Théophile Bossé—avec bâtisses sus-construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Damase, le SEPT JANVIER 1920, à DIX heures ET DEMI de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Rimouski, 3 décembre 1919.

Le shérif,
4693—49-2 CHS D'ANJOU,
[Première publication, 6 décembre 1919].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Gaspé.

District of Gaspé, No. 3325. EMPIRE CREAM SEPARATOR COMPANY OF CANADA, LTD; vs ALDERIC RBOCHU, to wit :

The lot number two on the official cadastre of the eighth range of the township of Cabot, parish of Saint-Damase; bounded on the west by A. Levesque, on the east by Theophile Bossé—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint-Damase, on the SEVENTH day of JANUARY, 1920, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Rimouski, 3rd December, 1919.

CHS D'ANJOU,
4694—49-2 Sheriff.
[First publication, 6th December, 1919].

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 5983, à savoir : HENRI JALBERT, commerçant, de Chicoutimi, demandeur ; vs PHILIPPE PLOURDE, de Lac Bouchette, district de Roberval, défendeur, à savoir :

Une ferme formée des lots numéros dix-huit, dix-neuf et de la moitié nord du lot numéro vingt, du cinquième rang du canton Dablon; borné en front vers l'ouest au lac Bouchette, vers l'est au quinzième rang du canton Dequen, tenant d'un côté, vers le nord au terrain de Thomas Paradis, et du côté sud à la moitié sud du lot numéro vingt appartenant à Epiphane Fortin ou représentants—avec toutes les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances laquelle ferme comprend suivant le cadastre officiel du canton Dablon, les lots numéros dix-huit-A, dix-huit-B, dix-neuf et vingt-A (18*a*, 18*b*, 19 et 20*a*), du cinquième rang du susdit canton Dablon :

Sauf à distraire du lot numéro dix-huit-B, un emplacement de la contenance de six mille quatre cents pieds en superficie, plus ou moins, et borné comme suit : au sud, à partir de l'endroit ou coule le ruisseau du chemin ; au nord par le terrain de Joseph Dufour ou représentants, à quatre-vingts pieds de profondeur ; à l'est, encore au terrain de Joseph Dufour ou représentants, à quatre-vingts pieds de profondeur ; et à l'ouest au chemin public—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, (Lac Bou-

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 5983. HENRI JALBERT, produce dealer, of Chicoutimi, plaintiff ; vs PHILIPPE PLOURDE, of Lake Bouchette, district of Roberval, defendant, to wit :

A farm made up of the lots numbers eighteen, nineteen and of the north half of the lot number twenty, of the fifth range of Dablon township ; bounded in front towards the west by Lake Bouchette, towards the east by the fifteenth range of Dequen township, on one side, towards the north by the land of Thomas Paradis, and on the south side by the south half of the lot number twenty belonging to Epiphane Fortin or representatives—with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, said farm comprising according to the official cadastre of Dablon township the lots numbers eighteen-A, eighteen-B, nineteen and twenty-A, (18*a*, 18*b*, 19 and 20*a*), of the fifth range of the aforesaid township of Dablon.

Save and except from the said lot number eighteen-B, an emplacement containing six thousand four hundred feet in superficies, more or less, and bounded as follows : on the south, beginning at the stream of the road ; on the north by the land of Joseph Dufour or representatives, at a depth of eighty feet ; on the east, also by the land of Joseph Dufour or representatives at a depth of eighty feet ; and on the west by the public road—with the buildings thereon erected.

To be sold at t e church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, (Lac Bouchette), on

chette), MARDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.
Roberval, 11 novembre 1919. 4281—46-2
[Première publication, 15 novembre 1919.]

TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Sheriff's office.
Roberval, 11th November, 1919. 4282—46-2
[First publication, 15th November, 1919.]

Lettres patentes

" Chas. J. Brown, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1919 constituant en corporation Charles James Brown, Gerald Coate Brown, courtiers d'immeubles, Kenneth Charles Brown, dessinateur, Dame Lilian Augustine Hutchison, épouse séparée de biens dudit Charles James Brown, et par lui autorisée aux présentes, tous de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et Ernest Chester Kerrigan, agent d'achats, de Walkerville, dans la province d'Ontario, pour les fins suivantes :

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder des biens-fonds et de la propriété immobilière dans la province de Québec ;

Vendre, louer, transférer, grever, hypothéquer, échanger, aliéner ou autrement disposer de ces biens-fonds ou de cette propriété immobilière, ou d'aucune partie d'icelle, aussi développer, améliorer, diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner des actions, parts, débentures ou valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce un commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation.

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds ou autres propriétés que posséde la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenable, et accepter en paiement intégral ou partiel, de l'argent, des actions, débentures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente corporation ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, hypothéquer ou grever la propriété immobilière ou mobilière de la compagnie, donner les deux sortes de valeurs en garantie du paiement des bons, débentures ou autres obligations que la compagnie pourra avoir le droit d'émettre ainsi d'aucuns prêts d'argent faits aux fins de la corporation ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Acquérir et posséder le commerce, les franchises, l'entreprise, la propriété, les droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, capitaux, l'actif et les autres droits que la compagnie peut

Letters patent

"Chas. J. Brown, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1919, incorporating Charles James Brown, Gerald Coate Brown, real estate agents; Kenneth Charles Brown, draughtsman ; Dame Lilian Augustine Hutchison, wife separate as to property of the said Charles James Brown and by him hereto present hereunto duly authorized, all of the city of Westmount, in the district of Montreal ; and Ernest Chester Kerrigan, purchasing agent, of Walkerville, in the Province of Ontario, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate and immoveable property in the Province of Quebec ;

To sell, lease, convey, mortgage, hypothecate, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or immoveable property or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the real estate or other property owned by the company for such consideration and upon such terms, and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company in payment or part payment thereof :

To borrow upon the credit of the company, hypothecate or pledge the immoveable or moveable property of the company, or give both kind of securities to secure the payment of the bonds, debentures or other securities that the company may have the right to issue and for any loans of money made for the purpose of the company ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and any other rights the company may lawfully acquire by

légalement acquérir en vertu des présentes, suivant leur valeur en équité ;

Tenir une agence générale d'immeubles, d'assurances et de finances, sans exclure les entreprises d'enquêtes, estimations, ventes, échanges, locations, subdivision et affaires semblables ;

Exercer le commerce d'une compagnie d'entreprises générales et de construction pour bâtir, construire, réparer, altérer et démolir toutes les sortes de bâtisses ou structures, exercer aussi, sous toutes ses formes, le commerce de constructeurs ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou entrepreneurs ;

Faire toutes ou aucune des choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "Chas. J. Brown, Limited", avec un fonds social de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres ($100,00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4681—49-2 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie Electric de Cabano, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1919, constituant en corporation Rév. Ernest Gagnon, curé ; Andrew-A. Brebner, George Bérubé, industriels ; Hubert Rossignol, Joseph-P. Bérubé, contre-maîtres ; J.-Hormisdas Béland, notaire ; S.-Wenceslas LeBel, gentilhomme, tous de Saint-Mathias-de-Cabano, dans le district de Kamouraska, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et détail, l'importation et l'exportation de tous articles, appareils, machineries concernant l'électricité dans toutes ses applications industriels ou scientifiques ;

Faire le commerce en gros et en détail, l'importation et l'exportation de tous articles, marchandises, objets d'art pouvant servir à l'ornementation et décoration des places ou édifices publics ou de résidences ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation et d'exportation de tous appareils, machineries, pouvoir hydraulique à vapeur, à gez ou à gazoline pouvant servir à la production de l'électricité sous toutes ses formes ;

Construire, acquérir par achat ou par titres équivalents des immeubles, des établissements, ateliers, entrepôts, hangars pour emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie ou à son industrie ;

Construire, acquérir par achat ou par titres équivalents des immeubles, manufactures, usines, manufacturer, fabriquer, en tout ou en partie, des articles, marchandises, machineries faisant partie du commerce de la compagnie ou de son industrie ;

Fabriquer ou acquérir, à quelque titre que ce soit, des instruments, des matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation, sous toutes ses formes, des travaux d'éclairage à la

virtue hereof at a fair value thereof ;

To carry on a general real estate, insurance, and financial agency, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like ;

To carry on the business of a general contracting the construction company for the erection, construction, repair, alteration and demolition of all kinds of buildings or structures and to carry on the business of builders in all its branches ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be decided ;

To do any or all of the above things as principals, agents, or contractors ;

To do all or any such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Chas. J. Brown, Limited", with capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Westmount, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD.

4682—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie E ectric de Cabano, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1919, incorporating Rev. Ernest Gagnon, curé ; Andrew-A. Brebner, George Bérubé, manufacturers ; Hubert Rossignol, Joseph-P. Bérubé, foreman ; J.-Hormisdas Béland, notary ; S. Wenceslas LeBel, gentleman, all of Saint-Mathias-de-Cabano, in the district of Kamouraska, for the following purposes ;

To carry on business wholesale and retail, import and export any articles, apparatus, machinery respecting electricity in all its industrial or scientific applications ;

To carry on business wholesale and retail, import and export any articles, merchandises, objects of art suitable for the ornamentation and decoration of public places or buildings, or residences ;

To carry on the wholesale and retail business of importing and exporting any apparatus, machinery, water, steam, gas or gasoline power that may be used for the production of electricity under all its forms ;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, premises, workshops, warehouses, sheds for storing the merchandise necessary for the business or industry of the company ;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, factories, workshops, to manufacture, make in whole or in part goods, merchandise, machinery forming part of the business or industry of the company ;

To manufacture or acquire under any title whatever instruments, materials and any equipment necessary for the exploitation under all its forms of electric light works, and carry out

lumière électrique, et faire, à l'entreprise, tous les travaux qui concernent l'électricité, du commerce et de l'industrie de la compagnie ;

Construire, acquérir, posséder, vendre, louer des immeubles, meubles, pouvoirs hydrauliques ou à vapeur, construire et installer des lignes de transmission électrique, utiliser, vendre, louer la force motrice électrique, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics, le commerce ou l'industrie de Témiscouata ;

Acquérir toutes entreprises semblables, en tout ou en partie, à celle de la compagnie ainsi que le matériel, la clientèle de toute personne ou société ;

Faire l'étude, l'acquisition, l'exportation ou la vente de tout brevet, invention ou procédé d'amélioration ayant trait aux entreprises de la compagnie ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation ou d'exportation de tous articles, appareils, machinerie concernant le système de minoterie dans toutes ses applications industrielles et scientifiques ;

Faire le commerce, en gros et détail d'importation ou d'exportation de toutes machineries pouvant servir à l'exploitation de minoterie, sous toutes ses formes ;

De construire ou d'acquérir par achat ou par titre équivalent des établissements, des ateliers, entrepôts, hangars pour l'emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie et de son industrie ;

De fabriquer ou d'acquérir à quelque titre que ce soit les instruments, les matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie de la compagnie ;

D'exploiter un système de minoterie et d'en faire le commerce, sous toutes ses formes ;

D'employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie pour acquérir l'actif, l'achalandage de toutes personnes, sociétés ou compagnies exerçant une industrie quelconque ou exploitant un commerce ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toutes acquisitions de la compagnie, en deniers comptants, ou en actions libérées de la compagnie ;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Cabano, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Mathias-de-Cabano, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

4699—49-2 C.-J. SIMARD.

on contract any work respecting the electricity of the business and industry of the company ;

To construct, acquire, hold, sell, lease immoveables, moveables, water or steam power, construct and install electric transmission lines, utilize, sell, lease electric motive power both for the requirements of the company and the public service, business or industry of Témiscouata ;

To acquire any similar undertakings in whole or in part to that of the company and the assets and goodwill of any person or firm ;

To make the study of, acquisition, exploitation or sale of any patent of invention or process of improvement relating to the undertakings of the company ;

To carry on the wholesale and retail import or export business of any articles, apparatus, machinery respecting the grist-mill business in all its industrial and scientific applications ;

To carry on the wholesale and retail import or export business of any machinery that may be used for the exploitation of the grist-mill business under all its forms ;

To construct or acquire by purchase or by equivalent title premises, workshops, warehouses, sheds for the storing of the merchandise necessary for the business and industry of the company ;

To manufacture or acquire under any title whatever the instruments, materials and equipment necessary for the exploitation of the business or industry of the company ;

To opérate and carry on a grist-mill business under all its forms ;

To employ in whole or in part the funds of the company for acquiring the assets, goodwill of any persons, firms or companies carrying on any business or industry whatever ;

To pay for any acquisitions of rendered to or required by the company in cash or paid up shares of the company ;

To hypothecate or give as security the immoveables or moveables of the company or give such two kinds of securities to guarantee the payment of such loans of money made for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Electrique de Cabano, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000 00), divided int four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Mathias-de-Cabano, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,

4700—49-2 Assistant Provincial Secretary.

" General Bakery Co., Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de novembre 1919 constituant en corporation : Gui Casimir Papineau-Couture, conseil du roi ; Louis Fitch et Lazarus Phillips, avocats; Abraham Saul Cohen, comptable, et Lilian Friedman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce de boulangers et de confiseurs, de négociants de farine de toute espèce, en gros et au détail ;

" General Bakery Co., Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1919 incorporating : Gui Casimir Papineau-Couture, king's Counsel ; Louis Fitch and Lazarus Phillips, advocates ; Abraham Saul Cohen, accountant, and Lilian Freedman, stenographer ; all of the city and district of Montreal for the following purposes :

To carry on business as bakers and confectioners, and as dealers, in flour of all kinds, at wholesale and retail ;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec le précédent ;

Acquérir par achat, bail ou par aucun autre titre légal, assumer aussi la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Acquérir par achat, bail, échange, ou par aucun autre titre légal, détenir et posséder aucuns terrains, biens-fonds, immeubles de toute description ainsi que la propriété mobilière indispensable ou nécessaire aux fins de la compagnie, construire des entrepôts, fabriques ou d'autres bâtisses qui seront nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie, et les vendre, les hypothéquer, échanger ou autrement en disposer ;

Vendre, louer, échanger, ou autrement échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix dont on conviendra, y compris les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, ou en prenant des hypothèques sur terrains et bâtisses ;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, posséder et détenir, aussi vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont semblables ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, nonobstant aucunes dispositions de la loi des compagnies de Québec, aussi acquérir, détenir, vendre et disposer de droits d'hypothèque, de privilèges ou de gage pour ou contre d'autres compagnies et personnes ;

Garantir, cautionner, et se porter responsables du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations, d'aucune nature quelconque, d'aucune autre corporation, société ou personne avec l'aquelle la présente compagnie sera en relations d'affaires ;

Acheter ou autrement acquérir aucuns intérêts dans des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention que la compagnie jugera propre à faire l'objet d'un trafic en rapport avec le commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir ses patentes, brevets d'invention, licences, concessions, choses semblables et renseignements précités ;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus ou à être rendus, pour l'avancement ou l'organisation de la compagnie, en action entièrement libérées, en bons, débentures ou avec d'autres obligations de la compagnie ;

Hypothéquer, grever, ou engager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir aucunes obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la corporation ;

Se joindre à, partager les bénéfices, ou s'unir à aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce analogue ou semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, aux conditions fixées par la présente corporation ;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce connexes aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "General Bakery Co., Limited", avec un fonds social de vingt mille pias-

To carry on such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing ;

To acquire by purchase, lease or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on a business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title and to hold and own any lands, real estate and immoveables of every description, and moveable property required or necessary for the purposes of the company, and to erect such warehouses, factories, or other buildings as may be necessary or useful for the purposes of the company, and to sell, hypothecate, exchange or otherwise dispose of the same ;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company or by taking hypothecs on lands and premises ;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar or partly similar to those of this company, notwithstanding any provisions of the Quebec Cmpanies' Act, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies and individuals ;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which this company has business dealings ;

To purchase or otherwise acquire any interests in any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to sue, or any secret or other information as to any invention which may seem to the company capable of being profitably dealt with in connection with the company's business, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account any such patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like and information aforesaid ;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, or for the promotion or organization of the company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To hypothecate, mortgage, or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and any money borrowed for the purposes of the company ;

To amalgamate, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide ;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "General Bakery Co., Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars

tres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4721—49-2 C.-J. SIMARD.

" Montreal Gayety Theatre Company ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1919, constituant en corporation: Gerald Augustin Coughlin, avocat, Francis-George Bush, teneur-de-livres, George-Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien et Herbert-William Jackson, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme propriétaires et gérants de théâtres, et spécialement faire produire et représenter des vues cinématographiques, des opéras, drames, opérettes, comédies, vaudevilles, ballets, pantomimes, spectacles, aunsi que toutes les autres variétés de représentations théatrales et d'amusements ;

Bâtir des théâtres, bureaux ainsi que d'autres édifices et structures appropriés aux objets des présentes, aussi entretenir, administrer, exploiter lesdits théâtres et les autres bâtisses, après leur érection ou construction ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie aux objets semblables, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre personne, société, compagnie ou corporation, offrir aussi en souscription au public aucunes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune telle compagnie ou corporation, garantir le paiement de dividendes ou d'intérêts sur aucunes parts, actions, débentures ou autres valeurs émises par ou aucun autre contrat ou obligation d'aucune telle personne, société, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaire ;

Acquérir par achat, concession, échange ou par aucun autre titre légal l'achalandage, la propriété, les droits et l'actif, assumer aussi le passif d'aucune personne, société ou compagnie transigeant aucun commerce semblable à celui exercé par la présente corporation, avec les bâtisses, le fonds-de-commerce, et l'actif dudit commerce généralement, aussi acheter, acquérir et détenir le capital ou les actions du capital dans aucune autre corporation exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer par les présentes, ou aucun commerce semblable à icelui, et le payer en tout ou en partie en obligations, débentures, ou avec d'autres valeurs, ou actions totalement ou partiellement libérées de la compagnie, aussi les vendre, les louer ou autrement en disposer, en tout ou en partie ;

Emettre des actions libérées, des actions-obligations, des débentures, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits, commo-

($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4722—49-4 Assistant Provincial Secretary.

" Montreal Gayety Theatre Company ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November 1919, incorporating : Gerald Augustine Coughlin, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, George Robert Drennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien and Herbert William Jackson, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of theatre proprietors and managers and particular to provide for the production and performance of moving pictures, operas, stage plays, operettas, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomimes, spectacular pieces, and all other forms of theatrical entertainment or amusement ;

To construct theatres, offices and other buildings and works convenient for the purposes thereof and to maintain, manage, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company having similar objects and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other person, firm, company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stock, bonds, debentures or other securities of any such company or corporation, and to guarantee the payment of dividends or interest on any stock, shares, debentures or other securities issued by or any other contract or obligation of any such person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company transacting any business similar to that conducted by this company, together with the buildings, stock-in-trade and assets generally in such business, and to purchase, acquire and hold the stock or shares of stock in any other corporation carrying on business similar to that which this company is hereby authorized to carry on, or any business similar thereto, and to pay for same wholly or in part in bonds, debentures or other securities or fully or partly paid shares of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To issue paid up shares debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any property, rights and easements, which may be ac-

dités dont on pourra faire l'acquisition par ou avec l'approbation des actionnaires, des services rendus à, ou de l'ouvrage fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations de la compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en espèces, aucune propriété de la compagnie et particulièrement aucunes actions, débentures ou valeurs dans aucunes autres compagnies, appartenant à la corporation ou dont cette dernière peut disposer ;

Louer, aliéner, vendre ou autrement disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira avantageux, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, dépositaires, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, faire aussi toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Montreal Gayety Theatre Company", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4723—49–2

quired by or with the approval of the shareholders, for any services rendered to, or work done for, the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in specie any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To lease, alienate, sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, bailees, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to do all such other things as are incidental, or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers in each paragraph are to be in nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Montreal Gayety Theatre Company", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4724—49–2

Département des affaires municipales

CONSEIL EXECUTIF

Québec, 4 décembre 1919.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Damasse, dans le comté de Matane, le troisième jour de novembre 1919, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Matane, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

Publié en conformité de l'artile 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

Québec, 4 décembre 1919. 4725

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, 4th December, 1919.

Present : the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Damase, in the county of Matane, on the third day of November, 1919, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice by-law or resulution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said municipal Code of the province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Damase, in the county of Matane, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be hence forth published in the French language ouly.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of municipal affairs.

Quebec, 4th December, 1919. 4726

Faillite—avis de

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Avis est par le présent donné que le 24 novembre 1919, M. Omer Racine, marchand, de Roxton Pond, a déposé son bilan au greffe de la Cour supérieure du district de Bedford, en conformité avec la loi.

Le gardien provisoire,
JOSEPH LESSARD.

Roxton Pond, 27 novembre 1919. 4615

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 136. *In re:* Achille Lebire, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure, rendu ce 28ième jour de novembre 1919, le soussigné a été nommé curateur à ladite faillite.

Les réclamations, assermentées, devront être produites à mon bureau dans les trente jours.

Montréal, 28 novembre 1919.

Le curateur,
4727 J.-G. DUHAMEL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 141. *In re:* Joseph-Henri Lebeau, épicier, 268 rue Fabre, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure, en date du 3 décembre 1919, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations, assermentées, doivent être filées entre mes mains à mon bureau, 30 rue Saint-Jacques, Montréal, dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,
4729 GEORGES DUCLOS.

Notice of Bankruptcy

Canada, Province of Quebec, district of Bedford.

Notice is hereby given that on the 24th November, 1919, Mr. Omer Racine, merchant, of Roxton Pond, has filed a statement of his assets at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Bedford, pursuant to law.

JOSEPH LESSARD,
Provisional guardian.

Roxton Pond, 27th November, 1919. 4616

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 136. *In re:* Achille Lebire, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, rendred this 28th day of November, 1919, the undersigned was appointed curator to the said estate.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from this date.

Montreal, 28th November, 1919.

J. G. DUHAMEL,
4728 Curator.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 141. *In re:* Joseph Henri Lebeau, grocer, 268 Fabre street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 3rd of December, 1919, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me at my office, No. 30 Saint James street, Montreal, within 30 days of present notice.

GEORGES DUCLOS,
4730 Curator.

Liquidation—Avis de

In re: Thunderchild Land Co., ltée, Black Lake, Co., Megantic, P. Q., en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de Thunderchild Land Co., ltée, tenue en la ville de Black Lake, Comté de Mégantic, le cinquième jour de novembre 1919, à l'effet qu'il était opportun de liquider la compagnie, il fut unanimement résolu de liquider volontairement et de dissoudre ladite compagnie, Thunderchild Land Co., ltée, et à cet effet, nous avons été nommés liquidateurs conjoints de ladite compagnie.

Les liquidateurs conjoints,
G.-E. BEGIN.
D. WILSON.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.

Sherbrooke, P. Q., le 11 novembre 1919.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
4611 C.-J. SIMARD.

Winding up notices

In re: Thunderchild Land Co, Ltd, Black Lake, Megantic Co, P. Q., in liquidation.

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Thunderchild Land Co, Ltd, held in the town of Black Lake, county of Megantic, on the fifth day of November, 1919, for the purpose of considering the opportunity of winding up the company, it was resolved to voluntarily wind up and dissolve the said company, Thunderchild Land Co., Ltd, and to that effect we have been appointed joint liquidators of said company.

G. E. BEGIN,
D. WILSON,
Joint liquidators.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington street.

Sherbrooke, P. Q., 11th November, 1919.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1919.

C.-J. SIMARD,
4612 Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 49.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Arnaud vs Faustin..... 2955
" Bélanger vs Caron..... 2954
" Bernard vs Robitaille..... 2955
" Clermont vs Goyette..... 2955
" Gauthier vs Tremblay..... 2955
" Genicot vs Mauborgne..... 2955
" Harte vs Weller..... 2956
" Jolicœur vs Nantel..... 2954
" Lacourse vs Baril..... 2956
" Perrault vs Baillargeon..... 2955
" Thesserault vs Amiot..... 2954

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

McKeown vs Fitzgerald..... 2956

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2903

ASSEMBLÉE :—
L'Union Saint-Joseeph des Trois-Rivières..... 2956

AVIS DIVERS :—
Conseil du village de Bagotville..... 2956
International Corporation of Canada, Ltd..... 2958
Roxton Falls Mfg Coy, Ltd..... 2957
Vail Neighborhood Cemetery Coy..... 2958

BILLS PRIVÉS, Assemblée législative :—Avis 2906

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :
Quebec Graphite Coy, Ltd..... 2959

COMPAGNIE DISSOUTE :—
Simard Lumber Coy, Ltd..... 2959

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—
Charles Montminy..... 2929
Cité de Lévis..... 2949
Cité de Montréal..... 2930
Cité de Québec..... 2952
Cité des Trois-Rivières..... 2934
Cie de chemin de fer de Colonisation de Québec..... 2945
Cie du chemin de fer Roberval-Saguenay. 2926
Commission des écoles catholiques..... 2934
Compagnie des Tramways de Montréal.. 2943
Coopérative centrale des agriculteurs de Québec..... 2930
Corporation du village de Lennoxville... 2943
Curé et marguilliers Saint-Pierre-de-Shawinigan..... 2931
Dame Elodie Gauthier..... 2950
Dame Jennie C. Brown..... 2933
Dames religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus..... 2929
Dominion Corset Company..... 2950
Dr D.-P. Mowry..... 2948
Echenverg *et al*..... 2928
Hôpital Français..... 2944
Industrial Life Assurance Coy of Quebec. 2943
Jean-Baptiste Brouillette..... 2948
Jean Chauvin..... 2943
J.-H.-W. Renaud et autres..... 2952
Joseph-Ernest Grégoire..... 2926
Kipawa Housing Coy..... 2935
La ville de Roxboro..... 2929
La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin..... 2947
La Prévoyance..... 2951

Index of the Quebec Official Gazette, No 49.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Arnaud vs Faustin..... 2955
" Bélanger vs Caron..... 2954
" Bernard vs Robitaille..... 2955
" Clermont vs Goyette..... 2955
" Gauthier vs Tremblay..... 2955
" Genicot vs Mauborgne..... 2955
" Harte vs Weller..... 2956
" Jolicœur vs Nantel..... 2954
" Lacourse vs Baril..... 2956
" Perrault vs Baillargeon..... 2955
" Thesserault vs Amiot..... 2954

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :
McKeown vs Fitzgerald..... 2956

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2903

MEETING :—
L'Union Saint-Joseph des Trois-Rivières..... 2956

MISCELLANEOUS NOTICES :—
Council of the village of Bagotville..... 2956
International Corporation of Canada, Ltd..... 2958
Roxton Falls Mfg Coy, Ltd..... 2957
Vail Neighborhood Cemetery Coy..... 2958

PRIVATE BILLS, Legislative Assembly: Notice..... 2906

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—
Quebec Graphite Coy, Ltd..... 2959

COMPANY DISSOLVED :—
Simard Lumber Coy, Ltd..... 2959

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—
Charles Montminy..... 2929
City of Levis..... 2949
City of Montreal..... 2930
City of Quebec..... 2952
City of Three Rivers..... 2934
Quebec Colonization Railway Coy..... 2945
Roberval and Saguenay Railway Coy... 2926
Catholic School Commission..... 2934
Montreal Tramways Coy..... 2943
Coopérative centrale des agriculteurs de Québec..... 2930
Corporation of the village of Lennoxville. 2943
Curé et marguilliers Saint-Pierre-de-Shawinigan..... 2931
Mrs. Elodie Gauthier..... 2950
Mrs. Jennie C. Brown..... 2933
Dames religieuses hospitalières de la Miséricorde de Jésus..... 2929
Dominion Corset Company..... 2950
Dr D.-P. Mowry..... 2948
Echenverg *et al*..... 2928
Hôpital Français..... 2944
Industrial Life Assurance Coy of Quebec. 2943
Jean Baptiste Brouillette..... 2948
Jean Chauvin..... 2943
J.-H.-W. Renaud and others..... 2952
Joseph-Ernest Grégoire..... 2926
Kipawa Housing Coy..... 2935
The town of Roxboro..... 2929
La Compagnie du chemin de fer des fermiers de Normandin..... 2947
The Provident..... 2951

Le Crédit International du Canada..... 2948
Léon-Mercier Gouin..... 2933
Le Soleil, ltée..... 2946
Le village de Kénogami..... 2932
Lord Shaughnessy *et al*..... 2926
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie. 2947
Louis-Raymond Plessis-Belair..... 2939
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch..... 2932
L'Union Saint-Joseph de Drummondville 2948
Marie-Rose-Anna Quintal..... 2948
Merchants' Bank of Canada..... 2953
Norman-Scott Cameron..... 2932
Œuvre et Fabrique de Saint-Irénée, Montréal..... 2944
Percy Flynn..... 2927
Robert L. Brodie, F.-X. Décarie et autres. 2942
Société de construction de Montréal..... 2933
Société Saint-Jean-Baptiste et autres... 2952
St. Andrews Protestant Cemetry..... 2934
Succession feu John Pratt..... 2946
Succession J. Barsalou et autres..... 2947
Successions Villeneuve *et al*..... 2929
Succession McDuff Lamb..... 2927
Succession S. C. Bagg *et al*..... 2927
Syndics de la paroisse de Saint-Augustin. 2946
Synode du diocèse de Montréal..... 2929
The Bagotville Railway Coy..... 2940
The Guarantee Title Bond & Trust Coy of Canada..... 2942
The Lievre Valley Power Traction and Mfg Coy..... 2943
Université de Montréal..... 2935
Ville de la Pointe-aux-Trembles..... 2952
Ville de Kipawa..... 2951
Ville de East-Angus..... 2931
Ville de Grand'Mère..... 2941
Ville de Lachute..... 2943
Ville de Lasalle..... 2932
Ville Laval de Montréal..... 2942
Ville de Longueuil..... 2939
Ville d'Iberville..... 2933
Ville de Saguenay..... 2949
Ville Saint-Jérôme..... 2941
Wales Home..... 2945

International Trust of Canada..... 2948
Léon-Mercier Gouin..... 2933
Le Soleil, ltée..... 2946
The village of Kenogami..... 2932
Lord Shaughnessy *et al*..... 2926
L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie. 2947
Louis-Raymond Plessis-Belair..... 2939
L'Union Saint-Joseph à Saint-Roch..... 2932
L'Union Saint-Joseph of Drummondville. 2948
Marie-Rose-Anna Quintal..... 2948
Merchants' Bank of Canada..... 2953
Norman-Scott Cameron..... 2932
Roman Catholic Parish of Saint-Irénée, Montréal..... 2944
Percy Flynn..... 2927
Robert L. Brodie, F. X. Décarie and others..... 2942
Société de construction de Montréal..... 2933
Société Saint-Jean-Baptiste and others.. 2952
St Andrews Protestant Cemetry..... 2934
Estate late John Pratt..... 2946
Estate J. Barsalou and others..... 2947
Estates Villeneuve *et al*..... 2929
Estate McDuff Lamb..... 2927
Estate S. C. Bagg *et al*..... 2927
Syndics de la paroisse de Saint-Augustin. 2946
Synod of the Diocese of Montreal..... 2929
The Bagotville Railway Coy..... 2940
The Guarantee Title Bond & Trust Coy of Canada..... 2942
The Lievre Valley Power Traction and Mfg Coy..... 2943
University of Montreal..... 2935
Town of La-Pointe-aux-Trembles..... 2952
Town of Kipawa..... 2951
Town of East-Angus..... 2931
Town of Grand'Mère..... 2941
Town of Lachute..... 2943
Town of Lasalle..... 2932
Town Laval of Montreal..... 2942
Town of Longueuil..... 2939
Town of Iberville..... 2933
Town of Saguenay..... 2949
Town of Saint-Jérôme..... 2941
Wales Home..... 2945

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—
Paroisse Saint-Damase..... 2978

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—
Parish Saint-Damase..... 2978

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—
Montreal Dict. Dispensary..... 2953

TREASURY DEPARTMENT :—
Montreal Dict. Dispensary..... 2953

FAILLITE—AVIS DE :—
Breton, cession..... 2960
Brière (Dme), cession..... 2959
Lacroix & Bouvrette, cession..... 2960
Langelier, nom. de curateurs..... 2960
Lebeau, nom. curateur..... 2979
Lebire, nom. curateur..... 2979
Michelin, dividende..... 2960
Racine, cession..... 2979
Savard, nom. curateur..... 2960
Souaid, nom. de curateurs..... 2960

BANKRUPT NOTICES :—
Breton, assignment..... 2960
Brière (Dme), assignment..... 2959
Lacroix & Bouvrette, assignment..... 2960
Langelier, curators' appt..... 2960
Lebeau, curator's appt..... 2979
Lebire, curator's appt..... 2979
Michelin, dividend..... 2960
Racine, assignment..... 2979
Savard, curators' appt..... 2960
Souaid, curators' appt..... 2960

LETTRES PATENTES :—
Chas-J. Brown, Ltd..... 2973
Chocolats, ltée..... 2917
Compagnie de Tabac Canadien, ltée.... 2922
Eastern Hat Manufacturing Coy, Ltd.. 2918
Elias Ilieff & Co., incorp..... 2912
Garneau-Taschereau, incorp..... 2919
General Bakery Co, Ltd..... 2975
Jay E-Z-E Up Top Coy, Ltd..... 2908
Kauffman, Ltd..... 2911
La Cie Canadienne Rugoleum..... 2915
La Cie électrique de Cabano, ltée..... 2974
La Cie industrielle de Rougemont, ltée.. 2916

LETTERS PATENT :—
Chas J. Brown, Ltd..... 2973
Chocolats, ltée..... 2917
Canadian Tobacco Coy, Ltd..... 2922
Eastern Hat Manufacturing Coy, Ltd.. 2918
Elias Ilieff & Co., incorp..... 2912
Garneau-Taschereau, incorp..... 2919
General Bakery Co, Ltd..... 2975
Jay E-Z-E Up Top Coy, Ltd..... 2908
Kauffman, Ltd..... 2911
Canadian Rugoleum Co..... 2915
La Cie électrique de Cabano, ltée..... 2974
Rougemont Industrial Co, Ltd..... 2916

Le Crédit Beauceron..... 2920
L'Imprimerie des marchands, ltée..... 2913
Merchants Association of Canada, Ltd.. 2919
Mentana Garage & Iron Works Co, Ltd.. 2915
Montreal Gayety Theatre Coy..... 2977
Motors, Limited..... 2923
Smart Tailoring Shop, Ltd..... 2924
Sir William Stavert, Incorp..... 2912
The Sanborn Manufacturing Coy of Canada, Ltd..... 2907
The Tourville Worsted Milling Coy, Ltd. 2920

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—
Ateliers mécaniques de Sorel, ltée..... 2925
Bachand & Dionne, ltée..... 2925
Bengle, Blanchard, ltée..... 2925
Breakeyville Stores Co, Ltd..... 2925
Librairie Langlais, ltée..... 2925

LIQUIDATION—AVIS DE
Thunderchild Land Co, Ltd..... 2979

MINISTERE DE L'AGRICULTURE :—
Municipalité de Sawyerville..... 2954

PROCLAMATIONS :—
Convocation des Chambres..... 2904
Municipalité du village de Neuville.... 2905

SOUMISSIONS :—
Cité de Verdun..... 2961

VENTE PAR LICITATION :—
Carreau vs Vachon..... 2961

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—
Ville de Pointe-aux-Trembles..... 2962

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

CHICOUTIMI :—
Cie Massicotte & Tremblay vs Bouchard *et al*..... 2964

MONTCALM :—
Banque d'Hochelaga vs Girouard *et al*.. 2964

MONTRAÉL :—
Bélanger (Delle) vs Demontigny..... 2962
Garand vs Lepailleur..... 2967
Gurd vs (Dme) Warlow..... 2666
La cité de Montréal vs Parent..... 2968
Lindsay vs Bilodeau..... 2969
Pesant vs Lortie..... 2968
Séguin (Dme) vs Gravel..... 2969
The Trust & Loan Coy of Canada vs Descaries..... 2962
The Trust & Loan Coy of Canada vs Descarries..... 2962

QUÉBEC :—
Barras vs Després..... 2970
Boisseau vs Gagnon..... 2970
Lanouette *et al* vs héritiers Tessier..... 2971
Rouleau vs Dme Côté *et al*..... 2971

RIMOUSKI :—
Empire Cream Separator Coy of Canada, Ltd vs Brochu..... 2972

ROBERVAL :—
Jalbert vs Plourde..... 2972

QUÉBEC.—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

Le Crédit Beauceron..... 2920
Merchants Printing Coy, Ltd..... 2913
Merchants Association of Canada, Ltd.. 2919
Mentana Garage & Iron Works Co, Ltd.. 2915
Montreal Gayety Theatre Coy..... 2977
Motors, Limited..... 2923
Smart Tailoring Shop, Ltd..... 2924
Sir William Stavert, Incorp..... 2912
The Sanborn Manufacturing Coy of Canada, Ltd..... 2907
The Tourville Worsted Milling Coy, Ltd. 2920

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—
Sorel Mechanical Shops Co, Ltd..... 2925
Bachand & Dionne, ltée..... 2925
Bengle, Blanchard, ltée..... 2925
Breakeyville Stores Co, Ltd..... 2925
Librairie Langlais, ltée..... 2925

WINDING UP ACT NOTICE
Thunderchild Land Co, Ltd..... 2979

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—
Municipality of Sawyerville..... 2954

PROCLAMATIONS :—
Parliament convoked..... 2904
Municipality of the village of Neuville.. 2905

TENDERS :—
City of Verdun..... 2961

SALE BY LICITATION :—
Carreau vs Vachon..... 2961

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—
Town of Pointe-aux-Trembles..... 2962

SHERIFF'S SALES :—

CHICOUTIMI :—
Cie Massicotte & Tremblay vs Bouchard *et al*..... 2964

MONTCALM :—
Banque d'Hochelaga vs Girouard *et al*.. 2964

MONTREAL :—
Bélanger (Delle) vs Demontigny..... 2962
Garand vs Lepailleur..... 2967
Gurd vs (Dme) Warlow..... 2666
The city of Montreal vs Parent..... 2968
Lindsay vs Bilodeau..... 2969
Pesant vs Lortie..... 2968
Séguin (Dme) vs Gravel..... 2969
The Trust & Loan Coy of Canada vs Descaries..... 2962
The Trust & Loan Coy of Canada vs Descarries..... 2962

QUEBEC :—
Barras vs Després..... 2970
Boisseau vs Gagnon..... 2970
Lanouette *et al* vs heirs Tessier..... 2971
Rouleau vs Dme Côté *et al*..... 2971

RIMOUSKI :—
Empire Cream Separator Coy of Canada, Ltd vs Brochu..... 2972

ROBERVAL :—
Jalbert vs Plourde..... 2972

QUEBEC —Printed by LS-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.